LOI
DE LA REPUBLIQUE AZERBAIDJANAISE

SUR LES ELECTIONS
A L'ASSEMBLEE NATIONALE

CHAPITRE 1er
DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. **Principes fondamentaux des élections**

L'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise (ci-après "l'Assemblée nationale"), organe suprême du pouvoir législatif de la République azerbaïdjanaise, est élue par les citoyens azerbaïdjanais, selon les modalités définies par la présente Loi, aux scrutins majoritaire et proportionnel, au suffrage universel, égal et direct. Le vote est libre, personnel et secret.

Article 2. **Composition et durée du mandat de l'Assemblée nationale**

L'Assemblée nationale comprend 125 députés.

Elle est élue pour une durée de 5 ans. Son mandat prend effet le jour de sa première séance et expire le jour de sa dernière séance. Le mandat des députés à l'Assemblée nationale n'est valable que pour la durée du mandat de l'Assemblée nationale.

Article 3. **Droit de vote**

Ont le droit d'élire un député à l'Assemblée nationale tous les citoyens azerbaïdjanais âgés de 18 ans accomplis le jour du scrutin.

Peuvent être élus députés à l'Assemblée nationale tous citoyens azerbaïdjanais âgés de 25 ans accomplis le jour du scrutin.

Ne peuvent être élus députés à l'Assemblée nationale les hauts fonctionnaires et les personnes accomplissant leur service militaire ou un service alternatif. Ne peuvent non plus être élus, même en cas de réhabilitation légale, les personnes condamnées pour les infractions graves visées à l'alinéa 1er de l'article 7 du Code pénal de la République azerbaïdjanaise, les personnes purgeant une peine d'emprisonnement en vertu d'un jugement ayant force de chose jugée.

Ne prennent pas part aux élections à l'Assemblée nationale les personnes interdites par l'effet d'une décision judiciaire.

Toute forme de restriction directe, indirecte ou autre des droits électoraux des citoyens azerbaïdjanais liée à l'origine, aux opinions politiques, à la situation sociale et patrimoniale, à l'appartenance raciale ou nationale, à l'éducation, à la langue, à l'attitude à l'égard de la religion, au sexe et au type d'activité exercée est interdite.

Tout citoyen azerbaïdjanais ayant le droit de vote dispose d'une voix dans une circonscription uninominale et une voix dans une circonscription plurinominale et vote deux fois.

Conformément à la règle de représentation fixée avant chaque élection, tous les citoyens sont représentés à l'Assemblée nationale sur un pied d'égalité.

Les députés à l'Assemblée nationale sont élus directement par les électeurs.

Les électeurs votent en personne et à bulletin secret. Il est interdit de contrôler l'expression de la volonté des électeurs aux élections.

Article 4. **Fixation des élections à l'Assemblée nationale**

Les élections à l'Assemblée nationale sont fixées par le Président de la République azerbaïdjanaise.

De nouvelles élections sont fixées au plus tard 80 jours avant l'expiration du mandat de l'Assemblée nationale. Le scrutin en vue des élections à l'Assemblée nationale a lieu un dimanche.

Article 5. **Les élections à l'Assemblée nationale**

Cent députés à l'Assemblée nationale sont élus dans des circonscriptions électorales uninominales, en règle générale sur la base d'une norme unique de représentation, déterminée en divisant le nombre total d'électeurs par 100.

Vingt-cinq députés sont élus dans le cadre d'une circonscription électorale plurinominale unique, sur la base de la proportion des suffrages obtenus par les listes de candidats présentées par des partis (groupements) politiques.

Article 6. **Droit de présentation de candidatures**

Conformément à la présente Loi, sous réserve des interdictions prévues à l'article 3 les citoyens azerbaïdjanais ayant le droit de vote ont le droit de faire directement acte de candidature, et les partis politiques créés et enregistrés conformément à la législation de la République azerbaïdjanaise ont le droit de présenter des candidats..

Article 7. **Publicité lors de la préparation et du déroulement du scrutin**

La préparation et le déroulement du scrutin s'effectuent publiquement. Les organes d'Etat qui organisent les élections, ainsi que les citoyens et les partis politiques qui y prennent part, agissent ouvertement et publiquement.

Les particuliers et les partis politiques se voient garantir le droit de faire campagne pour ou contre des candidats à la députation à l'Assemblée nationale dans des réunions, d'autres rassemblements de citoyens, et dans les médias.

Il est rendu compte dans les médias de toutes les manifestations liées à l'organisation des élections, au plus tard deux jours avant le commencement du scrutin. Les commissions électorales informent les citoyens de leurs activités, de leur emplacement et de leurs heures de travail, de la mise en place des circonscriptions et sections électorales, des listes électorales, des noms des candidats à l'élection, des résultats du scrutin et du résultat des élections.

Les médias rendent compte du déroulement des activités préparatoires au scrutin et des opérations de vote pour les élections à l'Assemblée nationale. Leurs représentants ont le droit d'assister sans entraves à toutes les manifestations organisées par les commissions électorales et d'obtenir des informations sur la préparation et le déroulement du scrutin.

Des mandataires des candidats individuels et des partis (groupements) politiques prenant part aux élections ont le droit d'assister aux réunions des commissions électorales au moment du vote, au dépouillement dans les sections électorales, et à la détermination des résultats du scrutin.

Les mandataires doivent être en possession d'un document justifiant leurs pouvoirs. Les commissions doivent être informées à l'avance de la présence éventuelle de mandataires et prendre en considération la nécessité de leur assurer des conditions de travail appropriées.

Il est interdit de s'immiscer illégalement dans les activités des commissions électorales et d'exercer sur elles une influence illégale.

Article 8. **Dépenses liées à la préparation et au déroulement du scrutin**

Les dépenses liées à l'organisation de la préparation et du déroulement des élections à l'Assemblée nationale sont à la charge du budget de la République azerbaïdjanaise.

Les organes, entreprises, institutions et organismes d'Etat mettent gratuitement à la disposition des commissions électorales les locaux et le matériel nécessaires à la préparation et au déroulement des élections à l'Assemblée nationale.

La location des immeubles, des locaux et du matériel des organisations et des entreprises non gouvernementales utilisés pour les travaux des commissions électorales est à la charge du budget de la République azerbaïdjanaise.

Les crédits inscrits au budget de la République azerbaïdjanaise ainsi qu'aux budgets locaux ne peuvent être utilisés pour la présentation de candidats à la députation ni pour la propagande en leur faveur, sauf dans les cas prévus par la présente Loi.

Article 9. **Mise en place de circonscriptions électorales uninominales**

Pour l'organisation et le déroulement des élections au scrutin majoritaire, l'Assemblée nationale, sur proposition de la Commission électorale centrale, procède, au plus tard soixante-dix jours avant le scrutin, au découpage du territoire de la République azerbaïdjanaise en 100 circonscriptions électorales, en tenant compte du nombre d'habitants et de la division territoriale administrative.

A cette fin, la Commission électorale centrale se fonde sur les principes suivants :

1) il est interdit d'inclure dans la même circonscription électorale des territoires non contigus;

2) chaque circonscription électorale est mise en place normalement dans les limites d'un district administratif, et si le nombre des électeurs ne le permet pas, elle est étendue à deux districts administratifs ou plus;

3) l'écart entre le nombre d'habitants d'une circonscription électorale et le nombre moyen d'habitants de l'ensemble des circonscriptions électorales ne peut dépasser 10 pour cent.

Article 10. **Mise en place d'une circonscription électorale plurinominale**

Pour l'organisation et le déroulement des élections au scrutin proportionnel, l'ensemble du territoire de la République azerbaïdjanaise constitue une circonscription électorale plurinominale unique.

Article 11. **Mise en place de sections électorales**

Chaque circonscription électorale uninominale est subdivisée en sections électorales. Celles-ci sont constituées au plus tard 10 jours après la formation des commissions électorales de circonscription qui, en les mettant en place, définissent leur nombre et leurs limites. Ces sections électorales sont valables dans le cadre de la circonscription électorale plurinominale.

Une section électorale englobe un territoire où vivent au minimum 50 (cinquante) et au maximum 1500 (mille cinq cents) électeurs.

La commission électorale de circonscription, dans un délai de sept jours après l'approbation de la liste des sections électorales, informe chaque électeur des limites de ces dernières , en indiquant leur siège ainsi que les lieux de vote.

CHAPITRE II

PREPARATION DES ELECTIONS

Article 12. Structure des organes garantissant le déroulement des élections

Les organes s'occupant de la préparation et du déroulement des élections à l'Assemblée nationale sont : la Commission électorale centrale pour les élections à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise (ci-après la "Commission électorale centrale"), les commissions électorales de circonscription pour les élections à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise (ci-après les "commissions électorales de circonscription"), et les commissions électorales de section pour les élections à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise (ci-après les "commissions électorales de section").

Les membres des commissions électorales ne peuvent être candidats à la députation à l'Assemblée nationale.

Article 13. La Commission électorale centrale

La Commission électorale centrale est l'organe d'Etat suprême qui assure le déroulement des élections. Son président et ses 14 membres sont élus par l'Assemblée nationale au plus tard quatre-vingts jours avant le scrutin, pour une durée de cinq ans. Le candidat à la présidence de la Commission électorale centrale est proposé par le Président de la République. Dans les cinq jours qui suivent son élection, le président de la Commission électorale centrale propose les candidatures des membres de la Commission. Cette dernière doit être entièrement constituée au plus tard quarante jours avant le scrutin.

Le président et les membres de la Commission électorale centrale doivent être citoyens azerbaïdjanais, avoir une instruction supérieure, ne pas appartenir à un parti, avoir le droit de vote, et ne pas exercer de hautes fonctions dans les organes d'Etat.

La Commission électorale centrale exerce aussi les fonctions de commission électorale de circonscription plurinominale.

Article 14. Attributions de la Commission électorale centrale

La Commission électorale centrale :

dirige l'activité des commissions électorales pendant les élections à l'Assemblée nationale;

veille au respect de la légalité lors de la préparation et du déroulement du scrutin, assure l'application uniforme de la présente Loi;

publie des instructions obligatoires pour toutes les commissions électorales, ainsi que d'autres documents normatifs concernant les questions d'application de la présente Loi;

annonce les noms des candidats individuels et les listes des candidats des partis (groupements) politiques prenant part à l'élection;

délivre des attestations de candidature conformes au modèle prescrit aux candidats participant à l'élection, aux personnes inscrites sur les listes publiées de candidats des partis (groupements) politiques;

enregistre les mandataires représentant les partis (groupements) politiques;

veille à ce que tous les partis (groupements) politiques prenant part à l'élection et tous les candidats se présentant dans les circonscriptions électorales uninominales jouissent des mêmes droits pour leurs activités préélectorales;

entend les communications des organes centraux et locaux du pouvoir exécutif sur les questions de préparation et de déroulement du scrutin;

met au point les modèles de bulletins de vote, de listes électorales et autres documents électoraux;

approuve les modèles de sceaux des commissions électorales, ainsi que les modalités d'expédition et de conservation des documents électoraux;

répartit les crédits du budget de la République affectés au financement de la préparation et du déroulement du scrutin et vérifie qu'ils sont dépensés à ces fins;

veille à ce que soient mis à la disposition des commissions électorales des locaux, des moyens de transport et des moyens de communication. Examine les autres questions liées à l'organisation matérielle et technique des élections;

rapporte de sa propre initiative les décisions illégales des commissions électorales qui lui sont subordonnées;

détermine et publie dans la presse les résultats du vote pour les élections à l'Assemblée nationale, assure la conservation des documents relatifs à la préparation et au déroulement du scrutin;

établit et présente à l'Assemblée nationale la liste des personnes élues députés;

organise le déroulement du scrutin dans les cas prévus aux articles 83 et 84 de la présente Loi;

s'acquitte d'autres fonctions conformes à la présente Loi.

Article 15. **Commissions électorales de circonscription**

Les commissions électorales de circonscription se composent d'un président et de 12 membres, citoyens azerbaïdjanais ayant une instruction supérieure, n'appartenant pas à un parti, ayant le droit de vote, et résidant sur le territoire de la circonscription en question.

La Commission électorale centrale, dans un délai maximum de dix jours après sa mise en place, désigne les présidents des commissions électorales de circonscription, puis, dans un délai de dix jours, sur proposition de ces derniers, les membres de ces commissions.

Le président et les membres de la commission sont choisis par tirage au sort parmi les employés d'entreprises et d'organisations d'Etat financées par le budget de l'Etat et autofinancées, de kolkhozes de citoyens, dont les candidatures sont présentées par ces entreprises, organisations et kolkhozes. Les modalités et la date du tirage au sort sont fixées par la Commission électorale centrale.

Les commissions électorales de circonscription sont mises en place pour la durée du scrutin.

Article 16. **Attributions des commissions électorales de circonscription**

Les commissions électorales de circonscription :

contrôlent l'application de la présente Loi sur le territoire des circonscriptions électorales;

coordonnent l'activité des commissions électorales de section, rapportent de leur propre initiative, ou sur la base des plaintes déposées, les décisions illégales de ces commissions;

présentent à la Commission électorale centrale les candidats à la députation dans les circonscriptions électorales uninominales en vue de la publication de leurs noms;

enregistrent les mandataires des candidats dans les circonscriptions électorales uninominales et leur délivrent une attestation conforme au modèle prescrit;

veillent à ce que les candidats des circonscriptions électorales uninominales jouissent des mêmes droits pour leurs activités préélectorales;

gèrent les ressources financières attribuées aux circonscriptions électorales pour la préparation et le déroulement du scrutin, répartissent une fraction de ces ressources entre les commissions électorales de section et vérifient qu'elles sont dépensées aux fins prévues dans les circonscriptions électorales;

fournissent aux commissions électorales de section les bulletins de vote pour les élections dans les circonscriptions électorales uninominales;

établissent et publient dans la presse les résultats du vote et le résultat des élections dans les circonscriptions électorales uninominales et les communiquent à la Commission électorale centrale;

veillent à ce que soient mis à la disposition des commissions électorales de section des locaux, des moyens de transport et des moyens de communication, examinent les autres questions liées à l'organisation matérielle et technique du scrutin;

organisent le déroulement de nouvelles élections dans les cas prévus aux articles 83 et 84 de la présente Loi;

s'acquittent d'autres fonctions conformes à la présente Loi.

Article 17. **Commissions électorales de section**

Les commissions électorales de section, mises en place pour la durée du scrutin, se composent d'un président et de 6 membres au moins et 18 au plus, citoyens azerbaïdjanais ayant le droit de vote. Elles sont instituées et leurs présidents sont nommés par les commissions électorales de circonscription, au plus tard dix jours après leur constitution.

Les membres de la commission électorale de section sont désignés par tirage au sort : la moitié au moins parmi les employés d'entreprises et organisations d'Etat financées par le budget et autofinancées, de kolkhozes de citoyens sans parti, dont les candidatures sont présentées par ces entreprises, organisations et kolkhozes; 30 pour cent au moins parmi les représentants des partis (groupements) politiques; et les 20 pour cent restants parmi les représentants de candidats indépendants, se présentant dans une circonscription électorale uninominale. Chaque parti (groupement) politique ainsi que chaque candidat indépendant se présentant dans une circonscription électorale uninominale peut avoir un représentant à la commission électorale de section. Si le nombre de candidats indépendants se présentant dans une circonscription électorale uninominale est inférieur au nombre de sièges attribués à leurs représentants au sein de la commission électorale de section, les sièges vacants peuvent être pourvus par des représentants des partis (groupements) politiques désignés par tirage au sort. Les modalités et la date du tirage au sort sont fixées par la Commission électorale centrale.

Si le nombre des représentants des partis (groupements) politiques et de représentants des candidats indépendants de circonscriptions électorales uninominales, proposés comme membres de la commission électorale de section, est égal ou inférieur au nombre de sièges qui leur y sont attribuées, il n'y a pas de tirage au sort.

Article 18. **Attributions des commissions électorales de section**

Les commissions électorales de section :

communiquent en temps utile à la population leur adresse, leur numéro de téléphone et leurs heures de travail, ainsi que le jour et le lieu du scrutin;

établissent la liste électorale des sections électorales;

font le nécessaire pour que les électeurs prennent communication de la liste électorale, examine les réclamations pour anomalies et erreurs dans la liste et prennent des mesures pour les rectifier;

assurent la préparation des lieux de vote, des isoloirs et autres équipements;

veillent à ce que soient respectées les règles de diffusion des documents de propagande électorale sur le territoire des sections électorales;

organisent le vote dans les sections le jour du scrutin;

s'acquittent d'autres fonctions conformes avec la présente Loi.

Article 19. **Situation juridique des membres des commissions électorales**

La participation des membres des commissions électorales visées dans la présente Loi (ci après "les commissions électorales") aux réunions de ces commissions est obligatoire.

Ne peuvent devenir membres d'une commission électorale les candidats à la députation, leurs représentants ou leurs proches parents.

Pendant la durée de leur mandat, les membres d'une commission électorale :

ne peuvent faire l'objet de poursuites pénales, être arrêtés, faire l'objet de sanctions administratives imposées par voie judiciaire, et il ne peut leur être appliqué de mesures de détention provisoire ou d'autres mesures de coercition sans l'accord de la Commission électorale centrale;

sont informés en temps utile des réunions de la commission électorale dont ils sont membres;

peuvent prendre la parole aux réunions de la commission électorale, faire des propositions sur des questions relevant de sa compétence;

peuvent poser aux participants à la réunion des questions en rapport avec l'ordre du jour de la commission;

peuvent prendre connaissance des documents et pièces de la commission électorale et en obtenir des exemplaires certifiés.

Tout membre de la Commission électorale centrale a le droit, à partir du jour de la fixation des élections à l'Assemblée nationale et jusqu'à la proclamation de leurs résultats, d'utiliser gratuitement les transports ferroviaires, aériens, routiers, automobiles et fluviaux et tous les moyens de transport urbains de voyageurs (à l'exclusion des taxis) sur le territoire de la République azerbaïdjanaise.

Il est interdit aux membres des commissions électorales de faire de la propagande pour ou contre des candidats individuels et les partis (groupements) politiques prenant part aux élections.

Article 20. **Organisation des travaux des commissions électorales**

Les suppléants du président et du secrétaire des commissions électorales sont élus aux réunions des commissions.

Le quorum est atteint à une réunion des commissions électorales si la moitié au moins de leurs membres sont présents.

Les décisions des commissions électorales sont prises au vote à main levée à la majorité des voix. En cas de répartition égale des voix, le président a voix délibérative. Les membres en désaccord avec les décisions prises ont le droit d'exposer par écrit leur opinion personnelle, qui est annexée au procès-verbal.

Les décisions que prennent les commissions électorales, sans excéder leurs pouvoirs, sont obligatoires pour tous ceux qui prennent part au processus électoral.

Toutes les réunions des commissions électorales sont ouvertes au public. Peuvent y assister des observateurs désignés par les partis (groupements) politiques, des mandataires des candidats individuels dans les circonscriptions électorales uninominales, des observateurs, ainsi que des représentants des médias.

Article 21. **Contestation des décisions des commissions électorales**

Les partis politiques, les candidats individuels, leurs mandataires, les observateurs et les électeurs peuvent contester, dans les dix jours de leur adoption, les décisions des commissions électorales de section devant la commission électorale de circonscription compétente. Les commissions électorales de circonscription examinent la demande et prennent une décision motivée dans les trois jours.

Les partis politiques, les candidats individuels, leurs mandataires, les observateurs et les électeurs peuvent contester, dans les dix jours de leur adoption, les décisions de la Commission électorale centrale auprès de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise. La Cour suprême examine la demande et statue dans les trois jours.

Dans tous les cas où il reste moins de quatre jours avant l'élection, les contestations sont examinées sans délai.

Article 22. **Prestation de serment du président et des membres des commissions électorales**

Avant de commencer à s'acquitter de leurs obligations, le président et chacun des membres des commissions électorales prêtent le serment suivant : "Je jure sur l'honneur et en conscience de ne me laisser influencer par quiconque, de m'acquitter des obligations qui m'incombent pour le déroulement des élections sans reculer devant quiconque, en m'appuyant sur la loi et seulement sur la loi."

Article 23. **Aide aux commissions électorales**

Les organes, entreprises, institutions et organisations d'Etat et leurs mandataires aident les commissions électorales à s'acquitter de leurs obligations et leur fournissent toutes informations nécessaires.

Les organes, entreprises, institutions et organisations d'Etat et leurs mandataires examinent les requêtes émanant des commissions électorales et donnent à celles-ci une réponse motivée dans un délai maximum de trois jours.

Pour leurs travaux auxiliaires, les commissions électorales peuvent recruter du personnel selon les modalités définies par la Commission électorale centrale.

Les organes de l'administration locale, les entreprises, institutions et organisations d'Etat mettent des locaux et du matériel à la disposition des commissions électorales pour la préparation et le déroulement des élections,

Article 24. **Rémunération des membres des commissions électorales**

Les présidents et les membres des commissions électorales sont rémunérés pour le travail qu'ils effectuent au sein desdites commissions selon des tarifs communiqués par la Commission électorale centrale et approuvés par le Cabinet des ministres. L'Etat verse aux présidents et aux membres des commissions électorales qui travaillent dans des entreprises, institutions ou organisations, et ne sont pas rémunérés au titre de leur activité au sein desdites commissions, une indemnité correspondant au salaire moyen de leur emploi principal.

Article 25. **Modification de la composition des commissions électorales**

Si le président ou un membre d'une commission électorale viole le serment qu'il a prêté, ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent, ne participe pas régulièrement aux réunions de la commission, ou si sa qualité de membre de la commission n'a plus de raison d'être, l'organe qui a approuvé la composition de la commission peut le décharger de ses obligations au sein de la commission.

En cas de nécessité, un nouveau président ou membre de la commission est désigné selon les modalités définies par la présente Loi.

Article 26. **Etablissement des listes électorales**

En vue des élections, des listes électorales sont dressées dans chaque circonscription électorale par les organes locaux du pouvoir exécutif. Ces listes, une fois approuvées par les

dirigeants de ces organes, sont remises aux commissions électorales de section au plus tard trente jours avant le scrutin.

Les commissions électorales de section précisent et approuvent les listes, et leur président et leur secrétaire les signent.

Les listes portent indication des nom, prénom, patronyme, date de naissance et adresse des électeurs. Elles sont établies dans l'ordre alphabétique des noms de famille.

Article 27. **Procédure générale d'inscription des citoyens sur les listes électorales**

Sont inscrits sur la liste électorale de chaque section électorale les citoyens azerbaïdjanais ayant le droit de vote et domiciliés sur le territoire de cette section à la date de l'établissement de la liste.

Si un électeur change de domicile après le début de l'établissement des listes, il peut se faire inscrire sur la liste électorale de son nouveau domicile, à condition d'en faire la demande à la commission électorale de section du nouveau domicile au plus tard trente-cinq jours avant le scrutin. La commission électorale de section se charge de le faire radier de la liste électorale de la section électorale de son domicile précédent.

Article 28. **Inscription sur les listes électorales des citoyens azerbaïdjanais se trouvant à l'étranger**

Les citoyens azerbaïdjanais se trouvant à l'étranger présentent, au plus tard quarante jours avant le scrutin, si la Commission électorale centrale n'a pas fixé de délai plus court, une demande d'inscription sur les listes électorales à la représentation diplomatique de la République azerbaïdjanaise.

Article 29. **Inscription des militaires sur les listes électorales**

Les personnes qui accomplissent leur service militaire ou un service alternatif sont inscrits sur les listes électorales du territoire de la section électorale où ils accomplissent ce service.

Les officiers, tchavouchi et les militaires du service de rengagement sont inscrits sur les listes de la section électorale de leur domicile.

Article 30. **Inscription des électeurs sur une seule liste**

Nul électeur ne peut être inscrit sur plus d'une liste électorale, ce qui est vérifié par la Commission électorale centrale. Si celle-ci constate qu'un électeur est inscrit sur les listes de plusieurs sections électorales, la commission électorale de section demande à l'électeur, au plus tard vingt jours avant le scrutin, de dire dans un délai de dix jours sur la liste de quelle section électorale il souhaite être inscrit. Faute de réponse dans le délai fixé, la Commission électorale centrale, à sa discrétion, inscrit l'électeur sur la liste de la section électorale la plus commode pour son vote et l'en informe dans un délai de trois jours. Cette décision est sans appel.

Article 31. **Publication des listes électorales**

Les commissions électorales de section, au plus tard vingt jours avant le scrutin, publient les listes électorales et font en sorte que les électeurs en prennent connaissance, ainsi que de la date et du lieu d'exercice de leur droit de vote.

Article 32. **Rectification des listes électorales**

Tout électeur, tout mandataire d'un candidat individuel ou d'un parti (groupement) politique peut, au plus tard sept jours avant le scrutin, présenter à la commission électorale de

section ses observations sur des inexactitudes dans la liste électorale. La commission électorale de section examine ces observations et prend à leur sujet une décision dans les deux jours de leur réception. Cette décision peut être contestée dans un délai de deux jours devant la commission électorale de circonscription; la commission électorale de circonscription prend une décision dans les deux jours. Cette décision peu être contestée devant la Commission électorale centrale, dont la décision est finale.

Article 33. **Réclamations concernant le rétablissement du droit de vote**

Tout électeur ou tout représentant d'un parti (groupement) politique qui, par suite d'erreurs commises dans la liste électorale, ne peut exercer son droit de vote, adresse, sept jours au moins avant le scrutin, une réclamation à la commission électorale de section à raison de ces erreurs. La commission électorale de section examine la réclamation et statue sans délai ou dans un délai de deux jours à compter de la réception de la réclamation, s'il reste plus de dix jours avant le scrutin.

La décision de la commission électorale de section peut être contestée dans un délai de trois jours devant le tribunal populaire de district ou de ville. Le tribunal statue dans un délai de deux jours. Sa décision est finale.

Si les délais fixés pour faire part des observations et déposer une réclamation ont expiré, les observations et réclamations ne sont pas examinées.

Les commissions électorales de section informent dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 24 heures, la Commission électorale centrale et les commissions électorales de circonscription des réclamations dont elle ont été saisies et des rectifications apportées aux listes électorales.

Article 34. **Déclaration de candidature**

Tout citoyen azerbaïdjanais peut faire acte de candidature dans une circonscription électorale uninominale, sous réserve des interdictions et limitations prévues par la présente Loi, si au moins deux mille électeurs de la même circonscription électorale lui ont apporté leur soutien par écrit.

Tout parti (groupement) politique a le droit de présenter des candidats, tant dans la circonscription électorale plurinominale que dans les circonscriptions électorales uninominales, sous réserve des interdictions et limitations prévues par la présente Loi, s'il a procédé, pour prendre part à l'élection, à son enregistrement conformément à la Loi de la République azerbaïdjanaise sur les partis politiques, soixante-dix jours au moins avant le scrutin, et s'il a recueilli les signatures de cinquante mille électeurs lui apportant leur soutien. La règle énoncée à l'alinéa 1er du présent article s'étend aux candidats présentés par un parti (groupement) politique dans la circonscription électorale uninominale.

Pour prendre part aux élections dans la circonscription plurinominale, un parti (groupement) politique soumet à la Commission électorale centrale une demande de son organe dirigeant prévu par ses statuts. A cette demande doivent être jointes la liste de base du parti (groupement) politique, comprenant 25 candidats, et une liste de réserve ne dépassant pas 20 pour cent du nombre des candidats présentés, ainsi que des justificatifs de la profession des candidats. Si les interdictions et limitations prévues par la présente Loi pour la présentation d'un candidat individuel ne s'étendent pas aux personnes inscrites sur ces listes, la Commission électorale centrale remet au parti (groupement) politique les feuilles de souscription du modèle figurant à l'annexe 2 de la présente Loi.

Article 35. **Incompatibilités**

Les personnes exerçant une fonction élective ou nommées d'office dans des organes d'Etat, à l'exception des députés à l'Assemblée nationale, ainsi que les chefs d'entreprise et les

personnes exerçant une activité commerciale ou une autre activité rémunérée, qui acceptent que soit présentée leur candidature à la députation ou qui la présentent eux-mêmes, demandent, au plus tôt cinquante-cinq jours et au plus tard trente-cinq jours avant le scrutin, à être déchargées de leur fonction. Elles adressent leur demande pour ce motif à la commission électorale de circonscription, qui la transmet sans délai à l'organe gouvernemental ou non gouvernemental ou au fonctionnaire compétent, lequel y répond dans les dix jours.

Si des magistrats, des membres des services de maintien de l'ordre, des officiers, guizirs, premiers-maîtres et tchavouchis des Forces armées de la République azerbaïdjanaise sont candidats, les feuilles de souscription ne sont remises à leurs représentants ou aux représentants des partis (groupements) politiques qui présentent leur candidature que sur production d'un document certifiant que ces personnes ont été déchargées de leurs fonctions.

Article 36. **Modalités de recueil des signatures**

Le recueil des signatures des électeurs, qui sont nécessaires pour qu'un citoyen azerbaïdjanais fasse acte de candidature et pour qu'un parti (groupement) politique présente une liste de candidats, commence cinquante-cinq jours et se termine trente jours avant le jour du scrutin. La liste des personnes qui procéderont au recueil des signatures est soumise au préalable à la circonscription électorale compétente par le citoyen azerbaïdjanais qui fait acte de candidature et par la direction du parti (groupement) politique qui présente une liste de candidats.

Aux fins de recueillir les signatures nécessaires pour qu'un citoyen azerbaïdjanais puisse faire acte de candidature, des feuilles de souscription sont préparées selon le modèle figurant à l'annexe 1 de la présente Loi. Sur chaque feuille sont indiqués les nom, prénom, patronyme, date de naissance, profession et domicile du candidat.

Aux fins de recueillir les signatures nécessaires pour que des partis (groupements) politiques puissent présenter une liste de candidats, des feuilles de souscription sont préparées selon le modèle figurant à l'annexe 2 de la présente Loi. Sur chaque feuille sont indiqués les nom, prénom, patronyme, date de naissance, profession et domicile des dix premiers candidats inscrits sur la liste. La personne procédant au recueil des signatures doit montrer la totalité de la liste à tout électeur requérant.

Tout électeur signant la feuille de souscription doit y porter ses nom, prénom, patronyme, année de naissance, adresse, la série et le numéro d'une pièce d'identité attestant sa qualité de citoyen azerbaïdjanais.

Dans les cas prévus à l'alinéa 1er du présent article, la feuille de souscription est certifiée par les personnes qui font acte de candidature et par les représentants mandatés du parti (groupement) politique qui procèdent au recueil des signatures. Elle doit porter les nom, prénom, patronyme et adresse de la personne qui a procédé au recueil des signatures, ainsi que la série et le numéro d'une pièce d'identité.

Des feuilles de souscriptions peuvent être envoyées aux citoyens azerbaïdjanais demeurant à l'étranger par l'intermédiaire des représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise dans l'Etat où ils résident et, à défaut, par l'intermédiaire des représentations diplomatiques compétentes dans les Etats les plus proches.

L'authenticité des signatures peut être vérifiée par la Commission électorale centrale et par les commissions électorales de circonscription.

Article 37. **Pièces à fournir par les candidats**

Les citoyens azerbaïdjanais qui font acte de candidature doivent fournir aux commissions électorales de circonscription les pièces suivantes :

1) déclaration du dépôt de candidature dans une circonscription électorale uninominale;

2) document portant les signatures d'au moins deux mille électeurs de cette circonscription, soutenant leur candidature;

3) reçu du dépôt d'un cautionnement représentant 25 fois le salaire minimum;

Les partis (groupements) politiques qui présentent des candidats doivent fournir à la Commission électorale centrale les pièces suivantes :

1) déclaration de participation aux élections, indiquant les circonscriptions électorales où ils ont l'intention de présenter leurs candidats;

2) conformément aux exigences de la présente Loi, les statuts, les modifications qui y ont été apportées, les documents d'enregistrement et les feuilles revêtues des signatures d'électeurs;

3) la liste de base et la liste de réserve, indiquant, dans l'ordre, les candidats dans la circonscription plurinominale (la liste des candidats doit être approuvée au congrès ou à la conférence du parti ou du groupement de parti, sauf si les statuts du parti ou les documents du groupement en disposent autrement);

4) des extraits des décisions des congrès ou des conférences des partis (groupements) politiques et un document portant au moins deux mille signatures d'électeurs à l'appui de la présentation des candidats dans la circonscription électorale uninominale, sauf si les statuts en disposent autrement;

5) le consentement écrit des candidats à être présentés dans une circonscription électorale uninominale;

6) un reçu du dépôt d'un cautionnement représentant 25 fois le salaire minimum, multiplié par le nombre de candidats sur la liste;

7) des reçus du dépôt d'un cautionnement représentant 25 fois le montant du salaire minimum pour chaque candidat présenté par un parti (groupement) politique dans une circonscription électorale uninominale.

Tous les candidats doivent également indiquer leurs nom, prénom, patronyme, date de naissance, domicile, et produire une pièce d'identité attestant leur qualité de citoyen azerbaïdjanais.

Le cautionnement déposé n'est pas restitué et est inscrit au budget de l'Etat.

Ces pièces sont remises au plus tôt cinquante-cinq jours et au plus tard trente jours avant le scrutin.

La Commission électorale centrale, dans les deux jours de la réception des pièces exigées du parti (groupement) politique prenant part à l'élection, se transforme, après confirmation de la matérialité de l'enregistrement du parti, en organe d'Etat compétent. Elle doit recevoir une réponse écrite dans les deux jours.

A la réception d'informations sur les infractions commises lors de l'enregistrement d'un parti (groupement) politique, la Commission électorale centrale informe sans délai le mandataire dudit parti (groupement) politique.

Article 38. **Mandataires aux élections**

Tout citoyen azerbaïdjanais qui fait acte de candidature dans une circonscription électorale uninominale et tout parti (groupement) politique présentant une liste dans la circonscription électorale plurinominale peuvent présenter à la commission électorale de circonscription, pour les enregistrer comme mandataires, le premier jusqu'à 15 et le second jusqu'à 45 citoyens ayant le droit de vote.

Lors de la présentation des documents préélectoraux requis, tout candidat individuel ou parti (groupement) politique indique les nom, prénom, patronyme et adresse de ses mandataires aux élections.

Un mandataire aux élections s'acquitte des missions qui lui sont confiées par le candidat individuel ou par le parti (groupement) politique prenant part aux élections; il peut faire de la

propagande pour ce candidat ou ce parti (groupement) politique, contre leurs rivaux, a le droit d'exiger des commissions électorales qu'elles respectent les dispositions de la présente Loi, de contester les décisions de la commission électorale de section devant la commission électorale de circonscription, les décisions de la commission électorale de circonscription devant la Commission électorale centrale, et les décisions de la Commission électorale centrale devant la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, et d'observer, le jour du scrutin, le travail des commissions électorales de section et le dépouillement.

Un mandataire aux élections ne doit pas s'immiscer dans l'activité des commissions électorales ni gêner leur travail.

Article 39. **Présentation de candidatures et inscription sur les listes de candidats**

Il est interdit à un candidat de se présenter dans plus d'une circonscription électorale..

Un citoyen qui a fait acte de candidature aux élections dans une circonscription électorale uninominale ne peut faire de demande que dans l'une des commissions électorales de circonscription compétentes et n'a pas le droit de se présenter en même temps dans la circonscription plurinominale.

Tout candidat dans la circonscription électorale plurinominale ne peut être inscrit que sur la liste des candidats d'un seul parti (groupement) politique. Un candidat inscrit sur de telles listes n'a pas le droit de faire en même temps acte de candidature dans une circonscription électorale uninominale.

Si un citoyen azerbaïdjanais est inscrit sur les listes de candidats de plus d'un parti (groupement) politique ou fait en même temps acte de candidature dans une circonscription électorale uninominale, la Commission électorale centrale lui impose de choisir sur la liste de quel parti (groupement) politique ou dans quelle circonscription électorale uninominale il souhaite se présenter. S'il n'a pas répondu vingt cinq jours avant le scrutin, son nom est radié de toutes les listes de candidats dans la circonscription électorale plurinominale et dans les circonscriptions uninominales.

Article 40. **Droit de reprendre les pièces fournies avant le scrutin**

Tout citoyen azerbaïdjanais dont la candidature est présentée dans une circonscription électorale uninominale ou sur la liste d'un parti (groupement) politique, ainsi que tout parti (groupement) politique, peut à tout moment, jusqu'à sept jours avant le scrutin, reprendre les pièces fournies avant le scrutin. Il adresse à cette fin une demande écrite à la Commission électorale centrale et informe le parti (groupement) politique concerné.

Si ces pièces sont reprises par un parti entrant dans un groupement politique, le nom du candidat est radié de la liste unie de candidats. Le groupement change alors de nom, et les différents partenaires en sont informés par écrit. Si, après la reprise des pièces en question, il ne reste sur la liste unie que des candidats d'un seul parti politique, ceux-ci ne prennent part à l'élection que comme candidats de ce parti.

Article 41. **Publication des listes de candidats**

La Commission électorale centrale, au plus tard vingt-cinq jours avant le scrutin, rend publiques la liste des candidats individuels dans les circonscriptions électorales uninominales ainsi que celle des candidats des partis (groupements) politiques prenant part à l'élection.

A cette fin, après l'expiration du délai de soumission des listes de candidats, l'organe d'Etat compétent, satisfaisant aux exigences de la Commission électorale centrale dans le délai d'un jour, donne confirmation officielle des partis politiques qui se sont enregistrés conformément à la législation, et de ceux dont l'activité a été suspendue ou arrêtée. Le jour qui suit la réception de la confirmation officielle, la Commission électorale centrale,

conformément à la présente Loi, et selon la procédure fixée par elle, enregistre les partis (groupements) politiques qui prendront part aux élections et, en présence de leurs mandataires, organise par tirage au sort l'attribution de numéros d'ordre aux partis (groupements) politiques des différentes listes en présence.

Le jour de la publication des listes de candidats est réputé être le jour du commencement de la campagne électorale.

Article 42. Droits des candidats de prendre la parole dans des réunions, d'utiliser les médias et d'obtenir des informations

Après publication dans les circonscriptions électorales des listes de candidats, ceux-ci ont le droit de prendre la parole et d'expliquer leur programme électoral dans des réunions électorales et autres, à des conférences et autres rassemblements et dans les médias d'Etat.

Les dirigeants des organes, entreprises, institutions et organisations d'Etat sont tenus d'aider les candidats à organiser des rencontres avec les électeurs et à obtenir les informations dont ils ont besoin, sauf dans les cas prévus par la loi.

Article 43. Responsabilité en cas de violation de la présente Loi

Les personnes qui, par la violence, le mensonge, la menace et d'autres moyens empêchent les électeurs d'exercer leurs droits d'élire et d'être élus à l'Assemblée nationale, les organismes de propagande électorale, ainsi que les membres des commissions électorales et autres fonctionnaires qui falsifient des documents électoraux, procèdent à un dépouillement irrégulier, violent le secret du vote ou commettent d'autres violations de la présente Loi, en assument la responsabilité, conformément à la législation de la République azerbaïdjanaise. Les personnes qui publient ou diffusent par d'autres moyens des informations mensongères sur un candidat, ou empêchent des rencontres entre candidats et électeurs, font l'objet de poursuites, conformément à la procédure fixée par la législation.

Article 44. Inviolabilité des candidats

Pendant la durée de la campagne électorale et, après le scrutin, jusqu'à la publication des résultats des élections, les candidats ne peuvent faire l'objet de poursuites pénales, être appréhendés, se voir infliger des sanctions administratives imposées par voie judiciaire pour les actions accomplies par eux pendant cette période, ne peuvent être incarcérés ni faire l'objet d'autres mesures de coercition, et leur domicile ne peut être perquisitionné sans le consentement de la Commission électorale centrale.

Article 45. Participation d'observateurs au déroulement des élections

Les candidats et les partis (groupements) politiques prenant part aux élections ont le droit de désigner des représentants pour observer le déroulement du scrutin. Chaque candidat et chaque parti (groupement) politique prenant part aux élections peut désigner autant d'observateurs qu'il y a de sections électorales dans la circonscription électorale où est présentée sa candidature ou sa liste de candidats, à la condition que l'observateur désigné par le parti (groupement) politique dans la circonscription plurinominale soit en même temps celui du candidat présenté par ce parti dans la circonscription électorale uninominale.

L'Assemblée nationale et la Commission électorale centrale, au plus tard trente jours avant le scrutin, demandent aux Etats étrangers et aux organisations internationales d'envoyer des observateurs aux élections.

La Commission électorale centrale délivre aux personnes qui observent le déroulement du scrutin une attestation, dans les formes définies par elle.

Les observateurs peuvent contester les décisions d'une commission électorale de section devant une commission électorale de circonscription, les décisions d'une commission électorale de circonscription devant la Commission électorale centrale, et les décisions de la Commission électorale centrale devant la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise.

Le jour du scrutin, les observateurs ont le droit d'exiger du président et des membres de la commission électorale de section, ainsi que des citoyens qui se trouvent dans les lieux de vote, de respecter la présente Loi et les autres lois de la République azerbaïdjanaise.

Le jour du scrutin, les commissions électorales de section doivent faire en sorte que les observateurs puissent suivre les opérations de vote et le dépouillement.

Les personnes observant le déroulement des élections ne doivent pas s'immiscer dans l'activité des commissions électorales ni gêner leur travail.

Article 46. **La campagne électorale**

Lorsque la Commission électorale centrale a rendu publiques les listes des candidats individuels dans les circonscriptions uninominales et des candidats présentés par les partis (groupements) politiques prenant part aux élections, la campagne électorale peut commencer.

Pendant la durée de la campagne électorale, il est interdit de conquérir les voix des électeurs par la corruption, des dons, des présents, la distribution de denrées alimentaires ou de produits industriels. Par décision de la Commission électorale centrale, la participation aux élections de candidats individuels ou de partis (groupements) politiques commettant de tels actes est interdite.

Il est interdit de faire de la propagande électorale dans les tribunaux, les organes du parquet, de la police et autres organes et institutions judiciaires, ainsi que dans les unités militaires.

La propagande électorale peut prendre toutes les formes et s'effectuer par toutes méthodes, à l'exclusion de celles qui violent la Constitution et les lois de la République azerbaïdjanaise.

Les citoyens menant une campagne électorale sont tenus de respecter les règles d'éthique généralement acceptées.

Article 47. **Conditions et règles d'utilisation des médias**

Les candidats individuels ainsi que les candidats présentés par des partis (groupements) politiques ont le droit d'utiliser gratuitement les médias d'Etat. Concrètement, le nombre et la durée des transmissions radiophoniques et télévisuelles destinées à la propagande électorale sont déterminés, en accord avec la direction de la radio et de la télévision d'Etat de la République azerbaïdjanaise, par la Commission électorale centrale et sont répartis par cette dernière selon le principe de l'égalité entre les candidats individuels et les partis (groupements) politiques prenant part aux élections. Pendant la durée de la campagne électorale, les candidats individuels se voient attribuer au moins 5 minutes, et chaque parti (groupement) politique au moins 45 minutes de temps d'antenne à la télévision d'Etat.

Pendant la durée de la campagne électorale, les candidats individuels peuvent publier gratuitement dans les journaux d'Etat le texte de leur programme électoral, ne dépassant pas une page dactylographiée, et chaque parti (groupement) politique prenant part aux élections un texte ne dépassant pas trois pages dactylographiées. La propagande dans les médias privés n'est limitée que par le montant des comptes de campagne.

Il est interdit, pendant le déroulement de la campagne électorale, de divulguer les résultats de sondages d'opinion sur la cote de popularité des candidats individuels et des candidats présentés par les partis (groupements) politiques. Tous les litiges liés à la campagne électorale sont tranchés par la Commission électorale centrale selon le principe de l'égalité des candidats individuels et des candidats des partis (groupements) politiques.

Si les médias publient ou diffusent des documents compromettant un candidat individuel ou un parti (groupement) politique prenant part aux élections, ils doivent, au plus tard quatre jours avant le scrutin, donner la possibilité à ce candidat ou à ce parti (groupement) politique d'exercer un droit de réponse.

Article 48. **Interdiction d'exercer une influence sur la manifestation de la volonté des électeurs**

Pendant le déroulement de la campagne électorale, il est interdit aux fonctionnaires des organes, entreprises, institutions et organisations d'Etat de tirer profit de leurs fonctions pour exercer quelque forme de propagande que ce soit, ou d'essayer par d'autres moyens d'influer sur la manifestation de la volonté des électeurs.

Article 49. **Financement de la campagne électorale**

La campagne électorale est financée selon les modalités fixées par la Commission électorale centrale, par les crédits du budget de la République azerbaïdjanaise qui lui sont affectés, ainsi que par les fonds accumulés par les candidats indépendants et par les partis (groupements) politiques dans des comptes de campagne spéciaux.

Conformément à l'article 47 de la présente Loi, le temps d'antenne utilisé à la radio et à la télévision d'Etat, les publications dans les journaux d'Etat des programmes électoraux et des listes des candidats des partis (groupements) politiques prenant part aux élections sont à la charge du budget de l'Etat.

Le contrôle de l'utilisation des crédits affectés à la campagne électorale est effectué par des organismes financiers et par la Commission électorale centrale. Si les candidats individuels et les partis (groupements) politiques utilisent à des fins de propagande électorale des fonds provenant d'autres comptes que les comptes de campagne, la Commission électorale centrale est en droit d'interdire leur participation aux élections. Les partis (groupements) politiques doivent publier dans la presse, au plus tard dans les quinze jours qui suivent le scrutin, des comptes rendus de l'origine et de l'utilisation des fonds destinés à la propagande électorale.

Article 50. **Interdiction de toute propagande le jour du scrutin**

La campagne électorale est close 24 heures avant le jour du scrutin. Il ne doit y avoir dans les lieux de vote et dans un rayon de 100 mètres alentour aucun moyen de propagande évident. La commission électorale de section assume la responsabilité du non respect de cette disposition.

Article 51. **Etablissement de spécimens de documents électoraux**

La Commission électorale centrale établit des spécimens de bulletins de vote, d'enveloppes, de pièces, d'imprimés, ainsi que des modèles montrant comment les remplir.

Articles 52. **Bulletins de vote**

Pour les élections à l'Assemblée nationale, deux bulletins sont remis à chaque citoyen, l'un pour l'élection d'un député dans une circonscription uninominale déterminée, l'autre pour une liste de candidats d'un parti (groupement) politique dans la circonscription plurinominale.

Sur le bulletin de vote pour la circonscription uninominale, les candidats apparaissent dans l'ordre alphabétique de leur nom, suivi de leurs prénom et patronyme, ainsi que du nom du parti (groupement) politique qui présente leur candidature.

Sur le bulletin de vote pour la circonscription plurinominale, apparaissent dans l'ordre alphabétique les noms des partis (groupements) politiques présentant des listes de candidats, accompagnés éventuellement de leur emblème.

Article 53. **Fourniture des bulletins de vote aux lieux de vote**

Cinq jours avant le scrutin, la Commission électorale centrale fournit des bulletins de vote aux commissions électorales de section, qui les remettent aux sections électorales 24 heures avant le scrutin..

Dans les représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise et sur les navires battant pavillon azerbaïdjanais, des dispositions sont prises au plus tard dix jours avant le scrutin pour que les électeurs puissent voter.

La Commission électorale centrale est responsable de l'émission et de la fourniture des bulletins de vote dans le respect des délais indiqués.

CHAPITRE III

DEROULEMENT DU SCRUTIN

Article 54. **Heures et lieu du scrutin**

Le scrutin est ouvert de 8 heures à 22 heures dans le local désigné par la commission électorale de section. Sauf disposition contraire de la présente Loi, l'électeur vote dans la section électorale sur la liste de laquelle il est inscrit.

Article 55. **Aménagement du lieu de vote le jour du scrutin**

Les exigences concernant les aménagements nécessaires pour le vote sont fixées par la Commission électorale centrale.

L'isoloir doit être installé de telle façon qu'il soustrait l'électeur aux regards.

Le texte de la présente Loi doit être apposé dans chaque section électorale dans un endroit où il est facile de le lire. Dans le lieu de vote doivent être apposées la liste des candidats se présentant dans la circonscription électorale et les listes des candidats des partis (groupements) politiques.

Il est interdit d'organiser dans le lieu de vote d'autres manifestations politiques ou publiques.

Article 56. **Début du scrutin**

Le jour du scrutin, le lieu de vote n'est ouvert que si la moitié au moins des membres de la commission électorale de section sont présents. Le président et les membres de ladite commission vérifient ensuite que l'urne électorale est vide et la mettent sous scellés. Après s'être assuré que le lieu de vote a été préparé pour le scrutin sans contravention aux règles fixées, le président de la commission électorale de section distribue les bulletins de vote et les listes électorales aux membres de la commission, et ouvre les portes du lieu de vote, déclarant ce faisant le scrutin ouvert. Le nombre de bulletins distribués est inscrit au procès-verbal des opérations de vote de la section électorale.

Article 57. **Constatation de l'identité des électeurs**

A son entrée dans le lieu de vote, l'électeur présente à un membre de la commission électorale de section une pièce attestant son identité et sa citoyenneté et signe la liste d'émargement.

Des bulletins de vote lui sont alors remis.

Article 58. **Procédure de vote**

L'électeur, muni des bulletins de vote, se rend dans l'isoloir et remplit les bulletins.

Sur le bulletin relatif à la circonscription uninominale, l'électeur laisse le nom du candidat individuel pour lequel il vote et biffe les autres noms; sur le bulletin de vote relatif à la circonscription plurinominale, il laisse le nom du parti (groupement) politique dont il soutient la liste, et biffe les autres noms.

L'électeur introduit lui-même les bulletins remplis dans l'urne.

A la demande de l'électeur, tout bulletin abîmé est remplacé par un nouveau bulletin. Le membre de la commission électorale qui remet à l'électeur le nouveau bulletin barre celui qui est abîmé, y appose sa signature, et le met de côté.

Tout électeur atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de remplir lui-même le bulletin de vote et de le glisser dans l'urne peut désigner une personne qui le fera pour lui (à l'exclusion du président et d'un membre de la commission électorale).

Le jour du scrutin, des bulletins de vote sont apportés par deux membres au moins de la commission électorale de section aux électeurs habitant dans des endroits reculés ou isolés, pour lesquels le déplacement jusqu'au lieu du scrutin entraîne de lourdes dépenses ou une importante perte de temps.

Article 59. **Déroulement du vote dans les représentations diplomatiques**

Le scrutin dans les représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise peut avoir lieu pendant les heures de travail, et quatre heures au moins peuvent y être réservées dans le courant de la journée. La liste des représentations diplomatiques dans lesquelles doit se dérouler le scrutin, ainsi que les jours du scrutin (au moins cinq jours pour chaque représentation diplomatique) sont établis par la Commission électorale centrale en accord avec le Ministère des affaires étrangères. La responsabilité de l'organisation du scrutin incombe au chef de la représentation diplomatique.

Article 60. **Déroulement du vote sur les navires battant pavillon azerbaïdjanais**

Si un navire battant pavillon azerbaïdjanais a quitté un port de la République azerbaïdjanaise au moins 6 jours avant le scrutin et n'est pas rentré le jour du scrutin, ou si pour d'autres raisons un membre de l'équipage ou un passager ayant le droit de vote ne peut voter dans sa section électorale, le vote a lieu sur le navire. La liste des navires où doit se dérouler l'élection et le moment où celle-ci aura lieu sur chacun d'eux sont établis par la Commission électorale centrale en accord avec les organes d'Etat compétents. La possibilité de voter est donnée à tout électeur se trouvant sur un navire. La responsabilité du déroulement de l'opération de vote incombe au capitaine du navire.

Article 61. **Modalités des opérations de vote dans les représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise et sur les navires battant pavillon azerbaïdjanais**

Les modalités des opérations de vote dans les représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise et sur les navires battant pavillon azerbaïdjanais son fixées par la Commission électorale centrale.

Article 62. **Déroulement du vote dans les unités militaires**

Le vote dans les unités des Forces armées de la République azerbaïdjanaise, des armées de l'intérieur et des frontières, dans les unités d'autres formations armées, prévues par la législation, se déroule dans les sections électorales qui y sont constituées.

Article 63. **Déroulement du vote dans les établissements de soins, les établissements sociaux de tutelle et de garde**

Les personnes séjournant dans des établissements de soins, des établissements sociaux de tutelle et de garde qui sont capables de se déplacer votent elles-mêmes dans un local de ces établissements affecté à cette fin conformément à la procédure définie par la Commission électorale centrale.

Les personnes séjournant dans des établissements sociaux de tutelle et de garde qui sont incapables de se déplacer reçoivent la visite de membres des commissions électorales de section spécialement désignés. Toute personne participant au scrutin dans des conditions lui assurant le secret du vote, doit remplir elle-même le bulletin de vote et le mettre dans l'enveloppe prévue à cet effet. En cas de nécessité, elle peut demander l'aide d'une personne de confiance. Sur instruction du chef de l'établissement de soins, de l'établissement social de tutelle et de garde, il peut être interdit de déranger les malades qui sont dans un état grave, en vue du vote.

Si une commission médicale, selon la procédure fixée par la Ministère de la santé, émet l'avis qu'une personne, en raison d'une maladie mentale chronique, de débilité ou de troubles psychiques temporaires au moment du scrutin, n'a plus la pleine conscience de ses actes et ne peut les contrôler, il est interdit également de la déranger en vue du vote.

Article 64. **Déroulement du vote dans les lieux de détention**

Le vote dans les lieux de détention s'effectue conformément aux modalités définies par la Commission électorale centrale.

Article 65. **Participation au scrutin de citoyens azerbaïdjanais en détention provisoire pendant la durée d'une instruction ou détenus en isolement jusqu'à un jugement final**

Les citoyens azerbaïdjanais à l'encontre desquels a été ordonnée une mesure de détention provisoire pendant la durée d'une instruction ou détenus en isolement jusqu'à un jugement final, participent au vote pour les élections à l'Assemblée nationale selon les modalités fixées par la Commission électorale centrale.

Article 66. **Respect de l'ordre public lors du déroulement du scrutin**

Il est indispensable, lors du déroulement du scrutin de respecter l'ordre public. Les membres de la commission électorale de section compétente ont le droit d'inviter les personnes qui troublent l'ordre et la tranquillité publics à quitter le lieu de vote.

CHAPITRE IV

DETERMINATION DES RESULTATS DU VOTE

Article 67. **Décompte des bulletins de vote**

Après la fermeture du lieu de vote, le président et les membres de la commission électorale rassemblent les bulletins de vote inutilisés, les comptent et vérifient s'il y a des bulletins émis illégalement.

Les bulletins de vote inutilisés et abîmés sont comptés et annulés, puis placés dans des enveloppes spécialement prévues à cet effet, sur lesquelles sont apposés des scellés.

Article 68. **Dénombrement des votants dans une section électorale**

La détermination du nombre de votants et du nombre de suffrages exprimés s'effectue par comparaison avec la liste des inscrits.

La commission électorale de section examine l'urne électorale pour déterminer si elle a pu être ouverte ou pour trouver d'autres indices prouvant que des bulletins de vote en ont été extraits par un autre moyen. Si de tels indices sont présents un procès-verbal est dressé et il n'est pas procédé au dépouillement.

La commission électorale de section, après s'être assurée que l'urne n'a pas été endommagée, l'ouvre et procède au dépouillement.

Le dépouillement s'effectue de telle manière que toutes les personnes présentes aient la possibilité d'en observer le déroulement. Les modalités concrètes du dépouillement sont fixées par la Commission électorale centrale.

Article 69. **Procès-verbaux des opérations de vote dans la section électorale**

Dans chaque section électorale sont établis deux procès-verbaux, l'un pour la circonscription uninominale, l'autre pour la circonscription plurinominale. Sont inscrits au procès-verbal :

1) le nombre d'électeurs inscrits dans la section électorale;
2) le nombre d'électeurs ayant voté;
3) le nombre de bulletins de vote remis aux membres de la commission;
4) le nombre de bulletins de vote inutilisés;
5) le nombre de bulletins de vote abîmés;
6) le nombre de bulletins de vote nuls;
7) le nombre de bulletins de vote valables.

Sont également indiqués au procès-verbal : dans la circonscription uninominale, le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat individuel, et dans la circonscription plurinominale, le nombre de suffrages obtenus pas la liste des candidats présentés par chaque parti (groupement) politique.

Les deux procès-verbaux sont signés par le président et par les membres de la commission électorale de section.

Article 70. **Bulletins de vote nuls**

Sont considérés nuls :

1) les bulletins de vote non conformes au modèle homologué;
2) les bulletins de vote non munis du sceau de la section électorale concernée;
3) les bulletins de vote n'appartenant pas à la section électorale concernée;
4) les bulletins de vote sur lesquels ont été laissés les noms de plus d'un candidat ou le nom de plus d'un parti (groupement) politique.

La décision de déclarer des bulletins de vote nuls appartient à la commission électorale de circonscription.

Article 71. **Remise à la commission électorale de circonscription des documents relatifs au dépouillement dans la section électorale**

La commission électorale de section met tous les bulletins de vote, y compris les bulletins nuls et inutilisés, les procès-verbaux des opérations de vote, les listes électorales et autres documents électoraux sous enveloppe, et scelle cette dernière selon la procédure établie par la Commission électorale centrale. Les enveloppes sont remises, au plus tard 12 heures

après la clôture du scrutin, à la commission électorale de circonscription, sauf si la Commission électorale centrale en a disposé autrement.

La Commission électorale centrale et le Ministère des affaires intérieures sont tenus d'assurer le transport des documents électoraux et la sécurité des personnes qui les transportent.

Article 72. **Décompte des voix dans la commission électorale de circonscription**

La commission électorale de circonscription, après avoir reçu des sections électorales tous les documents relatifs au dépouillement, procède au décompte des voix.

Article 73. **Autres procès-verbaux des opérations de vote dans la circonscription électorale**

Conformément aux procès-verbaux des opérations de vote établis dans les sections électorales, la commission électorale de circonscription détermine :

1) le nombre de suffrages exprimés valables dans les sections électorales;
2) le nombre de bulletins de vote nuls dans la circonscription électorale;
3) le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat (liste de candidats).

Ces chiffres sont inscrits au procès-verbal des opérations de vote de la circonscription, qui est signé par le président et les membres de la commission électorale de circonscription. Un procès-verbal distinct est établi selon la même procédure pour les résultats des élections dans la circonscription uninominale.

Article 74. **Détermination des résultats du scrutin dans les circonscriptions électorales uninominales**

Les élections dans les circonscriptions électorales uninominales sont déclarées avoir eu lieu si plus de 50 pour cent des électeurs inscrits sur les listes de la circonscription électorale concernée y ont pris part. Est considéré élu un candidat qui a obtenu plus de la moitié des voix des votants.

S'il y avait plus de deux candidats en présence et qu'aucun des deux n'a été élu député, la Commission électorale centrale, dans un délai maximum de deux semaines, organise un deuxième tour, dans le respect des dispositions de la présente Loi. Prennent part au deuxième tour les deux candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour. Est considéré élu au deuxième tour le candidat qui a obtenu la majorité des suffrages. Si chacun des deux candidats a obtenu le même nombre de voix, un troisième tour est organisée.

Si moins de la moitié des électeurs ont voté ou si deux candidats se sont présentés et qu'aucun des deux n'a été élu, un nouveau scrutin est organisé dans un délai maximum de trois mois.

Article 75. **Détermination des résultats du scrutin dans la circonscription électorale plurinominale**

Les élections dans la circonscription électorale plurinominale sont déclarées avoir eu lieu si plus de 50 pour cent des électeurs y ont pris part.

Un parti (groupement) politique ne peut obtenir un siège de député que si 8 pour cent au moins des votants se sont prononcés pour la liste de candidats qu'il a présentée.

La répartition des sièges entre partis (groupements) politiques s'effectue proportionnellement au nombre de suffrages obtenus par chacun d'entre eux, selon les méthodes du quota et du reste. A cette fin, on calcule dans un premier temps le quotient électoral en divisant le total des suffrages exprimés dans la circonscription électorale plurinominale par le nombre des sièges à pourvoir, ce qui donne le nombre de suffrages

nécessaires pour obtenir un siège. En divisant ensuite le nombre de suffrages obtenus par chaque liste de base des candidats des partis (groupements) politiques par le quotient électoral, on obtient le nombre de sièges attribués à chaque liste. Les sièges restants sont attribués au plus fort reste, c'est-à-dire qu'ils sont répartis successivement entre les listes de candidats auxquels il reste le plus de suffrages après la répartition précédente.

Les candidats inscrits sur une liste reçoivent les sièges dans l'ordre indiqué dans les pièces fournies par le parti (groupement) politique en vue de la candidature.

Si, dans la circonscription plurinominale, la participation des électeurs a été inférieure à 50 pour cent, ou si aucun des partis (groupements) politiques en présence n'a obtenu plus de 8 pour cent des suffrages, une nouvelle élection est organisée dans les six mois qui suivent.

Article 76. **Présentation des documents relatifs au dépouillement dans les circonscriptions électorales à la Commission électorale centrale**

La commission électorale de circonscription place les documents qu'elle a reçus des sections électorales, les procès-verbaux des opérations de vote de la circonscription électorale, le procès-verbal des résultats des élections dans les circonscriptions électorales et les autres documents électoraux dans une enveloppe spéciale qu'elle scelle et adresse à la Commission électorale centrale dans un délai fixé par celle-ci.

Article 77. **Présence d'observateurs lors du dépouillement et de la détermination du résultat des élections**

Peuvent assister au dépouillement dans les sections et circonscriptions électorales, ainsi qu'à la détermination du résultat des élections dans les circonscriptions électorales, des observateurs des partis (groupements) politiques et des candidats individuels, ainsi que des représentants des médias.

Les observateurs ont le droit d'exprimer des avis et de faire des observations sur les violations de la présente Loi et d'autres lois de la République azerbaïdjanaise, mais ils ne doivent pas gêner le travail des commissions électorales. Leurs objections, qu'ils peuvent formuler par écrit, ainsi que les autres documents électoraux de la section électorale sont adressés à la commission électorale de circonscription. Il est interdit aux représentants des médias de diffuser des informations sur le dépouillement et sur le résultat de l'élection par des moyens audio, des enregistrements vidéo, oralement, par écrit ou sous n'importe quelle autre forme, avant que la Commission électorale centrale ait publié un communiqué.

Article 78. **Proclamation du résultat des élections**

Le résultat définitif de l'élection (sauf dans les cas où il y a un deuxième tour) est proclamé par la Commission électorale centrale au plus tard sept jours après le scrutin.

Article 79. **Certification aux députés de leur élection**

La Commission électorale centrale, dans un délai de trois jours après la proclamation du résultat des élections, délivre aux députés élus une attestation d'élection. Toute contestation, faite au plus tard dans les trois jours, pour défaut de délivrance de cette attestation est examinée par la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, qui statue sans appel.

Article 80. **Remplacement des députés**

Si un député décède, ne peut s'acquitter de ses fonctions, ou si son mandat est interrompu avant terme :

1) dans le cas d'un scrutin majoritaire, de nouvelles élections sont organisées dans la circonscription uninominale où le député en question avait été élu, selon la procédure fixée par la présente Loi;

2) dans le cas d'un scrutin de liste, le premier des candidats inscrits sur la liste de base, mais non élu, prend sa place, c'est-à-dire devient député. Si toutes les personnes inscrites sur la liste de base ont été élues, le député en question est remplacé par le premier des candidats figurant sur la liste de réserve du parti (groupement) politique, selon la procédure définie par la présente Loi.

Article 81. **Nouvelles élections**

De nouvelles élections sont organisées :

1) dans un délai de trois mois au plus dans les circonscriptions électorales où les élections n'ont pas eu lieu ou ont été déclarées nulles;

2) dans les cas prévus aux articles 74 et 75 de la présente Loi.

Le jour et les modalités de déroulement du nouveau scrutin sont fixés par la Commission électorale centrale.

Article 82. **Annulation de l'élection**

Si, pendant le déroulement de l'élection, des documents ont été falsifiés ou si d'autres actes illégaux ont été commis qui influent sensiblement sur le résultat de l'élection, celle-ci est déclarée nulle.

Chaque candidat indépendant et chaque parti (groupement) politique prenant part à l'élection peut contester l'annulation devant la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise dans un délai de cinq jours à partir de la proclamation du résultat de l'élection.

La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise examine la requête dans les cinq jours. Elle statue sans appel.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 83. **Invalidation de l'élection d'un député**

L'élection d'un député est invalidée dans les cas suivants :

1) mise en évidence d'un dépouillement irrégulier au moment de l'élection;

2) abandon de la citoyenneté azerbaïdjanaise ou adoption d'une autre citoyenneté;

3) perpétration d'un délit et entrée en vigueur d'une décision de justice;

4) exercice de fonctions dans des organes d'Etat en même temps que d'une activité de chef d'entreprise, d'une activité commerciale ou d'une autre activité rémunérée (à l'exception d'une activité scientifique, pédagogique ou créatrice);

5) renonciation;

6) interdiction, conformément à la législation de la République azerbaïdjanaise, du parti (groupement) politique auquel appartient le député.

La renonciation personnelle au siège de député est effective s'il en est fait mention au procès-verbal sténographique de la séance de l'Assemblée nationale. Le député ne peut alors revenir sur sa décision.

Article 84. **Décision d'invalider l'élection d'un député**

La décision d'invalider l'élection d'un député est prise :

1) par la Commission électorale centrale, pour les cas prévus à l'alinéa 1er de l'article 83 de la présente Loi;

2) par le Président de la République azerbaïdjanaise pour les cas prévus aux articles 2 et 4 de l'article 83 de la présente Loi;

3) par la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise en cas de litige et dans les cas prévus aux alinéas 3 et 6 de l'article 83 de la présente Loi;

4) par le Président de l'Assemblée nationale pour les cas prévus à l'alinéa 5 de l'article 83 de la présente Loi.

En cas de conflit quant à la matérialité de l'exercice par un député d'une activité incompatible avec son statut, la question est tranchée par voie de justice.

Article 85. **Dispositions transitoires**

Compte tenu de l'existence d'une période transitoire dans l'édification de l'Etat de la République azerbaïdjanaise, des exceptions à l'alinéa 1er de l'article 35 et à l'alinéa 4 de l'article 83 de la présente Loi peuvent être décidées par la Commission électorale centrale pour certains candidats et députés pour les premières élections à l'Assemblée nationale organisées sur la base de la présente Loi. Le nombre de candidats à la députation enregistrés avec de telles exceptions ne peut dépasser 15 pour cent du nombre total de députés de l'Assemblée nationale.

Dans le cas prévu aux alinéas 1ers des articles 9 et 13 de la présente Loi, les fonctions correspondantes, jusqu'à l'élection de la nouvelle Assemblée nationale, sont exercées par la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise.

Dans le cas prévu à l'article 82 de la présente Loi, les décisions correspondantes sont prises par le Soviet suprême de la République azerbaïdjanaise jusqu'à ce que soit instituée la Cour constitutionnelle.

Le mandat des députés du Soviet suprême de la République azerbaïdjanaise expire le jour de la première séance de la nouvelle Assemblée nationale élue sur la base de la présente Loi.

Article 86. **Entrée en vigueur de la Loi**

La présente Loi entre en vigueur dès sa signature.

Gueïdar ALIEV
Président de la République azerbaïdjanaise

Bakou, le 12 août 1995.

ANNEXE 1

_____

(Nom, prénom, patronyme, année de naissance, qualité du candidat à la députation à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise)

FEUILLE DE SOUSCRIPTION N°_____

pour la présentation de candidats à la députation à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise

(nom, prénom, patronyme, lieu de naissance et signature de la personne recueillant les signatures)						
N° N° n. o.	Nom, prénom, patronyme de l'électeur	Domicile	Année de naissance	Série, numéro du passeport ou de la pièce d'identité produite	DATE DE LA SIGNATURE	SIGNATURE

ANNEXE 2

_____

(Nom du parti présentant des candidats à la députation à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise)

FEUILLE DE SOUSCRIPTION N°_____

à l'appui d'un parti politique présentant des candidats à la députation à l'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise

(nom, prénom, patronyme, lieu de naissance et signature de la personne recueillant les signatures)						
N° N n. o.°	Nom, prénom, patronyme de l'électeur	Domicile	Année de naissance	Série, numéro du passeport ou de la pièce d'identité produite	DATE DE LA SIGNATURE	SIGNATURE

LOI DE LA REPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE
sur les partis politiques

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier La notion de parti politique

Au sens de la présente Loi, un parti politique est un groupement de citoyens de la République azerbaïdjanaise partageant des idées et des objectifs politiques communs, et participant à la vie politique du pays.

Les partis politiques participent activement à la formation de la conscience politique des citoyens de la République azerbaïdjanaise, sur la base de leurs buts et objectifs, conformes à la Constitution et à la législation de la République azerbaïdjanaise.

Article 2. Fondements législatifs de l'organisation et de l'activité des partis politiques

Les fondements législatifs de l'organisation et de l'activité des partis politiques sont la Constitution de la République azerbaïdjanaise, la présente Loi, ainsi que les autres textes législatifs de la République azerbaïdjanaise promulgués en conformité avec elles.

CHAPITRE II

PRINCIPES REGISSANT LA CREATION ET L'ACTIVITE DES PARTIS POLITIQUES

Article 3. Principes régissant la création et l'activité des partis politiques

La création et l'activité des partis politiques sont régies par les principes de la liberté d'association, du libre consentement, de l'égalité des droits des membres, de l'autonomie, de la légalité et de la publicité.

Article 4. Conditions de la création de partis politiques

Les partis politiques sont constitués sur une base territoriale. Toute activité d'organisations, de comités et d'autres structures de base des partis politiques est interdite dans les organes d'Etat de la République azerbaïdjanaise.

Les promoteurs de la création d'un parti politique convoquent un congrès fondateur (une conférence fondatrice) ou une assemblée générale, où sont adoptés les statuts et constitués les organes dirigeants de ce parti.

Pour être enregistré, un parti politique doit compter au moins 1000 membres, citoyens de la République azerbaïdjanaise.

Sont interdites la création et l'activité de partis politiques ayant pour but ou pour moyens d'action le renversement du régime constitutionnel, sa transformation par la force, ou

la violation de l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise, l'incitation à la guerre, la violence et la cruauté, ainsi que l'exacerbation des dissensions raciales, nationales et religieuses, la perpétration d'autres actes allant à l'encontre du régime constitutionnel de la République azerbaïdjanaise et incompatibles avec ses obligations découlant du droit international.

Sont interdites sur le territoire de la République azerbaïdjanaise la création et l'activité de partis politiques d'Etats étrangers, ainsi que de leurs subdivisions et organes.

Article 5. Formes d'activité des partis politiques

Les partis exercent leur activité politique :

en agissant, conformément à leurs statuts, sur la formation de l'opinion publique;

en encourageant l'activité politique de leurs membres;

en promouvant aux organes électifs de l'Etat des citoyens sortant de leurs rangs;

en exerçant une influence, conformément à leurs statuts, sur l'activité des organes du pouvoir législatif et exécutif de la République azerbaïdjanaise;

en participant à la formulation de la politique intérieure et extérieure de la République azerbaïdjanaise par l'élaboration de programmes politiques et sociaux.

Article 6. Statuts des partis politiques

Un parti politique doit avoir des statuts, dont chacun peut prendre connaissance.

Les statuts doivent stipuler :

le nom, les buts et objectifs du parti;

la structure du parti;

les conditions et la procédure requises pour entrer au parti et pour en sortir;

les droits et obligations des membres du parti;

les mesures disciplinaires, non contraires aux lois de la République azerbaïdjanaise, prises à l'égard des membres du parti et les motifs de leur adoption,

les mesures, non contraires aux lois de la République azerbaïdjanaise, permettant d'influer sur l'organisation territoriale,

la compétence des organes dirigeants du parti, les modalités de leur constitution et la durée de leur mandat;

le processus de prise de décisions, les modalités de leur exécution et les formes de leur contrôle;

les conditions de forme et les délais de convocation d'une réunion des membres du parti et de leurs représentants;

l'origine des ressources et des autres biens du parti;

la procédure à suivre pour apporter des modifications et des additions aux statuts du parti;

la procédure de cessation d'activité du parti et le sort de ses biens.

Article 7. Nom du parti

Le nom du parti, sa désignation abrégée et son symbole doivent se distinguer des noms et des symboles des autres partis enregistrés dans la République azerbaïdjanaise.

En cas de changement de nom, le parti doit procéder à un nouvel enregistrement conformément à la procédure établie par la présente Loi.

Article 8. Appartenance à un parti politique

L'appartenance à un parti politique répond à des règles bien définies.

Sont membres d'un parti politique les citoyens de la République azerbaïdjanaise juridiquement capables ayant 18 ans accomplis, qui y ont adhéré volontairement et en connaissent les statuts et le programme.

Ne peuvent être membres de partis politiques pendant toute la durée de leur mandat le Président de la République azerbaïdjanaise, les présidents, suppléants et juges de quelque tribunal de la République azerbaïdjanaise que ce soit, les militaires, les membres du parquet, le personnel des organes judiciaires, des administrations chargées des affaires intérieures, de la sécurité nationale, de la protection des frontières, des services douaniers, financiers et fiscaux, des organes de presse de l'Etat, à l'exception du personnel auxiliaire et technique, des dirigeants et du personnel de création de la radio et de la télévision d'Etat de la République azerbaïdjanaise, et des hommes d'Eglise.

Les personnes énumérées au troisième paragraphe du présent article renoncent à leur qualité de membre d'un parti politique pendant toute la durée de leur mandat, fonction ou emploi.

Article 9. Droits des membres d'un parti politique

Les droits des membres des partis politiques sont définis par les statuts desdits partis et ne peuvent aller à l'encontre de la Constitution et des lois de la République azerbaïdjanaise, des textes de droit international relatifs aux droits et aux libertés de l'individu, ratifiés par la République azerbaïdjanaise.

La participation ou la non participation d'un citoyen à l'activité d'un parti politique ne peut être un motif de restriction de ses droits et libertés ou d'interdiction de l'exécution d'obligations définies par la loi, sauf dans les cas prévus à l'article 8 de la présente Loi. Il est interdit de demander que soit mentionnée dans des documents officiels l'appartenance à tel ou tel parti politique.

Tout membre ou groupe de membres d'un parti a le droit d'exprimer librement son opinion.

Article 10. Expression des opinions au sein des organes d'un parti politique

Les modalités d'expression des opinions au sein des organes d'un parti politique sont fixées par les statuts du parti.

Article 11. Liens internationaux des partis politiques

Les partis politiques peuvent devenir membres de groupements publics internationaux (non gouvernementaux), entretenir des relations internationales directes, conclure des accords correspondants.

CHAPITRE III

LES PARTIS POLITIQUES ET L'ETAT

Article 12. Droits et obligations des partis politiques

Pour atteindre les buts et objectifs définis dans leurs statuts, documents de programme et autres documents, les partis politiques :

diffusent librement des informations sur leurs buts et sur leur activité;

s'unissent volontairement en coalitions, unions, fédérations, groupements politiques;

participent démocratiquement (indépendamment, au sein de coalitions ou d'unions avec d'autres partis et d'autres organisations) à l'élection du Président, du parlement et des autres organes d'Etat élus de la République azerbaïdjanaise ainsi qu'à la formation des organes du pouvoir exécutif de la République azerbaïdjanaise;

influent de façon démocratique sur l'élaboration des décisions des organes d'Etat;

représentent et défendent les intérêts de leurs membres au sein des organes d'Etat et des organismes publics;

s'acquittent des autres fonctions prévues par la présente loi et les autres textes législatifs de la République azerbaïdjanaise.

Les partis politiques n'ont pas le droit de s'immiscer dans les activités des organes d'Etat et des fonctionnaires.

Les partis politiques ont le droit de diffuser des informations sur leurs activités, de promouvoir leurs idées, leurs buts et leur programme, de créer des moyens d'information de masse, d'organiser, conformément à la procédure établie par la loi, des meetings, manifestations, rassemblements et autres réunions de masse,

Les organes dirigeants des partis doivent impérativement se trouver sur le territoire de la République azerbaïdjanaise.

Article 13. Droits et obligations de l'Etat envers les partis politiques

L'Etat garantit le respect des droits et des intérêts légitimes des partis politiques, l'instauration, conformément à la Constitution et à la législation de la République azerbaïdjanaise, de conditions assurant aux partis politiques l'égalité des droits pour la réalisation de leurs objectifs statutaires et pour la diffusion de leurs documents par l'intermédiaire des organes de presse de l'Etat; il garantit la protection et la sécurité des organes dirigeants des partis.

Il est interdit aux organes d'Etat et aux fonctionnaires de s'immiscer dans les activités des partis politiques, sauf dans les cas prévus par la loi.

Article 14. Enregistrement des statuts des partis politiques

Les statuts des partis politiques sont enregistrés par le Ministère de la justice de la République azerbaïdjanaise.

L'enregistrement des statuts d'un parti politique s'effectue par le dépôt, dans un délai d'un mois à compter du jour de leur adoption, d'une demande signée par les membres de l'organe dirigeant du parti, où est indiqué le domicile de chacun d'eux.. La demande est accompagnées des statuts, du procès-verbal de leur adoption par le congrès fondateur (la conférence fondatrice), et d'un document attestant le nombre de membres du parti.

La demande d'enregistrement est examinée dans un délai d'un mois à compter du jour de son dépôt.

L'enregistrement de tout texte modifiant ou complétant les statuts d'un parti politique est soumis à la même procédure et au même délai que l'enregistrement des statuts eux-mêmes.

A compter du jour de l'enregistrement de ses statuts, le parti politique, conformément à la législation de la République azerbaïdjanaise, jouit de la personnalité juridique.

L'enregistrement des statuts d'un parti politique est refusé si lesdits statuts sont contraires aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de la présente Loi, ou s'il y a déjà eu enregistrement des statuts d'un parti portant le même nom.

Les requérants sont avisés du refus d'enregistrement des statuts par une notification écrite qui précise les dispositions de la législation auxquelles les statuts proposés sont contraires.

La décision de refus d'enregistrement des statuts peut être contestée dans un délai de dix jours devant la cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, qui statue sans appel.

Les partis peuvent adopter comme symboles des emblèmes, des drapeaux, des fanions et des insignes. Ces symboles ne doivent pas servir à promouvoir les objectifs énoncés au paragraphe 4 de l'article 4 de la présente Loi.

Le Ministère de la justice de la République azerbaïdjanaise a le droit d'exiger des organes dirigeants du parti politique dont les statuts ont été enregistrés qu'ils lui communiquent les décisions qu'ils prennent, et d'obtenir des explications sur les questions liées au respect des statuts du parti politique.

Article 15. Responsabilité en cas de violation de la législation sur les partis politiques

La violation de la législation sur les partis politiques entraîne une responsabilité pénale, administrative, matérielle ou autre, conformément à la législation de la République azerbaïdjanaise.

Les fonctionnaires des organes d'Etat et des organismes publics ainsi que les citoyens, qui se rendent coupables de violation de la législation sur les partis politiques, en assument la responsabilité.

Les partis politiques qui enfreignent la législation sur les partis politiques en assument la responsabilité, conformément à la législation de la République azerbaïdjanaise.

Si un parti politique mène des actions allant au-delà des buts et objectifs définis par ses statuts ou non conformes à la législation en vigueur, le Ministère de la justice de la République azerbaïdjanaise peut adresser un avertissement écrit à l'organe dirigeant de ce parti.

Article 16. Dissolution d'un parti politique

Un parti politique menant les activités indiquées au paragraphe 4 de l'article 4 de la présente Loi est dissous sur décision de la cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise. Un parti politique peut être dissous par décision de la cour constitutionnelle si, dans le courant d'une année, il récidive dans les actions visées au paragraphe 4 de l'article 15 de la présente Loi.

La cour constitutionnelle est saisie par le Ministère de la justice de la République azerbaïdjanaise.

La cour constitutionnelle, lorsqu'elle entreprend l'examen de la question de la dissolution d'un parti politique, peut, en cas de nécessité, suspendre l'activité dudit parti jusqu'à ce qu'elle statue sans appel.

CHAPITRE IV

BASE MATERIELLE DE L'ACTIVITE DES PARTIS POLITIQUES

Article 17. Financement de l'activité des partis politiques

Les partis politiques financent leur activité par leurs ressources et ne reçoivent pas de crédits du budget de l'Etat, sauf pour le financement des campagnes électorales, conformément à la Loi sur l'élection des députés nationaux.

Est interdit le financement des partis par des Etats étrangers, ainsi que par des personnes physiques ou morales d'Etats étrangers.

Article 18. Recettes et dépenses des partis politiques

Les recettes d'un parti politique sont les rentrées, sous forme d'argent ou de valeurs ayant une expression monétaire. Sont aussi considérés comme recettes les avantages reçus par suite de la libération du parti d'engagements contractés par tous.

Les recettes des partis politiques comprennent :

les cotisations des membres;

les recettes provenant des biens;

les recettes provenant des manifestations, de la diffusion de publications et d'autres activités analogues génératrices de recettes;

les recettes sous forme de dons;

les rentrées sous forme de remboursement des dépenses affectées aux campagnes électorales;

les versements d'organisations subordonnées;

des recettes diverses.

Les dépenses comprennent :

les dépenses courantes;

les dépenses de fonctionnement des institutions du parti politique et les dépenses d'information;

les dépenses liées aux activités de relations publiques et à l'organisation des élections;

les versements aux organisations subordonnées;

les intérêts des emprunts;

les dépenses de personnel;

des dépenses diverses.

Le contrôle des sources de recettes, de l'ampleur des fonds perçus et des impôts à acquitter conformément à la législation fiscale est effectué par les services fiscaux de l'Etat.

Article 19. Subventions

Les partis politiques ont le droit de recevoir des subventions. N'ont pas le droit de fournir des subventions aux partis politiques :

les institutions de l'Etat;

les organisations qui, d'après leurs statuts (documents fondateurs), poursuivent exclusivement et directement, du fait de leur nature, des objectifs sociaux, philanthropiques ou religieux;

les syndicats;

les mouvements de masse.

En outre, les partis politiques ne peuvent recevoir de subventions fournies en vue de l'obtention d'un avantage économique ou politique.

Le montant des aides reçues par les partis politiques doit figurer dans les comptes financiers; outre les sommes versées, la désignation (le nom) et l'adresse du donateur doivent être indiqués.

Article 20. Avoirs des partis

Les partis politiques peuvent être propriétaires de bâtiments, de machines, d'une maison d'édition, d'une imprimerie, de moyens de transport ainsi que d'autres biens nécessaires à l'exécution de leurs objectifs statutaires.

Le droit de propriété des partis est protégé par la législation de la République azerbaïdjanaise.

Les partis ont le droit d'utiliser les bâtiments et autres biens conformément aux contrats de prêt ou de bail conclus avec d'autres personnes.

Les partis ne peuvent être propriétaires de terres, d'entreprises industrielles, d'organisations et coopératives de production, et ne peuvent exercer d'activités agricoles ou commerciales.

Il est interdit aux partis de détenir, stocker ou conserver des armes, des explosifs et autres matériaux présentant un risque (y compris écologique) pour la vie et la santé de la population..

Article 21. Comptabilité

Les partis doivent tenir une comptabilité reflétant leurs recettes et leurs dépenses, dont ils sont tenus de rendre compte, ainsi que l'état de leurs biens.

La comptabilité d'un parti politique comprend un état des recettes et des dépenses, ainsi qu'un état des biens de l'organisation.

La comptabilité du parti fait également apparaître les comptes de ses organisations territoriales.

Dans le compte établi à la fin de chaque année civile doit figurer le nombre des membres cotisants.

Pour le Président de la République azerbaïdjanaise

Le Président du Soviet suprême de la République azerbaïdjanaise

I. GAMBAROV

Bakou, le 3 juin 1992

N° 147

LOI DE LA REPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE

sur l'introduction de modifications à la Loi de la République azerbaïdjanaise "sur les partis politiques"

L'Assemblée nationale de la République azerbaïdjanaise décide que :

Le texte de l'article 13 de la Loi de la République azerbaïdjanaise du 3 juin 1992 "sur les partis politiques" doit être libellé comme suit :

"Article 13. **Droits et obligations de l'Etat envers les partis politiques**

L'Etat garantit le respect des droits et des intérêts légitimes des partis politiques, l'instauration, conformément à la Constitution et à la législation de la République azerbaïdjanaise, de conditions assurant aux partis politiques l'égalité des droits pour l'exécution de leurs tâches statutaires et pour la diffusion de leurs documents par l'intermédiaire des organes de presse de l'Etat; il garantit la protection et la sécurité des organes dirigeants des partis, la création à cette fin d'un service d'Etat et l'organisation de son équipement..

Il est interdit aux organes d'Etat et aux fonctionnaires de s'immiscer dans les activités des partis politiques, sauf dans les cas prévus par la loi."

Aboulfaz ELTCHIBEÏ
Président de la République azerbaïdjanaise

Bakou, le 25 juin 1992
N° 184

Acte Constitutionnel
Sur l'indépendance d'état
de la République Azerbaïdjanaise

Le 28 mai I9I8 le Conseil National de l'Azerbaïdjan adopta la Déclaration sur l'indépendance renouvelant ainsi les traditions étatiques séculaires du peuple azerbaïdjanais.

Jouissant du plein pouvoir sur son territoire la République Azerbaïdjanaise mena une politique extérieure et intérieure indépendante. Des institutions étatiques nouvellement formées, telles que parlement, gouvernement, armée, système finanier exercèrent leurs fonctions:Reconnue par plusieurs pays étrangers la République Azerbaïdjanaise établit des relations diplomatiques avec eux. Or, les 27-28 avril I920, violant grossièrement les normes du droit international et sans déclarer la guerre la RSSER introduisit ses troupes en Azerbaïdjan souverain en occupant son territoire et renversant le pouvoir légitime. Ainsi fut mise la fin à lindépendance du peuple azerbaïdjanais acquise au prix d'innombrables victimes.

Tout comme dans les années I806-I828, l'Azerbaïdjan fut de nouveau annexé par la Russie.

Le Traité sur la fondation de l'URSS du 30 décembre I922 ne fit que légaliser cette annexion. Au cours des 70 ans qui suivirent, l'Azerbaïdjan connut une véritable politique coloniale: ses ressources et richesses nationales furent impitoyablement exploitées et pillées, le peuple fut soumis aux persécutions et aux représailles, sa dignité foulée aux pieds.Néanmoins, le peuple azerbaïdjanais continua sa lutte pour l'indépendance qui se couronna par l'adoption de la Déclaration " Sur la réstauration de l'indépendance d'Etat de la République Azerbaïdjanaise" par le Soviet Suprême de la république le 30 août I99I

Le Soviet Suprême de la République Azerbaïdjanaise", souhaitant perpétuer les principes et les traditions démocratiques de la république et se basant sur la Déclaration sur l'indépendance, adopté par le Conseil National de l'Azerbaïdjan le 28 mai I9I8 et celle du Soviet Suprême de la République Azerbaïdjanaise du 30 août I99I " Sur la restauration de l'indépendance d'état de la République Azerbaïdjanaise", adopte le présent Acte Constituonnel et institue les fondements étatique politiques, économiques de la République Azerbaïdjanaise indépendante.

I. FONDEMENTS GENERAUX

Article I. L'invasion de la XI armé de la RSSER en Azerbaïdjan les 27-28 avril I920 , lànnexion du territoire de la république, le renversement de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, sujet du droit international, constitue occupation par la Russie de l'Azerbaïdjan indépendant.

Article 2. La République Azerbaïdjanaise succède à la République Azerbaïdjanaise qui existe du 28 mai I9I8 au 28 avril I920.

Article 3. Le Traité sur la fondation de l'URSS du 30 décembre I922 est invalide du moment de sa signature dans sa partie concernant l'Azerbaïdjan.

Toutes les questions des relations avec les Etats souverains faisant partie de l'Union des RSS doivent être réglées conformément des traités et des accords.

Article 4. La Constitution de la République Azerbaïdjanaise du I978 est valable là où elle nest pas contraire aux articles du présent Acte..

Tous les actes de la République Azerbaïdjanaise étant en vigueur avant la proclamation par la République Azerbaïdjanaise de la restauration de so indépendance d'Etat, qui ne sont pas en contradiction avec la souveraineté de la République Azerbaïdjanaise et son intégrité territorale, qui ne visent pas au changement de sa structure nationale et étatique gardent leur valeur juridique dans la République Azerbaïdjanaise.

Les lois de l'URSS dont la liste est établie par le parlement de la République Azerbaïdjanaise sont en vigueur sur le territoire de la publique Azerbaïdjanaise jusqu'à l'adoption des lois correspondantes de la République Azerbaïdjanaise.

Article 5. Toute action dirigée contre l'indépendance de la République Azerbaïdjanaise constitue l'ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat souverain et entraine une action réciproque conformément aux normes du droit international.

Article 6. La République Azerbaïdjanaise ne peut hériter qu'une partie de la dette de l'URSS, due à l'activité économique sur le territoire de la république et concernant les biens de l'URSS légués par la République Azerbaïdjanaise.

Article 7. Tous les biens mobiliers et immobiliers de l'URSS sur le territoire de la République Azerbaïdjanaise appartiennent à l'Etat de la République Azerbaïdjanaise, exception faite d'une partie des biens mobiliers de l'URSS pouvant être transmise par un traité conformément au droit international à d'autres Etats souverains, anciens sujets de l'URSS.

Les biens de l'URSS se trouvant au-delà des limites de la République Azerbaïdjanaise et constitués aux dépens du revenu national de l'Azerbaïdjan ou de ses ressources naturelles et autres pendant son appartenance à l'URSS, sont transmis à la République Azerbaïdjanaise par une traité proportionnellement à la contribution de l'Azerbaïdjan dans la constitution de ces biens.

II. PEUPLE DE L'AZERBAIDJAN.

Article 8. Le peuple de l'Azerbaïdjan est constitué par tous les citoyens de la République Azerbaïdjanaise, habitant dans les limites du territoire de la République Azerbaïdjanaise et au-delà et ressortissant à l'Etat azerbaïdjanais et à ses lois, ce qui n'exclut pas les normes du droit international.

Article 9. Le peuple de l'Azerbaïdjan a le droit imprescriptible de choisir sa propre forme du gouvernement, de déterminer ses relations avec d'autres peuples et de développer sa politique, son économie et sa culture selon ses traditions historiques et nationales, selon des valeurs universelles.

Article IO. Le pouvoir souverain dans la République Azerbaïdjanaise appartient au peuple azerbaïdjanais. Aucune partie du peuple de l'Azerbaïdjan, personne ne peut s'arroger le droit de son exécution

Le peuple de l'Azerbaïdjan réalise son pouvoir souverain directement par la voie du référendum ainsi que par ses représentants au parlement de la République Azerbaïdjanaise, élus au suffrage universel égal et direct au scrutin secret.

Article II. Le peuple de l'Azerbaïdjan garantit le régime démocratique de la République Azerbaïdjanaise et la primauté de la loi en tant qu'expression de la volonté du peuple.

III. ETAT D'AZERBAIDJAN

Article I2. Le peuple de l'azerbaïdjan constitue un état indépendant, laïque, démocratique et unitaire, dont le pouvoir souverain est limité uniquement par le droit dans les affaires intérieures et par les clauses des traités et des accords auxquels le peuple de l'Azerbaïdjan donna son consentement, dans les affaires extérieures.

La souveraineté de la République Azerbaïdjanaise est indivisible et s'étend sur tout son territoire.

La République Azerbaïdjanaise n'aliène sous aucune forme ses droits souverains qu'elle réalise sur son territoire, aux autres états ou unions d'Etats.

Article I3. Le pouvoir d'état dans la République Azerbaïdjanaise est basé sur le principe de répartition des pouvoirs.

Le pouvoir législatif est réalisé par le parlement de la République Azerbaïdjanaise.

Le pouvoir exécutif suprême appartient au Président de la République Azerbaïdjanaise, chef de l'Etat azerbaïdjanais.

Le pouvoir judiciaire est réalisé par des tribunaux indépendants et par les hautes instances - la Cour Constitutionnelle de la République Azerbaïdjanaise, la Cour Suprême de la République Azerbaïdjanaise et la Cour Suprême d'Arbitrage de la République Azerbaïdjanaise - chacune agissant dans la limite de sa compétence.

Article I4. Le territoire de la République Azerbaïdjanaise est uni, indivisible et inaliénable. La République Azerbaïdjanaise n'aliène sous aucune forme une partie de son territoire; la révision de ses frontières ne peut être fait qu'avec le consentement du peuple de l'Azerbaïdjan exprimé lors d'un vote populaire référendum, organisé par la décision du parlement de la République Azerbaïdjanaise parmi toute la population de la république.

Aucune partie du territoire de la République Azerbaïdjanaise ne peut être vendue ni transmise à un autre Etat ou à une personne civile d'un autre pays.

Article I5. Seules la Constitution de la République Azerbaïdjanaise et les lois de la république Azerbaïdjanaise sont en vigueur sur le territoire de la République Azerbaïdjanaise.

Le pouvoire législatif est délimité par la Constitution de la

République-Azerbaïdjanaise, les pouvoirs exécutif et judiciaire sont délimités par la Constitution de la République Azerbaïdjanaise, la loi et le droit.

La Constitution de la République Azerbaïdjanaise est adoptée par le vote populaire /référendum/ organisé par la décision du parlement de la République Azerbaïdjanaise parmi toute la population de la république.

Article I6. Conformément aux normes du droit international la République Azerbaïdjanaise crée ses relations avec d'autres Etats sur les principes d'égalité souveraine des Etats, de non-recours à la force ou à la menace de la force, d'inviolabilité des frontières d'Etat, de réglement pacifique des différends, de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, de respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme, d'égalité des peuples et de leur droit à l'autodétermination, de coopération des Etats, d'execution de bonne foi de ses engagements internationaux.

Article I7. La République Azerbaïdjanaise doit:

I. Assurer l'unité du peuple de l'Azerbaïdjan et établir un ordre légal en déterminant et garantissant le respect des droits et des libertés de chaque individu, de chaque famille, des organisations publiques et d'autres groupes sociaux dans le cadre de la loi.

2. Encourager et coordonner toutes les formes de l'activité sociale en assurant l'harmonie des intérêts de tous les citoyens, créeer des conditions égales pour un développement libre de chaque individu.

3. Apporter son soutien aux citoyens de la Républiques Azerbaïdjanaise quant à l'obtention d'un logement aménagé dans les habitations d'Etat ou publiques et à la construction d'habitations individuelles.

4. Veiller à l'amélioration des conditions de vie et à la protection sociale des groupes défavorisés en leur assurant un niveau de vie digne.

5. Garantir la protection des citoyens de la République Azerbaïdjanaise contre des atteintes à la vie, à la santé, à la liberté

et à la sécurité individuelles.

6. Protéger la santé des citoyens de la République Azerbaïdjanaise, veiller à un environnement sain, prêter son soutient à la famille, cellule primaire et naturelle de l'Etat, protéger les mères et les enfants.

Article I8. La République Azerbaïdjanaise établit l'unique citoyenneté de la République Azerbaïdjanaise.

La République Azerbaïdjanaise assume les devoirs par la loi envers ses citoyens fixés. Les citoyens de la République Azerbaïdjanaise assume leurs devoirs fixés par la loi envers la République Azerbaïdjanaise.

Personne ne peut être privé de sa citoyenneté ni de son droit au changement de sa citoyenneté. La République Azerbaïdjanaise garantit une défense légale à tout son citoyen se trouvant au-delà des limites de la république.

Article I9. Tous les citoyens de la République Azerbaïdjanaise sont égaux devant la loi. Se ralliant à la Déclaration Universelle des droits de l'homme, à l'Acte Final de la Conférence à Helsinki et à d'autres documents internationaux, la République Azerbaïdjanaise garantit le respect et la réalisation de tous les droits et libertés prévus par ses documents sans distinction de sexe de nationalité, de race, de confession, d'origine sociale, de convictions politiques et d'autres.

Les droits et les devoirs des citoyens de la République Azerbaïdjanaise ne peuvent aucunément être limités, exception faite des cas particuliers, prévus par la loi.

IY. RELATIONS ECONOMIQUES.

Article 20. Toutes les ressources naturelles appartiennent à la République Azerbaïdjanaise, sans léser les intérêts et le droit à la propriété des personnes ou organisations.

Article 2I. Tous les revenus de la République Azerbaidjanaise sans distinction de source, constituent un tout unique utilisé dans un ordre et dans des buts prévus par la loi conformément aux exigeances et obligations, déterminées par la loi.

Article 22. La propriété rêvet soit la forme de propriété d'Etat, soit la forme privée, soit la forme collective.

Les propriétés privée et collective sont reconnues et garanties par la loi déterminant les conditions de son acquisition et de son utilisation ainsi que les limites de son action.

La propriété privée et collective ne peut pas être expropriée. Dans les cas prévus par la loi la propriété privée et collective peut être expropriée dans les intérêts de la République Azerbaïdjanaise avec le dédommagement.

Une confiscation totale des biens mobiliers et immobiliers est inadmissible.

Article 23. Toute activité économique dans la République Azerbaïdjanaise s'effectue sur les principes de marché et de liberté d'entreprise.

Article 24. La République Azerbaïdjanaise encourage la coopération et crée des conditions nécessaires au développement de diverses organisations coopératives et autres conformément à la loi.

Article 25. La République Azerbaïdjanaise protège le travail dans toutes ses formes. Le travailleur a droit à une rémunération selon la quantité et la qualité de son travail suffisante pour assurer une existence libre et digne.

Le travail forcé, à l'exception des cas prévus par la loi, est interdit.

Tout citoyen incapable de travailler et privé de moyens d'exister a droit au soutien et à l'assistance de l'Etat.

Les travailleurs sont libres à organiser des unions professionnelles.

Le droit des travailleurs à la grève est réalisé dans le cadre des lois correspondantes.

Y. RELATIONS POLITIQUES.

Article 26. Les citoyens de la République Azerbaïdjanaise ayant atteint la majorité ont le droit au vote.

La vote est personnel, égal, libre et secret.

Le droit au vote ne peut être limité qu'en cas d'incapacité

juridique ou de jugement en vigueur.

Article 27. Tous les citoyens de la République Azerbaïdjanaise ont le droit d'organiser librement des partis politiques et autres associations publiques afin de contribuer d'une manière démocratique à la détermination de la politique de la République Azerbaïdjanaise.

Article 28. Conformément aux principes du pluralisme politique les partis politiques prennent part à laformation et à l'expression de l'opinion publique et constituent un élément principal de l'activité politique. Leur création et leur activité sont libres dans le cadre de la Constitution et des lois de la République Azerbaïdjanaise. Gust. España !

Article 29. La défense de la République Azerbaïdjanaise est un devoir sacré du citoyen de la République Azerbaïdjanaise.

Le service militaire est obligatoire dans les limites et formes prévues par la loi.

Article 30. Tous les citoyens de la République Azerbaïdjanaise doivent participer aux dépenses de l'Etat selon leurs revenus.

Le système fiscal est basé sur le principe de progressivité.

Article 31. Tous les citoyens doivent être fidèle à la République Azerbaïdjanaise, respecter la Constitution et les lois de la République Azerbaïdjanaise.

YI. DISPOSITION FINALES.

Article 32. Le présent Acte Constitutionnel sert de base à l'élaboration d'une nouvelle Constitution de la République Azerbaïdjanaise.

Président
de la République Azerbaïdjanaise A. Moutalibov
Bakou, le I8 octobre I99I
N 222- -XII

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: CONSECUENCIAS ECONOMICAS DE LA RECONSTRUCCION DE CHECHENIA.**

0. INTRODUCCION

Transcurridos casi 10 meses desde el inicio de las hostilidades en CHECHENIA, es evidente que este conflicto, además de tener importantes repercusiones en los ámbitos de política interior, exterior y militar de RUSIA, también está teniendo considerables consecuencias en la esfera económica.

Estas implicaciones económicas se deben, no sólo al coste total de las operaciones militares, sino, en mayor medida, a la financiación de la reconstrucción de la República chechena, cuya cuantía parece ser superior a lo inicialmente calculado debido a los graves daños causados por el conflicto, tanto en la infraestructura económica, como en la social y civil.

El Gobierno tenía previsto, en un principio, financiar los gastos anteriores a través de los presupuestos del Ministerio de Defensa y de las cantidades asignadas a cubrir las situaciones de emergencia. Sin embargo, dado que el monto total de los gastos es cada vez mayor, el Ejecutivo se ve obligado a buscar nuevas fórmulas de financiación, que, de manera sintética, se basan en mayores asignaciones presupuestarias y en la participación del capital privado, fundamentalmente de los bancos.

1. GASTOS DERIVADOS DEL CONFLICTO Y DE LA RECONSTRUCCION DE CHECHENIA

La primera implicación de carácter económico que se deriva del conflicto checheno hace referencia al conjunto de gastos de las operaciones militares. En un principio, el Gobierno ruso estimó que dichos recursos podrían proceder de los presupuestos de Defensa, sin que supusieran un incremento ni del déficit ni de la carga tributaria.

Sin embargo, debido a que las asignaciones del Ministerio de Defensa sufren desde hace años un proceso de continuos recortes, lo que ha llevado a que la situación social de las Fuerzas Armadas esté profundamente deteriorada y a que la renovación y la modernización del armamento y del material de guerra sean prácticamente nulas, no parece viable sustraer de ningún capítulo del presupuesto de Defensa (investigación y desarrollo, operacio-

CONFIDENCIAL

nes y mantenimiento, etc.) la totalidad de los recursos necesarios para financiar el conflicto checheno.

Por ello, es probable que las autoridades rusas estén buscando nuevas formas de cubrir estos gastos. En este sentido, no parece una casualidad que el Presidente ELTSIN firmara el pasado 22 de agosto la Ley sobre "corrección del Presupuesto Federal de 1995", que le permite redistribuir cantidades dentro de las cuentas públicas sin alterar los parámetros globales y por la cual los gastos de Defensa han sido aumentados en 2,2 billones de rublos (lo que supone un 4,5% sobre los 48,6 billones iniciales), que, si bien según ELTSIN están destinados a financiar el reciente incremento de los salarios en el sector estatal, parece que, en última instancia, su finalidad sea compensar, al menos parcialmente, los gastos de CHECHENIA.

Sin embargo, más cuantiosos parecen los gastos derivados de la reconstrucción civil de la República. En este sentido, según el Ministro de Finanzas, VLADIMIR PANSKOV, a lo largo del presente año se destinarán 5,4 billones de rublos a dicha tarea, de los que prácticamente 2 billones ya se han invertido en la rehabilitación económica, siendo el resto bastante difícil de conseguir, ya que esta cantidad no está prevista en el Presupuesto de 1995.

Por su parte, según VLADIMIR PETROV, Primer Viceministro de Finanzas, en el Presupuesto del próximo año se incluirá una partida de 5,6 billones de rublos destinados a financiar el Programa de Restablecimiento de la infraestructura social y económica de CHECHENIA, a los que, según PETR SUROV, Vicepresidente de la Comisión encargada de dicho asunto, es necesario añadir 1 billón más, que podría proceder del Fondo Federal de Empleo.

Además, también según PETR SUROV, la reconstrucción no se completaría hasta 1997, ascendiendo la cuantía total de la misma a 17 billones de rublos (aproximadamente 3.800 millones de dólares al cambio actual de 4.500 rb/$).

Ante la enorme cuantía de los recursos requeridos, suficientes para desequilibrar las finanzas estatales, las autoridades rusas están buscando fuentes adicionales no presupuestarias que sufraguen los gastos. En este sentido, el Ejecutivo trata de fomentar la participación en dicha tarea de los bancos comerciales, mediante la reducción en un 30% del nivel de reservas obligatorias que tienen que mantener en el Banco Central de RUSIA, o a través de la entrega de acciones estatales como garantía de créditos.

Por último, señalar que la única dirección prioritaria en la reconstrucción de CHECHENIA hace referencia a la necesidad de recuperar el nivel de producción de petróleo, con la finalidad

de exportarlo y obtener divisas que financien la mayor parte de los trabajos a realizar. De este modo, según el Viceministro de Energía y Combustibles, se han exportado en el presente año 80.000 Tm de crudo y, según OLEG LOBOV, se pretende que la producción alcance a la mayor brevedad posible los 4 millones de Tm/año.

2. VALORACION Y PERSPECTIVAS

Desde el punto de vista económico, el conflicto de CHECHENIA se ha convertido en un nuevo problema para las autoridades de MOSCU, en la medida en que los gastos, tanto de las operaciones militares, como de la reconstrucción civil, están siendo muy superiores a los que en un principio se pensaba.

Hasta el momento, dichos gastos no han supuesto un incremento significativo del déficit público, lo que confirma la adhesión del Ejecutivo a la política económica de estabilización financiera. Sin embargo, no es descartable que esta actitud se abandone en los próximos meses, sobre todo teniendo en cuenta que la reconstrucción de CHECHENIA costará más, incluso, de lo que el Gobierno prevé y que se prolongará probablemente hasta 1998 ó 1999.

La participación de bancos comerciales y de otras entidades económicas, en principio, parece oportuna. No obstante, dicha participación, en la medida en que se base en la cesión de la propiedad de acciones de empresas estatales, puede contribuir a una cierta descapitalización del Estado y a un reforzamiento de los cada vez más poderosos grupos financiero-industriales rusos.

Un problema adicional que se plantea es el control de las cantidades destinadas a la rehabilitación, que, según diversas fuentes, no terminan en los proyectos asignados, sino que acaban en manos de la economía sumergida y de los grupos mafiosos.

Por otra parte, hay que señalar que las tareas realizadas hasta el momento no han tenido las suficientes dirección y coordinación, como se pone de manifiesto al observar que ni siquiera se han definido unas prioridades claras en el proceso, salvo la recuperación de la industria petrolera. Esta situación podría cambiar gracias a la reciente aprobación del Programa de Restauración económica y social de CHECHENIA y a la creación, dentro del Ministerio para Situaciones de Crisis, de un Departamento dedicado en exclusiva a esta República.

Por último, hay que señalar que el creciente interés que las autoridades de MOSCU están mostrando hacia la reconstrucción de CHECHENIA parece estar fundamentado en el intento de controlar su coste para que el déficit presupuestario no se vea modificado. No obstante, no puede descartarse que sean motivos políticos, con

CONFIDENCIAL

la finalidad de "lavar la cara" del Gobierno y, fundamentalmente, del Presidente ELTSIN en la actual etapa electoral que vive la FEDERACION RUSA, los que en última instancia propicien dicho interés.

Fecha de redacción: 09.10.95

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: POLITICA RUSA HACIA LA COMUNIDAD DE ESTADOS INDEPENDIENTES.

0. INTRODUCCION

Cumpliendo los plazos marcados en el documento "Directrices de Política Exterior" del Ministerio de Asuntos Exteriores en lo que se refiere a la política de RUSIA con respecto a la CEI, el encargado de esta misión, el Primer Viceministro de este Ministerio, IGOR IVANOV, ha facilitado un texto que ha dado origen a la reciente promulgación del Decreto Presidencial sobre "el Curso Estratégico de la FEDERACION RUSA con los Estados miembros de la Comunidad de Estados Independientes (CEI)" (ver Anexo).

En él se describe cuál debe ser la actuación de la diplomacia rusa con respecto a los miembros de la CEI en los campos económico, de defensa, seguridad, político y social. Se hace especial hincapié tanto en el impulso del proceso de integración a nivel multilateral como en el establecimiento de acuerdos de carácter bilateral de la FEDERACION RUSA con el resto de los Estados miembro.

1. CONTENIDO DEL DOCUMENTO

El texto consta de 24 artículos, agrupados en torno a los siguientes siete capítulos:

- Objetivos y tareas principales del Curso Estratégico de RUSIA con los Estados miembros de la CEI.
- Colaboración económica.
- Seguridad nacional.
- Colaboración humanitaria y derechos humanos.
- Coordinación de la actividad en aras de la solución de problemas internacionales y la interacción con la Comunidad Mundial.
- Tareas primordiales de las relaciones bilaterales.

CONFIDENCIAL

- Mecanismo interno aplicado por RUSIA en la realización del Curso Estratégico con los países de la CEI.

El **primer capítulo** resulta revelador de la nueva visión de RUSIA hacia la CEI, puesto que, además de subrayar que el desarrollo de la misma responde a los intereses vitales de la FEDERACION, estima que dicha Organización constituye un factor que contribuirá a que RUSIA pueda participar en las estructuras políticas y económicas mundiales.

Con esta idea como línea argumental, unida en todo momento a la necesidad de ser el factor aglutinante y controlador del desarrollo de la Comunidad, a lo largo de los mencionados siete capítulos se va haciendo un estudio detallado de cuáles deben ser las acciones a llevar a cabo por parte de la diplomacia rusa.

Así, con respecto al primero de ellos, destacan, por una parte, la identificación de los fundamentos de la seguridad nacional rusa con el mantenimiento de la zona de intereses vitales y, por otra, la expresión de la idea de que una colaboración con los Estados miembros de la Comunidad contribuirá a frenar las tendencias centrífugas en el interior de la FEDERACION.

En el **segundo capítulo**, centrado en las relaciones económicas, destacan tanto la vinculación que se hace de la participación de los diferentes Estados en el proceso de integración con la facilidad para recibir apoyo de carácter militar, político y económico por parte de MOSCU, como la determinación de no facilitar a ningún país, a través de acuerdos bilaterales,ventajas comerciales superiores a las que obtendría si se integrara en la Unión Aduanera, con objeto de evitar que dichos países sientan innecesaria su implicación en la citada Unión.

Por lo que se refiere al **tercer capítulo**, la Seguridad nacional, aparece como prioridad fundamental la potenciación del Tratado de Seguridad Colectiva (TSC) y de los diferentes tratados de carácter bilateral firmados en este ámbito. El fin último de esta actitud es facilitar el camino hacia la constitución de la Unión de Defensa, objetivo que las autoridades militares rusas han venido contemplando desde el pasado año como el resultado natural del proceso de integración.

Asimismo, se subraya la determinación de impulsar el establecimiento de bases militares en los países de la Comunidad, tal y como se ha conseguido recientemente en GEORGIA, y la decisión de lograr que los Estados miembro se abstengan de participar en las uniones y bloques dirigidos contra cualquiera de los componentes de la CEI.

La protección de las fronteras exteriores de la Comunidad mediante la conclusión de un acuerdo global, o de otros de carácter bilateral, que posibilite el estacionamiento de tropas del Servicio de Fronteras de la FEDERACION RUSA en el territorio de los diferentes países miembro, con la finalidad de crear un sistema único de protección de fronteras, continúa siendo otro de los objetivos fundamentales en materia de seguridad. La consecución de esta meta permitiría, según el documento, que se pudiera establecer un sistema de "fronteras transparentes" en el interior de la CEI.

Al abordar el aspecto relativo a la resolución de conflictos en el territorio ex-soviético, es digna de señalar la referencia que se hace a la necesidad de trabajar en cooperación con la ONU y la OSCE, manifestando la importancia de lograr una participación real de las mismas, pero haciendo ver, simultáneamente, que es imprescindible que la Comunidad Internacional entienda y asuma que la región en cuestión es zona de intereses vitales de RUSIA.

Con respecto al **cuarto capítulo**, la colaboración humanitaria y en derechos humanos, se acentúa la conveniencia de promocionar la extensión de la cultura rusa a lo largo de todo el espacio geográfico de la CEI y la defensa de los derechos de la minoría rusa.

En referencia a este último aspecto, es digno de señalar el hecho de que se vincule directamente la cooperación con dichos países en los ámbitos financiero, económico y político-militar con el tratamiento de los derechos e intereses de los rusos en sus respectivos territorios.

En relación con el **quinto capítulo**, la coordinación con la Comunidad Internacional, la meta se centra en conseguir que la CEI se convierta en una Organización regional influyente en foros y organismos internacionales, mediante la coordinación de las posiciones de sus Estados miembro en la ONU y la OSCE y de sus enfoques con respecto a la OTAN, UE y Consejo de EUROPA.

El **sexto capítulo**, las relaciones bilaterales en el marco de la CEI, se centra en la necesidad de trabajar para que los acuerdos de carácter bilateral que pueda establecer la FEDERACION RUSA tengan como objetivo último incorporar a los Estados firmantes al proceso de integración que se desarrolla en la Comunidad y a mantener el papel rector de RUSIA en los mercados de la CEI.

Finalmente, el **séptimo capítulo** establece cuáles deben ser los pasos a dar tanto por el Gobierno en su conjunto como por el Ministerio de Asuntos Exteriores en particular, y establece

la creación de una Comisión gubernamental para cuestiones de la CEI, que será la encargada de asegurar la realización de la política de MOSCU con respecto a la Comunidad.

2. VALORACION

El documento sobre el "Curso Estratégico de la FEDERACION RUSA con respecto a la CEI" aparece a escasos meses vista de las elecciones legislativas y pone sobre la mesa cuestiones de gran importancia para el "consumo interno", como son el papel rector de MOSCU en los ámbitos económico, de seguridad, político y cultural en el espacio ex-soviético, la defensa de las minorías rusas y la potenciación de la CEI como Organización que pueda actuar con una adecuada representatividad en la Comunidad Internacional.

Con este texto queda plasmada la idea que las Autoridades rusas han ido exponiendo a lo largo de los últimos meses sobre la necesidad de contar con una Organización de carácter regional con capacidad para hacer llegar a la Comunidad Internacional y exponer en los foros adecuados una postura coordinada y conjunta de los miembros de dicha estructura y no simplemente la de RUSIA.

Esto permitirá a MOSCU profundizar después en cuestiones como el establecimiento de un mecanismo efectivo y creíble de solución de conflictos en el espacio ex-soviético, evitando así, tal y como se apuntaba en el Documento sobre Directrices para el Ministerio de Asuntos Exteriores publicado el pasado 14 de marzo de 1995, que la OSCE se convierta en la Organización especializada en resolver los problemas surgidos en el territorio de la antigua URSS.

Otra de las ideas que más patente se hace a lo largo del texto es la de que lo imbricado de los lazos y las relaciones existentes entre la FEDERACION RUSA y las antiguas Repúblicas que formaban la URSS ha provocado que la tendencia centrífuga surgida en este territorio tras la caída del sistema soviético haya tenido su reflejo inmediato en RUSIA, con la aparición de múltiples reivindicaciones de mayor autonomía e, incluso, declaraciones unilaterales de independencia respecto de MOSCU.

Es por esto por lo que el Decreto del Presidente ELTSIN recoge, de forma reiterada, que la tranquilidad y estabilidad en la CEI es un factor decisivo para lograr la estabilidad en el interior de RUSIA. Con ello, MOSCU intenta conseguir una actitud integradora generalizada entre los miembros de la CEI, permitiendo así que exista el menor número de frentes abiertos a los que tener que prestar atención, tal y como podrían ser el caso de los conflictos de carácter interétnico, la penetración del fundamentalismo islámico a través de las fronteras

rusas y el control de los recursos, fundamentalmente energéticos, que se encuentran precisamente en las zonas más potencialmente inestables de la CEI y de la propia FEDERACION.

En este sentido, son también dignas de destacar las alusiones que, a lo largo del documento, se hacen a la influencia que Occidente está intentando ejercer sobre determinadas Repúblicas de la CEI, lo que puede minar el papel hegemónico de RUSIA en esta región. Esta circunstancia ya quedó expresada en el documento "RUSIA Y LA CEI" redactado por el Servicio de Inteligencia Exterior (SVR)y hecho público en septiembre de 1994.

Abundando en esta idea, la diplomacia rusa se marca como prioritaria la necesidad de coordinar, en el marco de la CEI, las posturas con respecto a situaciones en el plano internacional y, sobre todo, con respecto a la posible ampliación de estructuras occidentales de carácter militar.

Otro concepto clave que emana del texto se centra en la importancia de favorecer los acuerdos bilaterales como paso previo a una mayor integración. En este sentido, una constante a lo largo del mismo es la vinculación de la ayuda por parte de RUSIA al resto de las Repúblicas en los ámbitos económico, político y de seguridad con la participación efectiva de éstas en el marco multilateral que supone la CEI.

Esto tiene su reflejo en materia de seguridad en el establecimiento de una Unión de Defensa y en la potenciación de un sistema de protección de las fronteras exteriores de la CEI.

Por lo que se refiere al primer aspecto, el planteamiento contemplado en el documento viene a incidir en el desarrollo de la idea recogida en el documento sobre la Concepción de Seguridad Colectiva de los países signatarios del Tratado de Seguridad Colectiva aprobado en la cumbre que esta Organización celebró en ALMA ATA en febrero de 1995.

En él se buscaba, a través de la asistencia bilateral a la creación de los Ejércitos nacionales, del mantenimiento de las infraestructuras de defensa soviéticas y del establecimiento de nuevas bases militares rusas en el territorio de los diferentes Estados miembro, la constitución de un sistema de defensa que, si bien permite una participación "a la carta", tiene como fin último la creación de una nueva estructura militar.

En cuanto a la protección de las fronteras exteriores de la CEI, es necesario destacar la importancia decisiva que el liderazgo ruso adjudica a esta cuestión. Así, y aún cuando se mantiene el objetivo de potenciar los acuerdos multilaterales

y de establecer un sistema unificado de protección de fronteras exteriores, el fracaso cosechado en dos ocasiones a lo largo del presente año en sendas iniciativas rusas en este sentido ha obligado a modificar su estrategia, intentando implicar mediante acuerdos bilaterales a aquellos Estados no dispuestos a contemplar la existencia de una frontera de la CEI, a través de la creación de estructuras regionales que coordinen la actuación de los diferentes servicios de fronteras de los países de la Comunidad.

En otro orden de ideas, el documento otorga una gran importancia a la cuestión de la resolución de conflictos en el territorio de la CEI, volviendo sobre la necesidad de que esta Organización sea reconocida conforme al Capítulo VIII de la Carta de las Naciones Unidas, permitiendo así que los gastos derivados de las Operaciones de Mantenimiento de la Paz sean sufragados por la Comunidad Internacional.

No obstante, no se abandona la idea ya expresada durante la cumbre de la OSCE celebrada en BUDAPEST de considerar al territorio de la CEI como de intereses vitales de RUSIA y de conseguir que estas Organizaciones así lo entiendan.

En definitiva, el documento expresa la importancia que para MOSCU tiene el desarrollo de la CEI, en un momento en el que coinciden diferentes situaciones en el Continente europeo que hacen a RUSIA buscar soluciones a la circunstancia que planteará una ampliación de las estructuras económicas y de seguridad occidentales hacia el Este de EUROPA, en la que ella no se ve incluida.

Esta circunstancia, unida a la pérdida de iniciativa en el plano diplomático en favor de los ESTADOS UNIDOS en la resolución del conflicto sureslavo y a la creciente atención de OCCIDENTE y, en especial, de WASHINGTON, a UCRANIA, obliga a MOSCU a intentar consolidar su control sobre la CEI, como paso imprescindible para dar credibilidad a la reclamación que viene realizando a nivel internacional desde hace ya dos años: recuperar el "status" perdido de Gran Potencia.

Fecha de Redacción: 09.10.95

CONFIDENCIAL

ANEXO

POLITICA RUSA HACIA LA CEI

EL CURSO ESTRATEGICO DE RUSIA CON LOS ESTADOS MIEMBROS DE LA COMUNIDAD DE ESTADOS INDEPENDIENTES

El desarrollo de la Comunidad de Estados Independientes (en lo sucesivo, la CEI) responde a los intereses vitales de la FEDERACION RUSA. Las relaciones con los Estados de la CEI son un factor importante para la inclusión de RUSIA en las estructuras políticas y económicas mundiales.

I.- Objetivos y las tareas principales del Curso estratégico de RUSIA con los Estados de la CEI

La prioridad de relaciones con los Estados partícipes de la Comunidad de Estados Independientes (CEI) para la política de la FEDERACION RUSA se determina, ante todo, con los siguientes factores: En el territorio de la CEI se encuentran concentrados nuestros principales intereses vitales de las esferas de la economía, defensa, seguridad y protección de los derechos de los rusos, cuya garantía es la base de la seguridad nacional del país.

La colaboración eficiente con los Estados de la CEI es un factor que frena las tendencias centrífugas en la misma RUSIA.

2.- El objetivo principal de la política de RUSIA respecto a la CEI es la creación de una unión de los Estados económica y políticamente integrados, que podría pretender ocupar un lugar digno dentro de la Comunidad Mundial.

3.- Desarrollando relaciones con los socios en los marcos de la CEI, debemos guiarnos por el principio de no perjudicar los intereses de RUSIA. Existiendo diferencias entre los intereses de los socios, es necesario coordinarlos a base del equilibrio de compromisos mutuos.

4.- Las tareas principales de la política de RUSIA en las relaciones con los Estados de la CEI son las siguientes:

- Garantizar una estabilidad real en todas sus dimensiones (la política, la militar, la económica, la humanitaria y la legal); cooperar en la estabilización de los Estados de la CEI que mantengan una política amistosa respecto a RUSIA; fortalecer el papel de RUSIA como fuerza rectora en el proceso de formación del nuevo sistema de relacio-

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

nes económicas, políticas e interestatales en el espacio ex-soviético.

- Incrementar los procesos integradores en la CEI.

II.- <u>Colaboración económica</u>

5.- Ver en la colaboración económica una premisa básica para solucionar los problemas en las relaciones con los Estados de la CEI. Resolver las tareas de colaboración conjugando óptimamente las relaciones que se desarrollarían en los marcos de la Unión Económica con las relaciones bilaterales.

6.- En el desarrollo de los vínculos comerciales se debe partir de que ellos representan un instrumento de primordial importancia en la estabilización de la situación económica y en la salida de la crisis para RUSIA y para los Estados de la CEI.

7.- Una de las vías primordiales del fortalecimiento orgánico de la CEI es la ampliación paulatina de la Unión Aduanera, que une bajo su techo a los Estados vinculados a RUSIA, con una economía profundamente integrada y con una asociación político-estratégica.

Trabajar en aras de la creación paulatina de las condiciones propicias para favorecer la entrada de los demás miembros de la Unión Económica en la Unión Aduanera.

Lograr el acercamiento de los sistemas nacionales económicos mediante la elaboración, conjuntamente con los otros socios, de mecanismos para perfeccionar las actas modelo únicas, en el marco de la Asamblea Interparlamentaria de los Estados miembros de la CEI.

El modelo de integración a diferentes velocidades que propone RUSIA para la CEI no es obligatorio; sin embargo, la actitud para con este modelo por parte de nuestros socios será un factor importante que determinará el grado de apoyo militar, político y económico que prestará RUSIA a estos países.

En aras del fortalecimiento y de la ampliación de la Unión Aduanera, los acuerdos bilaterales de RUSIA con otros Estados de la CEI no deben brindar las mismas oportunidades (con menos razón todavía, superiores) que las que tienen los miembros de dicha Unión.

8.- La condición más importante del desarrollo y del perfeccionamiento de la colaboración es la normalización de las relaciones de pago. Hay que acelerar el trabajo dirigido a la creación de la Unión de Pagos, estableciendo reglas generales para la organización de los mercados de divisas de los Estados de la CEI, aplicando el tipo de cambio de las divisas en correspondencia con la oferta y la demanda, logrando la convertibilidad recíproca de las divisas nacionales y el

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

empleo, en una perspectiva real, del rublo ruso en calidad de divisa de reserva.

9.- La formación de una comunidad integradora viable supone la colaboración eficiente en el desarrollo de la producción, la ciencia y la técnica.

Las líneas principales de trabajo en este terreno son:

- Definir las prioridades científico-tecnológicas comunes y realizar una estrategia conjunta destinada a formar un espacio único científico y tecnológico.

- Coordinar los procesos de reforma estructural de la economía nacional, para poder, en el futuro, elaborar programas de inversión interestatales conjuntos.

- Conseguir las condiciones idóneas para el trabajo conjunto de los científicos y de los especialistas que intervienen en la producción.

- Unir los esfuerzos destinados a resolver los problemas ecológicos y de preservación del medio ambiente.

10.- Lograr, progresivamente, el acercamiento de las situaciones económicas y legales de los países miembros de la CEI, mediante el fomento de la actividad empresarial libre, y lograr un futuro mercado común de capitales. Prestar apoyo estatal a la creación de grupos financiero-industriales con la participación de empresas y bancos de los Estados de la CEI, y a la formación de estructuras científico-técnicas, industriales, internacionales y otras.

11.- Asegurar las condiciones necesarias para el funcionamiento del Comité Económico Interestatal de la Unión Económica de los Estados de la CEI, que tendrá rango de Organización internacional y cuyo objetivo es el de elevar la eficacia en la colaboración en el marco de la CEI.

III.- <u>Seguridad nacional</u>

12.- Impulsar la creación de un sistema de seguridad colectivo, basado en el Tratado de Seguridad Colectiva (TSC) existente, firmado el 15 de mayo de 1992, y en acuerdos bilaterales entre los Estados de la CEI. Estimular las aspiraciones de los Estados miembros del TSC a integrarse en el marco de una Unión de Defensa, basada en la coincidencia de los intereses y objetivos político-militares.

Perfeccionar el mecanismo de cumplimiento de los acuerdos alcanzados en el marco de la CEI en el ámbito de la defensa y dirigirlo también a conservar, mediante el establecimiento de acuerdos, la infraestructura militar.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Coincidiendo los intereses de los socios, establecer bases militares, reglamentando rigurosamente la situación jurídica de las instalaciones militares rusas y el "status" de los militares y miembros de sus familias estacionados en el territorio de los Estados correspondientes.

Resolver estos problemas de forma individualizada, de acuerdo con la situación político-militar en cada uno de los Estados de la CEI.

Lograr que los Estados de la CEI cumplan con sus compromisos de abstenerse de participar en las uniones y bloques dirigidos contra cualquiera de los Estados en cuestión.

13.- Profundizar la colaboración entre los Estados de la CEI en el ámbito de la protección de las fronteras estatales.

Partir de que los interés nacionales de RUSIA y los intereses comunes de los Estados de la CEI necesitan de la salvaguardia segura de las fronteras en todo el perímetro de la Comunidad, cuya realización es la causa común de estos Estados. La protección de las fronteras debe realizarse de forma conjunta.

Resolver la regulación de los problemas fronterizos con los Estados de la CEI y crear una base jurídica relativa a la permanencia de las tropas de fronteras de la FEDERACION RUSA en estos países. Estudiar la posibilidad de la creación, en lo sucesivo, de uniones regionales de las Comandancias de las Tropas de Fronteras de los Estados de la CEI; aspirar a la creación de un sistema único de salvaguardia de sus fronteras.

Crear, tomando en cuenta la situación política exterior, las condiciones para el funcionamiento normal de las fronteras estatales de la FEDERACION RUSA con todos los Estados limítrofes, de acuerdo con la Ley de la FEDERACION RUSA "Sobre la frontera estatal de la FEDERACION RUSA", teniendo en cuenta que la observancia del principio de fronteras transparentes dentro de la CEI corresponde a los planes a largo plazo de RUSIA. Aplicar en la práctica un enfoque diferencial respecto a las fronteras estatales de la FEDERACION RUSA, en dependencia del estado de las relaciones bilaterales con Estados fronterizos.

14.- Partir de que una parte importante de los esfuerzos dirigidos a garantizar la estabilidad en el territorio de la CEI es trabajo de los mecanismos de mantenimiento de la paz, cuyo objetivo es la regulación y la prevención de los conflictos en los Estados de la CEI, empleando, ante todo, medios pacíficos, diplomáticos y políticos.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Esforzarse para que la definición de las estructuras de mantenimiento de la paz sean el resultado de un trabajo colectivo y activo en todas las etapas por parte de los Estados de la CEI, cuyo objetivo sería mejorar el mecanismo de soluciones operativas de los problemas por medios pacíficos en el marco de la CEI. Todo el trabajo en esta dirección debe realizarse en cooperación con la ONU y OSCE, logrando una participación real de estos Organismos internacionales en la regulación de los conflictos en el territorio de la CEI.

En su cooperación con terceros países y con los Organismos internacionales es imprescindible lograr que estos últimos entiendan que dicha región es, ante todo, zona de interés vital para RUSIA.

Desarrollar la colaboración entre los servicios de seguridad con el objetivo prioritario de no permitir el uso del territorio de la CEI por los servicios especiales de terceros países que tengan como fin perjudicar los intereses de RUSIA. La colaboración con los servicios de seguridad de los Estados de la CEI debe estructurarse sobre el principio de una observancia rigurosa de la legislación de la FEDERACION RUSA y el respeto de los compromisos internacionales adquiridos por RUSIA en el ámbito de los derechos humanos.

IV.- <u>Colaboración humanitaria y derechos humanos</u>

15.- Intensificar el intercambio cultural de RUSIA con los Estados limítrofes, en el ámbito de la ciencia, la educación y el deporte. Garantizar el funcionamiento de los programas televisivos y radiofónicos rusos en estos países, impulsar la divulgación de la prensa rusa en esta región y realizar en RUSIA la preparación de cuadros de mando nacionales para los países de la CEI.

Prestar especial atención al restablecimiento del papel de RUSIA como centro cultural principal en el espacio exsoviético, favoreciendo la aparición de una actitud amistosa con respecto a RUSIA en el resto de los países de la CEI.

Intensificar el intercambio de información y la colaboración entre las comisiones nacionales de los Estados de la CEI adjuntas a la UNESCO.

16.- Lograr una garantía real respecto a la igualdad en materia de derechos y libertad, independientemente de las diferencias nacionales y otras, para todos los ciudadanos de la CEI. Cooperar en la defensa de la expresión, la conservación y el desarrollo de formas autóctonas religiosas, idiomáticas, culturales y étnicas de todos los pueblos que habitan estos países.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Cooperar activamente en la adaptación de los rusos a las nuevas realidades socio-económicas y políticas de los países de residencia permanente, es decir, en las ex-Repúblicas de la URSS.

En caso de violación de los derechos de los rusos en los Estados de la CEI, como posible medida para influir en la situación, vincular la solución de los problemas de colaboración financiera, económica y político-militar de RUSIA con los Estados concretos a la observancia de los derechos e intereses de los rusos en sus territorios.

Prestar a los rusos cooperación en la realización de las actividades industriales, económicas, empresariales, comerciales, culturales y educativas.

Culminar la elaboración en el marco de la CEI de una base jurídica que regule las relaciones de los Estados de la CEI en el ámbito de la observación de los derechos y libertades principales del hombre y de las minorías nacionales, teniendo en cuenta la necesidad de limar las asperezas del problema nacionalista en su principio.

V.- Coordinación de la actividad en aras de la solución de los problemas internacionales y la cooperación con la Comunidad Mundial

17.- Apoyar a los socios de la CEI en la formulación y adopción de posiciones comunes respecto a problemas internacionales, así como impulsar la coordinación de sus acciones en esferas internacionales. Con esfuerzos comunes, lograr que la CEI ocupe la posición de una Organización regional influyente y que establezca una colaboración de beneficio mutuo y a gran escala con los foros y organismos internacionales.

18.- Partir del hecho de que el factor capaz de frenar las tendencias centrífugas en la CEI debe ser la eficacia creciente en la colaboración.

Concentrar los esfuerzos comunes en la coordinación de las posturas de los Estados de la CEI en la ONU y en la OSCE y de sus enfoques respecto a la OTAN, UE y Consejo de EUROPA.

VI.- Tareas primordiales en el ámbito de las relaciones bilaterales

19.- Las relaciones bilaterales con los Estados de la CEI tendrán en cuenta los rasgos específicos de cada uno de estos Estados y su disponibilidad para aceptar las diferentes formas de una integración profunda. En cuanto a la política rusa respecto a los Estados de la CEI en el plano bilateral, hay que partir de que a RUSIA le corresponde:

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

- Cooperar en la estabilización de la situación política, económica y social en estos países.

- Incorporar a estos Estados a los procesos integradores de forma voluntaria y por etapas, a las soluciones colectivas de problemas de seguridad militar, a la salvaguardia de las fronteras y a la política de la paz.

- Rechazar la confrontación en las relaciones de RUSIA con los Estados de la CEI.

20.- El objetivo de las relaciones bilaterales económicas debe ser:

- El apoyo al mantenimiento del equilibrio de la balanza de pagos en base a acuerdos a largo plazo.

- Mantenimiento de la posición directriz de RUSIA en los mercados de la CEI, ante todo en lo que se refiere a la producción industrial, el cumplimiento de compromisos en el ámbito de la cooperación bilateral, la prevención de las deudas en los suministros comerciales y la normalización de las relaciones monetario-crediticias.

- Dotar de un régimen preferencial al tránsito de mercancías rusas por los territorios de estos países.

VII.- <u>Sobre el mecanismo interno aplicado por RUSIA en la realización de dicho curso estratégico con los países de la CEI</u>

21.- El Gobierno de la FEDERACION RUSA perfecciona el mecanismo estatal de la realización de la estrategia respecto a la CEI, determina las funciones de los Ministerios y Departamentos en el ámbito de las interrelaciones con los Estados de la CEI y fortalece sistemáticamente la base legal en el ámbito de la colaboración con estos Estados.

22.- El Ministerio de Asuntos Exteriores de la FEDERACION RUSA, encargado de la gestión estatal en el ámbito de las relaciones de la FEDERACION RUSA con los Estados extranjeros, asegura la puesta en práctica de la estrategia general y la coordinación de la Política Exterior con los Estados de la CEI.

23.- EL Ministerio de Asuntos Exteriores responde de la colaboración con los Estados de la CEI y de la realización de la política económica y social de la FEDERACION RUSA en el ámbito de las relaciones con los Estados de la CEI.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Dicho Ministerio:

- Organiza el trabajo y coordina la actividad de los Organos Federales Ejecutivos y de los Organos Ejecutivos de los Sujetos de la FEDERACION RUSA en el ámbito del desarrollo de las relaciones con los Estados de la CEI en los ámbitos económico y social.

- Lleva a cabo la organización del proceso de negociaciones y de preparación de tratados y acuerdos multi y bilaterales con los Estados de la CEI en el ámbito económico y social.

- Coopera a la actividad económica externa de los sujetos económicos de la FEDERACION RUSA con los Estados de la CEI.

- Controla el cumplimiento de los acuerdos alcanzados con los Estados de la CEI y la realización de los compromisos contenidos en los acuerdos y tratados de la FEDERACION RUSA con estos Estados.

24.- Creación de una Comisión Gubernamental para las cuestiones de la CEI, que cumpla las funciones de órgano de garantía en la realización de la Política Estatal de la FEDERACION RUSA en el terreno de la colaboración con estos Estados.

El avance en esta dirección creará una posibilidad real de estructurar, en el futuro, una Organización internacional de carácter regional, capaz de asegurar la estabilidad socio-económica y política en el territorio de la CEI.

CONFIDENCIAL

[s:\jv\azerbaij\constitu.tra]

Strasbourg, 13 May 1996

MEMORANDUM

u/c of Mr H-P Furrer, Director of Political Affairs

For the attention of:

Clerk of the Parliamentary Assembly
Director of Human Rights
Director of Legal Affairs
Director of Environment and Local Authorities
Director of Education, Culture and Sports

Subject: **AZERBAIJAN** - Constitution of 5 November 1995

Please find enclosed for information and further action the French translation of the Constitution of Azerbaijan of 5 November 1995.
This translation was prepared by Professor Michel Lesage from the University of Paris I Pantheon-Sorbonne on the basis of the Russian text of the Constitution handed over to the Secretariat by the delegation of senior officials from Azerbaijan who visited Strasbourg on 27-28 November 1995.

A copy of the Russian text of the Constitution as well as additional copies of the French translation are available upon request in the Political Directorate (Mr Vogl).

Enclosed please find also the Comments on the Constitution of Azerbaijan by Prof. M. Lesage.

It should be recalled that possible cooperation activities between the CoE and Azerbaijan in 1996 (as approved by the Ministers' Deputies at their 557th meeting in February 1996) give priority to cooperation in constitutional matters. Cooperation with the Venice Commission, an analysis of Chapter III of the Constitution, which deals with human rights, and expert assistance in implementation of Chapter VII- drafting of law on local self-government have been mentioned in particular as possible activities for this year.

Jiří VOGL
Political Advisor

CONSTITUTION DE LA

REPUBLIQUE AZERBAIDJANAISE

ADOPTEE PAR REFERENDUM LE 5 NOVEMBRE 1995

Traduit (du russe) en français par Michel LESAGE

Professeur à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

24 avril 1996

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE AZERBAIDJANAISE

Le peuple d'Azerbaidjan, poursuivant la tradition séculaire de son système d'Etat, se fondant sur les principes consacrés dans l'Acte constitutionnel " Sur l'indépendance d'Etat de la République azerbaïdjanaise ", désirant assurer le bien-être de tous et de chacun, instaurer la justice, la liberté et la sécurité, reconnaissant sa responsabilité devant les générations passées, présentes et futures, exerçant son droit souverain, déclare solennellement les résolutions suivantes :

- défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise ;
- garantir, dans le cadre de la Constitution, un régime démocratique ;
- parvenir à l'établissement d'une société civile ;
- construire un Etat de droit, laïc, assurant la primauté des lois en tant qu'expression de la volonté du peuple ;
- assurer à tous un niveau de vie digne, conformément à un ordre économique et social juste,
- en conservant l'attachement aux valeurs communes à l'humanité, vivre dans les conditions d'amitié, de paix et de sécurité avec les autres peuples et à cette fin réaliser une coopération mutuellement avantageuse.

Au nom des hautes résolutions ci-dessus énumérées, la présente Constitution est adoptée par la voie du scrutin populaire - le référendum.

Titre premier. Dispositions générales

Chapitre I. Le pouvoir du peuple

Article 1. La source du pouvoir

I. En République azerbaïdjanaise, le peuple d'Azerbaidjan est l'unique source du pouvoir d'Etat.

II. Le peuple d'Azerbaidjan est composé des citoyens de la République azerbaïdjanaise résidant sur le territoire de la République azerbaïdjanaise et en dehors de ses limites, en les considérant comme soumis à l'Etat d'Azerbaidjan et à ses lois, ce qui n'exclut pas les normes établies par le droit international.

Article 2. La souveraineté du peuple

I. Le peuple d'Azerbaidjan a le droit souverain de déterminer son destin et d'instaurer sa forme de gouvernement librement et de façon indépendante.

II. Le peuple d'Azerbaidjan exerce son droit souverain par le scrutin populaire - référendum et par l'intermédiaire de ses représentants, élus sur la base du suffrage universel, égal et direct, par la voie du scrutin libre, secret et personnel.

Article 3. Les questions réglées par voie du scrutin populaire - référendum

I. Le peuple d'Azerbaidjan par la voie du référendum peut décider de toute question concernant ses droits et intérêts.

II. Les questions suivantes sont réglées uniquement par la voie du référendum:

1) l'adoption de la Constitution de la République azerbaïdjanaise et sa révision;

2) la modification des frontières d'Etat de la République azerbaïdjanaise.

Article 4. Le droit de représenter le peuple

Nul, en dehors des représentants plénipotentiaires élus par le peuple, ne possède le droit de représenter le peuple, de parler au nom du peuple et de faire des appels au nom du peuple.

Article 5. L'unité du peuple

I. Le peuple d'Azerbaidjan est un.

II. L'unité du peuple d'Azerbaidjan constitue le fondement de l'Etat d'Azerbaidjan. La République azerbaïdjanaise est la patrie une et indivisible de tous les citoyens de la République azerbaïdjanaise.

Article 6. L'interdiction d'usurper le pouvoir

I. Aucune partie du peuple d'Azerbaidjan, aucun groupe social ou organisation, aucune personne ne peut usurper une compétence pour exercer la pouvoir.

II. L'usurpation du pouvoir est le crime le plus grave contre le peuple.

Chapitre II. Les fondements de l'Etat

Article 7. L'Etat azerbaïdjanais

I. L'Etat azerbaïdjanais est une république démocratique, de droit, laïque et unitaire.

II. En République azerbaïdjanaise, le pouvoir d'Etat n'est limité dans les questions intérieures que par le droit et dans les questions extérieures que par les dispositions découlant des traités internationaux auxquels la République azerbaïdjanaise est partie.

III. Le pouvoir d'Etat en République azerbaïdjanaise est organisé sur la base de la séparation des pouvoirs:

- le pouvoir législatif est exercée par la Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ;
- le pouvoir exécutif appartient au Président de la République azerbaïdjanaise ;
- le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux de la République azerbaïdjanaise.

IV. Conformément aux dispositions de la présente Constitution, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire coopèrent entre eux et sont indépendants dans le cadre de leurs attributions.

Article 8. Le Chef de l'Etat azerbaidjanais

I. Le Chef de l'Etat azerbaïdjanais est le Président de la République azerbaïdjanaise. Il représente l'Etat azerbaïdjanais à l'intérieur du pays et dans les relations extérieures.

II. Le Président de la République azerbaïdjanaise incarne l'unité du peuple d'Azerbaidjan et garantit la continuité du système d'Etat azerbaïdjanais.

III. Le Président de la République azerbaïdjanaise est le garant de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Etat azerbaïdjanais, du respect des accords et traités internationaux auxquels la République azerbaïdjanaise est partie.

IV. Le Président de la République azerbaïdjanaise est le garant de l'indépendance du système judiciaire.

Article 9. Les Forces armées

I. La République azerbaïdjanaise, en vue de garantir sa sécurité et de sa défense crée les Forces armées et d'autres formations armées.

II. La République azerbaïdjanaise rejette la guerre comme moyen de porter atteinte à l'indépendance des autres Etats et comme mode de règlement des conflits internationaux.

III. Le Président de la République azerbaïdjanaise est le Commandant en chef suprême des Forces armées de la République azerbaïdjanaise.

Article 10. Les principes des relations internationales

La République azerbaïdjanaise construit ses relations avec les autres Etats sur la base des principes prévus dans les normes de droit international universellement reconnues.

Article 11. Le territoire

I. Le territoire de la République azerbaïdjanaise est un, indivisible et inviolable. II. Les eaux intérieures de la République azerbaïdjanaise, le secteur de la mer (lac) Caspienne appartenant à la République azerbaïdjanaise, l'espace aérien au-dessus de la République azerbaïdjanaise sont des parties constitutives du territoire de la République azerbaïdjanaise.

III. Le territoire de la République azerbaïdjanaise est inaliénable. La République azerbaïdjanaise ne transmet à quiconque son territoire en aucune partie ni en aucune forme ; les frontières d'Etat ne peuvent être modifiées que par la voie du référendum, organisé sur décision du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise pour toute la population de l'Azerbaïdjan, sur la base de l'expression de la volonté du peuple d'Azerbaïdjan.

Article 12. Le but supérieur de l'Etat

I. La garantie des droits et libertés de l'homme et du citoyen est le but supérieur de l'Etat.

II. Les droits et libertés de l'homme et du citoyen, énumérées dans la présente Constitution, sont appliqués conformément aux traités internationaux auxquels la République azerbaïdjanaise est partie.

Article 13. La propriété

I. En République azerbaïdjanaise, la propriété est inviolable et protégée par l'Etat.

II. La propriété peut être publique, privée ou municipale.

III. La propriété ne peut être utilisée pour porter atteinte aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, aux intérêts de la société et de l'Etat, à la dignité de l'individu.

Article 14. Les ressources naturelles

Sans préjudice pour les droits et intérêts des personnes physiques et morales quelles qu'elles soient, les ressources naturelles appartiennent à la République azerbaïdjanaise.

Article 15. Le développement économique et l'Etat

I. En République azerbaïdjanaise, le développement de l'économie, fondée sur différents types de propriété, sert l'élévation du bien-être du peuple.

II. L'Etat azerbaïdjanais, sur la base des relations de marché, crée les conditions pour développer l'économie, garantit la liberté de l'entreprise, ne permet pas le monopole et la concurrence déloyale dans les relations économiques.

Article 16. Le développement social et l'Etat

I. La République azerbaïdjanaise se soucie de l'élévation du bien-être du peuple et de chaque citoyen, de sa protection sociale et d'un niveau de vie digne.

II. La République azerbaïdjanaise accorde une aide au développement de la culture, de l'enseignement, de la santé, de l'art, protège la nature, l'héritage historique matériel et culturel du peuple.

Article 17. La famille et l'Etat

I. La famille, comme cellule fondamentale de la société se trouve sur la tutelle particulière de l'Etat.

II. Le souci des enfants et de leur éducation est le devoir des parents. L'Etat contrôle l'exécution de ce devoir.

Article 18. La religion et l'Etat

I. En République azerbaïdjanaise la religion est séparée de l'Etat. Toutes les croyances sont égales devant la loi.

II. La diffusion et la propagande de religions portant atteinte à la dignité de l'individu et contraires aux principes de l'humanité sont interdites.

III. Le système d'enseignement d'Etat a un caractère laïc.

Article 19. L'unité monétaire

I. L'unité monétaire de la République azerbaïdjanaise est le manag.

II. Le droit d'émettre la monnaie et de la retirer de la circulation appartient uniquement à la Banque nationale. La Banque nationale de la République azerbaïdjanaise est propriété exclusive de l'Etat.

III. L'utilisation sur le territoire de la République azerbaïdjanaise en qualité de moyens de paiement de monnaies autres que le manag est interdite.

Article 20. Les limitations imposées aux emprunts d'Etat

Les dettes contractées en vue de contribuer à une rébellion contre l'Etat azerbaïdjanais ou à un coup d'Etat ne peuvent être reconnues comme obligatoires par la République azerbaïdjanaise et remboursées par la République azerbaïdjanaise.

Article 21. La langue d'Etat

I. La langue d'Etat de la République azerbaïdjanaise est la langue azerbaïdjanaise. La République azerbaïdjanaise garantit le développement de la langue azerbaïdjanaise.

II. La République azerbaïdjanaise garantit la libre utilisation et le développement des autres langues pratiquées par la population.

Article 22. La capitale

La capitale de la République azerbaïdjanaise est Bakou.

Article 23. Les symboles de l'Etat azerbaidjanais

I. Les symboles d'Etat de la République azerbaïdjanaise sont le Drapeau d'Etat de la République azerbaïdjanaise, les Armes d'Etat de la République azerbaïdjanaise et l'Hymne d'Etat de la République azerbaïdjanaise.

II. Le Drapeau d'Etat de la République azerbaïdjanaise est composé de trois bandes horizontales de largeur égale. La bande supérieure est de couleur bleu ciel, la bande moyenne de couleur rouge, la bande inférieure de couleur verte, au milieu de la bande rouge de chaque côté du drapeau apparaît en couleur blanche une demi-lune avec une étoile à huit branches. La largeur du Drapeau par rapport à sa longueur est de 1:2 .

III. La forme du Drapeau d'Etat de la République azerbaïdjanaise et des Armes d'Etat de la République azerbaïdjanaise, la musique et le texte de l'Hymne d'Etat de la République azerbaïdjanaise sont fixés par une Loi constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise.

Titre second. Droits, libertés et obligations fondamentales

Chapitre III. Droits fondamentaux et libertés fondamentales de l'homme et du citoyen

Article 24. Le principe fondamental des droits et des libertés du citoyen

I. Chacun dès le moment de sa naissance possède des droits et libertés auxquels on ne peut porter atteinte, inviolables et inaliénables.

II. Les droits et libertés incluent également la responsabilité et les obligations de chacun devant la société et les autres personnes.

Article 25. Le droit à l'égalité

I. Tous sont égaux devant la loi et le tribunal.

II. L'homme et la femme possèdent des droits et des obligations égales.

III. L'Etat garantit l'égalité des droits et des libertés de chacun indépendamment de la race, de la nationalité, de la religion, de la langue, du sexe, de l'origine, de la situation patrimoniale, de la situation professionnelle, des convictions, de l'appartenance à des partis politiques, syndicats et autres associations. Il est interdit de limiter les droits et libertés de l'homme et du citoyen en fonction de l'appartenance raciale, nationale, de la religion ou de la langue, de l'appartenance à un sexe, de l'origine, des convictions, de l'appartenance politique ou sociale.

Article 26. La défense des droits et libertés de l'homme et du citoyen

I. Chacun possède le droit de défendre ses droits et libertés par des procédés et moyens non interdits par la loi.

II. L'Etat garantit la défense des droits et libertés de chacun.

Article 27. Le droit à la vie

I. Chacun possède le droit à la vie.

II. A l'exclusion de l'anéantissement de soldats ennemis en période d'agression armée contre l'Etat, de l'application de la peine de mort par jugement du tribunal entré en vigueur et des autres cas prévus par la loi, le droit de toute personne à la vie est inviolable.

III. En qualité de châtiment exceptionnel, la peine de mort, jusqu'à son abolition complète, peut être établie par la loi uniquement pour les infractions particulièrement graves contre l'Etat ainsi que contre la vie et la santé de l'homme.

IV. A l'exception des cas prévus par la loi de légitime défense, d'extrême nécessité, de capture et de garde d'un criminel, de prévention de l'évasion d'un détenu d'un lieu de détention, de répression d'insurrection contre l'Etat ou de coup d'Etat, d'exécution d'un ordre donné par une personne habilitée en période d'état d'urgence et de siège, d'agression armée contre le pays, l'emploi d'armes contre l'homme est interdite.

Article 28. Le droit à la liberté

I. Chacun possède le droit à la liberté.

II. Le droit à la liberté ne peut être limité par voie de garde à vue, d'arrestation ou de privation de liberté que selon les modalités prévues par la loi.

III. Quiconque se trouve légalement sur le territoire de la République azerbaïdjanaise peut librement circuler, choisir son lieu de résidence et sortir hors des frontières de la République azerbaïdjanaise.

IV. Le citoyen de la République azerbaïdjanaise possède le droit à tout moment de rentrer sans entrave dans son pays.

Article 29. Le droit de propriété

I. Chacun possède le droit de propriété.

II. Aucun type de propriété ne possède de primauté. Le droit de propriété, y compris le droit de propriété privée, est protégé par la loi.

III. Des biens mobiliers et immobiliers peuvent être propriété de chacun. Le droit de propriété inclut le droit du propriétaire de posséder, de jouir et de disposer des biens individuellement ou conjointement avec d'autres.

IV. Nul en dehors d'une décision du tribunal ne peut être privé de sa propriété. La confiscation totale d'un bien est interdite. L'aliénation d'une propriété pour les besoins de l'Etat ou de la société ne peut être permise que sous condition d'une indemnisation juste et préalable de son coût.

V. L'Etat garantit le droit de succession.

Article 30. Le droit de propriété intellectuelle

I. Chacun possède le droit à la propriété intellectuelle.

II. Le droit d'auteur, le droit de brevet et les autres types de propriété intellectuelle sont protégés par l'Etat.

Article 31. Le droit de vivre en sécurité

I. Chacun possède le droit de vivre en sécurité.

II. Il est interdit, à l'exception des cas prévus par la loi, d'attenter à la vie d'une personne, à sa santé physique et spirituelle, à sa propriété, à son logement, d'utiliser la violence à son égard.

Article 32. Le droit à l'inviolabilité personnelle

I. Chacun possède le droit à l'inviolabilité personnelle.

II. Chacun possède le droit de conserver un secret personnel ou de famille. A l'exception des cas prévus par la loi, l'immixtion dans la vie privée est interdite.

III. La collecte, la conservation, l'utilisation et la diffusion d'informations relatives à la vie privée d'une personne sont interdites sans son accord.

IV. L'Etat garantit le droit de chacun à la conservation du secret de la correspondance, des entretiens téléphoniques, des communications postales, télégraphiques et des informations transmises par d'autres moyens de communication. Ce droit peut être limité, selon les modalités prévues par la loi, pour prévenir une infraction ou établir la vérité en période d'investigation d'une infraction.

Article 33. Le droit à l'inviolabilité du domicile

I. Chacun possède le droit à l'inviolabilité du domicile.

II. A l'exclusion des cas établis par la loi ou de l'exécution d'une décision judiciaire, nul ne peut pénétrer dans un domicile contre la volonté des personnes qui y vivent.

Article 34. Le droit au mariage

I. Chacun possède la droit de fonder une famille dès qu'il a atteint l'âge fixé par la loi.

II. Le mariage est conclu sur la base du consentement volontaire. Nul ne eut être contraint au mariage.

III. La famille et le mariage sont placées sous la tutelle de l'Etat. La maternité, la paternité et l'enfance sont protégées par la loi. L'Etat accorde une aide aux familles nombreuses.

IV. Les droits des époux sont égaux. L'entretien des enfants, leur éducation sont tant un devoir qu'une obligation pour les parents.

V. Le respect des parents, leur entretien est un devoir des enfants. Les enfants capables de travailler, âgés de plus de 18 ans, sont tenus d'entretenir leurs parents inaptes au travail.

Article 35. Le droit au travail

I. Le travail est le fondement du bien-être personnel et social.

II. Chacun possède le droit de choisir librement lui-même sur la base de ses aptitudes au travail son type d'activité, sa profession ou son emploi et son lieu de travail.

III. Nul ne peut être contraint au travail.

IV. Les contrats de travail sont conclus librement. Nul ne peu être contraint de conclure un contrat de travail.

V. Sur la base d'une décision judiciaire, des cas de mise au travail forcé sont permis, dans les conditions et les délais prévus par la loi; la mise au travail en liaison avec l'exécution des ordres de personnes habilitées en période de service militaire, la contrainte des citoyens à exécuter des travaux déterminés en période d'état d'urgence ou de siège sont permis

VI. Chacun possède le droit de travailler dans des conditions de sécurité et d'hygiène, de recevoir une rémunération pour son travail, sans quelque discrimination que ce soit qui ne soit pas inférieure au salaire minimum établi par l'Etat.

VII. Les chômeurs ont le droit de recevoir une aide sociale de l'Etat.

VIII. L'Etat utilise toutes ses possibilités pour éliminer le chômage.

Article 36. Le droit de grève

I. Chacun possède le droit de faire grève individuellement ou conjointement avec d'autres.

II. Le droit de grève des travailleurs liés par un contrat de travail ne peut être limité que dans les cas prévus par la loi. Les militaires et les civils servant dans les Forces armées et les autres formations armées de la République azerbaïdjanaise ne peuvent faire grève.

III. Les conflits individuels et collectifs du travail sont réglés selon les modalités établies par la loi.

Article 37. Le droit au repos

I. Chacun possède le droit au repos.

II. Sont garantis au travailleur ayant un contrat de travail une journée de travail quotidienne fixée par la loi, mais n'excédant pas 8 heures, des jours de repos et des jours fériés, l'attribution d'un congé payé d'au moins 21 jours au moins une fois dans l'année.

Article 38. Le droit à la protection sociale

I. Chacun possède le droit à la protection sociale.

II. Accorder une assistance à celui qui en a besoin est, en premier lieu, le devoir des membres de sa famille.

III. Chacun a le droit de recevoir une assistance sociale lorsqu'il atteint l'âge fixé par la loi, en cas de maladie, d'invalidité, de perte du soutien de famille, de perte de capacité de travail, de chômage et dans les autres cas prévus par la loi.

IV. Le montant minimal des pensions et des allocations sociales est établi par la loi.

V. L'Etat crée les possibilités de développer différentes activités de bienfaisance, d'assurance sociale volontaire et d'autres formes de protection sociale.

Article 39. Le droit de vivre dans un environnement sain

I. Chacun possède le droit de vivre dans les conditions d'un environnement sain.

II. Chacun possède le droit de recueillir les informations sur l'état véritable de l'environnement et d'obtenir réparation du préjudice causé à sa santé ou à ses biens en relation avec une infraction écologique.

Article 40. Le droit à la culture

I. Chacun possède le droit de participer à la vie culturelle, d'utiliser les établissements culturels et les valeurs culturelles.

II. Chacun doit se comporter avec respect à l'égard de l'héritage historique et culturel, et spirituel, en avoir soin, conserver les monuments de l'histoire et de la culture.

Article 41. Le droit à la protection de la santé

I. Chacun possède le droit à la protection de la santé et de recevoir une aide médicale.

II. L'Etat prend les mesures nécessaires pour développer tous les types de protection de la santé, fonctionnant sur la base de types différents de propriété garantit la prospérité sanitaire et épidémiologique, crée les possibilités pour différentes formes d'assurance médicale.

III. Les fonctionnaires ayant dissimulé les faits et les circonstances constituant un danger pour la vie et la santé des personnes encourent une responsabilité sur la base de la loi.

Article 42. Le droit à l'enseignement

I. Chaque citoyen possède le droit de recevoir un enseignement.

II. L'Etat garantit l'enseignement secondaire général obligatoire gratuit.

III. Le système de l'enseignement est contrôlé par l'Etat.

IV. L'Etat garantit la poursuite de l'enseignement aux personnes talentueuses indépendamment de leur situation matérielle.

V. L'Etat établit les normes minimales d'enseignement.

Article 43. Le droit au logement

I. Nul ne peut être privé illégalement de son logement.

II. L'Etat contribue à la construction de logements, prend des mesures spéciales pour la réalisation du droit au logement.

Article 44. Le droit à l'appartenance nationale

I. Chacun possède le droit de conserver son appartenance nationale;

II. Nul ne peut être contraint de modifier son appartenance nationale.

Article 45. Le droit d'utiliser la langue maternelle

I. Chacun possède le droit d'utiliser sa langue maternelle. Chacun possède le droit de recevoir l'éducation, l'enseignement et de s'occuper de création dans n'importe quelle langue selon son désir.

II. Nul ne peut être privé du droit d'utiliser sa langue maternelle.

Article 46. La protection de l'honneur et de la dignité

I. Chacun possède le droit de défendre son honneur et sa dignité.

II. La dignité de l'individu est protégée par l'Etat. Aucune circonstance ne peur servir de motif pour abaisser la dignité de l'individu.

III. Nul ne peut être soumis à la torture et à d'autres types de peines causant des souffrances, nul ne peut être soumis à des traitements ou peines dégradant la dignité humaine. Des expériences médicales, scientifiques et autres ne peuvent être effectuées sur quiconque sans son consentement.

Article 47. La liberté de la pensée et de la parole

I. Chacun possède le droit à la liberté de pensée et de parole.

II. Nul ne peut être contraint d'exprimer ses opinions et convictions ou de les renier.

III. Est interdite l'agitation ou la propagande incitant à la discorde et à la haine raciale, nationale religieuse et sociale.

Article 48. La liberté de conscience

I. Chacun possède la liberté de conscience.

II. Chacun possède le droit de déterminer librement son attitude à l'égard de la religion, de professer individuellement ou conjointement avec d'autres toute religion ou de n'en professer aucune, d'exprimer et de diffuser ses convictions liées à son attitude à l'égard de la religion.

III. L'exercice des rites religieux est libre s'il ne viole pas l'ordre social et n'est pas contraire à la moralité publique.

IV. La croyance ou les convictions religieuses ne peuvent justifier des infractions.

Article 49. La liberté de réunion

I. Chacun possède le droit de s'assembler librement.

II. Chacun a le droit, après avoir informé préalablement les organes d'Etat compétents, de se rassembler avec d'autres pacifiquement, sans armes, de tenir des réunions, meetings et manifestations, des marches et d'établir des piquets.

Article 50. La liberté de l'information

I. Chacun possède la liberté, par la voie légale, de rechercher, d'obtenir, de transmettre, de produire et de diffuser librement l'information.

II. La liberté de l'information de masse est garantie. La censure d'Etat dans les moyens d'information de masse, y compris dans la presse, est interdite.

Article 51. La liberté de création

I. Chacun possède la liberté de création.

II. L'Etat garantit le libre exercice de la création littéraire et artistique, scientifique et technique et des autres types de création.

Article 52. Le droit à la citoyenneté

La personne ayant avec la République azerbaïdjanaise un lien politique et juridique, ainsi que des droits et obligations mutuels, est citoyen de la République azerbaïdjanaise. La personne née sur le territoire de la République azerbaïdjanaise ou de citoyens de la République azerbaïdjanaise est citoyen de la République azerbaïdjanaise. La personne dont un des parents est citoyen de la République azerbaïdjanaise est citoyen de la République azerbaïdjanaise.

Article 53. La garantie du droit à la citoyenneté

I. Le citoyen de la République azerbaïdjanaise ne peut en aucune circonstance être privé de la citoyenneté de la République azerbaïdjanaise.

II. Le citoyen de la République azerbaïdjanaise ne peut en aucune circonstance être expulsé de la République azerbaïdjanaise ni extradé dans un Etat étranger.

III. La République azerbaïdjanaise garantit la protection juridique et accorde l'assistance aux citoyens de la République azerbaïdjanaise résidant temporairement ou en permanence hors de ses frontières.

Article 54. Le droit de participer à la vie politique de la société et de l'Etat

I. Les citoyens de la République azerbaïdjanaise possèdent le droit de participer sans entrave à la vie politique de la société et de l'Etat.

II. Opposer de sa propre initiative une résistance à une rébellion contre l'Etat ou à un coup d'Etat est le droit de chaque citoyen de la République azerbaïdjanaise.

Article 55. Le droit de participer à l'administration de l'Etat

I. Les citoyens de la République azerbaïdjanaise possèdent le droit de participer à l'administration de l'Etat. ils peuvent exercer ce droit directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants.

II. Les citoyens de la République azerbaïdjanaise ont le droit de servir dans les organes de l'Etat. Les fonctionnaires des organes d'Etat sont nommés parmi les citoyens de la République azerbaïdjanaise. Les étrangers et les apatrides peuvent être admis dans la fonction publique selon les modalités établies par la loi.

Article 56. Le droit de vote

I. Les citoyens de la République azerbaïdjanaise possèdent le droit d'élire et d'être élus dans les organes d'Etat ainsi que de participer au référendum.

II. Ne possèdent pas le droit de participer aux élections ainsi que de participer au référendum les citoyens dont l'incapacité a été établie par décision du tribunal.

III. Le droit de participer aux élections des militaires, des juges, des fonctionnaires, des serviteurs du culte, des personnes privées de liberté par jugement du tribunal entré en vigueur et des autres personnes mentionnées dans la présente Constitution et la loi peut être limité.

Article 57. Le droit de recours

I. Les citoyens de la République azerbaïdjanaise possèdent le droit de s'adresser personnellement aux organes d'Etat, ainsi que de leur présenter des requêtes écrites individuelles et collectives. Une réponse doit être donnée à chaque requête selon les modalités et dans les délais établis par la loi.

II. Les citoyens de la République azerbaïdjanaise possèdent le droit de critiquer le fonctionnement ou l'activité des organes d'Etat, de leurs fonctionnaires, des partis politiques, des syndicats, des autres associations, ainsi que l'activité ou le travail de citoyens particuliers. La poursuite pour critique est interdite. Les insultes ou les calomnies ne peuvent être considérées comme une critique.

Article 58. Le droit d'association

I. Chacun possède le droit de s'associer librement avec d'autres.

II. Chacun possède le droit de créer n'importe quelle association, y compris parti politique, syndicat et autre association, ou d'adhérer à une association existant déjà. La libre activité de toutes les associations est garantie.

III. Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association quelconque ou d'en rester membre.

IV. Les associations ayant pour but de renverser par la violence le pouvoir d'Etat légal sur tout ou partie du territoire de la République azerbaïdjanaise sont interdites. Il ne peut être mis fin que par une procédure judiciaire à l'activité des associations violant la Constitution et les lois.

Article 59. Le droit à la liberté d'entreprise

Chacun peut exercer une activité d'entreprise ou un autre type d'activité économique non interdite par la loi en utilisant, selon les modalités établies par la loi, ses possibilités, capacités et biens, individuellement ou conjointement avec d'autres,.

Article 60. La garantie judiciaire des droits et des libertés

I. La protection judiciaire des droits et libertés de chacun est garantie.

II. Chacun peut intenter un recours au tribunal contre les décisions et les actes (ou inactions) des organes d'Etat, des partis politiques, des syndicats, des autres associations et des fonctionnaires.

Article 61. Le droit de recevoir une aide juridique

I. Chacun possède le droit de recevoir une aide juridique qualifiée.

II. Dans les cas prévus par la loi, l'aide juridique est accordée gratuitement, au compte de l'Etat.

III. Chaque personne, dès le moment de la garde à vue, de l'arrestation, de l'inculpation de la part des organes d'Etat compétents pour commission d'une infraction, a le droit de recourir à l'assistance d'un défenseur.

Article 62. L'inadmissibilité de la modification de la compétence judiciaire

Chacun possède le droit à l'examen de sa cause par le tribunal établi par la loi.
L'examen par un autre tribunal de la cause d'une personne sans son consentent est interdit.

Article 63. La présomption d'innocence

I. Chacun a le droit à la présomption d'innocence.

II. Toute personne accusée d'avoir commis une infraction est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie selon la procédure fixée par la loi et qu'il n'y a pas à son encontre de jugement d'un tribunal ayant acquise force de chose jugée.

III. La personne accusée d'avoir commis une infraction n'est pas tenue de prouver son innocence.

IV. Les preuves obtenues en violation de la loi ne peuvent être utilisées pour l'exercice de la justice.

V. Nul ne peut, sans jugement d'un tribunal, être considéré coupable d'avoir commis une infraction.

Article 64. L'inadmissibilité d'un second jugement pour une seule et même infraction

Nul ne peut être condamné une seconde fois pour une seule et même infraction.

Article 65. Le droit de faire appel

Toute personne condamnée par un tribunal a le droit, selon la procédure établie par la loi, de s'adresser au tribunal supérieur en vue de faire réviser le jugement prononcé à son encontre, ainsi que de solliciter la grâce et une réduction de peine.

Article 66. L'inadmissibilité de l'obligation de témoigner contre des parents

Nul ne peut être contraint de témoigner contre soi-même, sa femme (son mari), ses enfants, ses parents, ses frères et soeurs. La liste complète des parents contre lesquels la présentation d'un témoignage n'est pas obligatoire est déterminée par la loi.

Article 67. Les droits des personnes gardées à vue, arrêtées et accusées d'avoir commis une infraction

A toute personne gardée à vue, arrêtée ou accusée d'avoir commis une infraction, les services compétents doivent immédiatement expliquer ses droits et les motifs de sa garde à vue, de son arrestation ainsi que de son inculpation.

Article 68. Le droit d'exiger réparation du préjudice

I. Les droits des personnes victimes d'infractions ainsi que d'abus de pouvoir sont protégés par l'Etat. La victime possède le droit de participer à l'instance judiciaire et d'exiger la réparation du préjudice qui lui a été causé.

II. Chacun possède le droit à la réparation par l'Etat du préjudice causé en résultat d'actes illégaux ou d'inactions des organes d'Etat ou de leurs fonctionnaires.

Article 69. Les droits des étrangers et des apatrides

I. Les étrangers et les apatrides se trouvant en République azerbaïdjanaise peuvent jouir de tous leurs droits et doivent exécuter toutes les obligations à égalité avec les citoyens de la République azerbaïdjanaise, si la loi ou un traité international auquel la République azerbaïdjanaise est partie n'en a disposé autrement.

II. Les droits et libertés des étrangers et des apatrides résidant en permanence ou temporairement sur le territoire de la République azerbaïdjanaise ne peuvent être limités que conformément aux normes du droit international et aux lois de la République azerbaïdjanaise.

Article 70. Le droit à l'asile politique

I. Conformément aux normes du droit international universellement reconnues la République azerbaïdjanaise accorde l'asile politique aux étrangers et aux apatrides.

II. L'extradition en faveur d'autres Etats de personnes poursuivies pour leurs convictions politiques ainsi que pour des actes non considérés comme infraction en République azerbaïdjanaise est interdite.

Article 71. La protection des droits et des libertés de l'homme et du citoyen

I. Le respect et la protection des droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Constitution sont le devoir des organes des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

II. Nul ne peut limiter et suspendre l'exercice des droits et libertés de l'homme et du citoyen.

III. L'exercice des droits et libertés de l'homme et du citoyen peut être limité ou suspendu partiellement et temporairement uniquement en cas de déclaration de guerre, de l'état de siège ou d'urgence, ainsi que de la mobilisation, en tenant compte des obligations internationales de la République azerbaïdjanaise. La population est informée préalablement des droits et libertés dont l'exercice est limité ou suspendu.

IV. Nul ne peut être contraint dans aucune circonstance de dévoiler ses convictions religieuses et autres, ses pensées et être poursuivi pour elles.

V. Aucune disposition de la Constitution ne peut être interprétée comme une disposition visant à supprimer des droits et libertés de l'homme et du citoyen.

VI. Sur le territoire de la République azerbaïdjanaise les droits et libertés de l'homme et du citoyen ont un effet direct.

VII. Les litiges liés à la violation des droits et libertés de l'homme et du citoyen sont réglés par les tribunaux.

VIII. Nul ne peut être responsable d'un acte qui, au moment de sa commission, n'était pas considéré comme une infraction. Si, après la commission de l'infraction, la responsabilité pour cet acte a été supprimée ou atténuée par une nouvelle loi, celle-ci s'applique.

Chapitre IV. Obligations fondamentales des citoyens

Article 72. Les fondements des obligations du citoyen

I. Chacun est tenu devant l'Etat et la société par les obligations découlant directement de ses droits et libertés.

II. Chacun doit respecter la Constitution et les lois de la République azerbaïdjanaise, respecter les droits et les libertés des autres personnes, exécuter les autres obligations établies par la loi.

III. L'ignorance de la loi n'exonère pas de la responsabilité.

Article 73. Les impôts et les autres taxes d'Etat

I. Le devoir de chacun est de payer intégralement et en temps opportun les impôts et les autres taxes d'Etat établis par la loi.

II. Nul ne peut être contraint de payer les impôts et les autres taxes d'Etat en l'absence de fondement prévu par la loi et au delà du montant mentionné dans la loi.

Article 74. La fidélité à la Patrie

I. La fidélité à la Patrie est sacrée.

II. Les personnes travaillant dans les organes du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire par voie d'élection ou de nomination sont responsables de l'exécution précise et honnête de leurs obligations et prêtent serment dans les cas établis par la loi.

III. La personne travaillant dans les organes du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire par voie d'élection ou de nomination, qui a prêté serment de fidélité à la Constitution de la République azerbaïdjanaise, est considérée comme ayant quitté cette fonction et ne peut plus l'occuper à l'avenir si elle est accusée de crime contre l'Etat, y compris d'insurrection contre l'Etat et de coup d'Etat et condamnée sur la base de cette accusation.

Article 75. Le respect des symboles d'Etat

Chaque citoyen doit respecter les symboles d'Etat de la République azerbaïdjanaise : ses Drapeau, Armes et Hymne.

Article 76. La défense de la Patrie

I. La défense de la Patrie est le devoir de chaque citoyen. Les citoyens le accomplissent le service militaire selon les modalités établies par la loi.

II. Si les convictions du citoyen sont opposées à l'accomplissement du service militaire, le remplacement du service militaire actif par un service militaire alternatif est permis dans les cas établis par la législation.

Article 77. La protection des monuments de l'histoire et de la culture

La protection des monuments de l'histoire et de la culture est le devoir de chacun.

Article 78. La protection de l'environnement

La protection de l'environnement est le devoir de chacun.

Article 79. L'inadmissibilité de l'exécution d'obligations contraires à la loi

Nul ne peut être contraint d'exécuter des obligations contraires à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise.

Article 80. La responsabilité

La violation de la présente Constitution et des lois de la République azerbaïdjanaise, y compris l'abus des droits et libertés et l'inexécution des obligations prévues par la Constitution et les lois de la République azerbaïdjanaise, entraîne la responsabilité prévue par la loi.

Titre trois. Le pouvoir d'Etat

Chapitre V. Le pouvoir législatif

Article 81. L'exercice du pouvoir législatif

Le pouvoir législatif en République azerbaïdjanaise est exercé par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

Article 82. La composition du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est composé de 125 députés.

Article 83. Les bases de l'élection des députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

Les députés du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise sont élus sur l a base de systèmes électoraux majoritaires et proportionnels et du suffrage universel, égal et direct, par la voie du scrutin libre, secret et personnel.

Article 84. La durée du mandat du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. La durée du mandat de la législature du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est de 5 ans.

II. L'élection de la législature du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise a lieu tous les 5 ans le premier dimanche de novembre.

III. La durée du mandat des députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est limitée à la durée du mandat du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

IV. Si une nouvelle élection a lieu pour pourvoir à un siège vacant de député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, la durée du mandat du nouveau député élu est limitée à la durée restant à couvrir du mandat du député remplacé.

Article 85. Les exigences à l'égard des candidats à la députation au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. Tout citoyen de la République azerbaïdjanaise qui a atteint l'âge de 25 ans peut être élu selon la procédure établie par la loi député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

II. Ne peuvent être élus députés les personnes ayant une double citoyenneté, ayant des obligations à l'égard d'autres Etats, travaillant dans le système du pouvoir exécutif ou judiciaire, exerçant une autre activité rémunérée, a l'exception d'une activité scientifique, artistique et pédagogique, les serviteurs du culte, les personnes dont l'incapacité a été attestée par le tribunal, condamnées pour des infractions graves, purgeant une peine dans les lieux de privation de liberté par un jugement du tribunal entré en vigueur.

Article 86. La vérification et la validation des résultats de l'élection

La régularité des résultats des élections est vérifiée et validée par la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise selon la procédure établie par la loi.

Article 87. L'achèvement du mandat des députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. Le mandat des députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise prend fin le jour de la première séance de la nouvelle législature du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

II. L'élection aux sièges vacants au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise n'a pas lieu s'il reste moins de 120 jours avant l'expiration du mandat du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

III. Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise peut délibérer après la validation des mandats de 83 de ses députés.

Article 88. Les sessions du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise se réunit chaque année en deux sessions ordinaires.

La session de printemps commence le 1er février et se poursuit jusqu'au 31 mai.

La session d'automne commence le 30 septembre et se poursuit jusqu'au 30 décembre.

Si le 1er février et le 30 septembre tombent un jour férié, la session commence le premier jour ouvrable suivant.

La première séance du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est convoquée au plus tard une semaine à compter du jour de la validation des mandats de 83 députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

Si, après l'élection du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, les mandats de 83 de ses députés ne sont pas validés avant le 1er février, la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise fixe la date de la première séance du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

II. Les sessions extraordinaires du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise sont convoquées par le président du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise à la demande du Président de la République azerbaïdjanaise ou de 42 députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

III. L'ordre du jour de la session extraordinaire est fixé respectivement par ceux qui en demandent la convocation. La session extraordinaire s'achève après l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

Article 89. La privation du mandat de député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise et la cessation du mandat de député

I. Le député du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est privé de son mandat dans les cas suivants :

1) par la révélation d'un décompte irrégulier des voix au moment de l'élection ;

2) par la perte de la citoyenneté de la République azerbaïdjanaise ou l'acquisition de la citoyenneté d'un autre Etat ;

3) par la commission d'une infraction et l'existence d'un jugement du tribunal entré en vigueur ;

4) par l'occupation d'une fonction dans les organes d'Etat, en devenant serviteur du culte, par l'exercice d'une activité d'entrepreneur, commerciale ou d'une autre activité rémunérée (à l'exception d'une activité scientifique, pédagogique et artistique) ;

5) par la démission pour convenance personnelle ;

6) par la suppression du parti auquel il appartient.

La décision relative à la privation du mandat de député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est prise selon la procédure établie par la loi.

II. En cas d'incapacité permanente des députés du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise d'exercer leur mandat, et dans les autres cas prévus par la loi, leurs mandats sont considérés comme ayant cessé. La procédure d'adoption d'une telle décision est établie par la loi.

Article 90. L'inviolabilité du député

I. La personne du député du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est inviolable pendant la durée de son mandat. En dehors des cas d'arrestation en flagrant délit, le député du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, pendant la durée de son mandat, ne peut être poursuivi, arrêté, des sanctions administratives dans l'ordre judiciaire ne peuvent lui être infligées, il ne peut faire l'objet de perquisition et de fouille. Le député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise peut être gardé à vue s'il est arrêté sur le lieu de l'infraction. Dans ce cas, le service détenant le député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise est tenu d'en informer immédiatement le Procureur général de la République azerbaïdjanaise.

II. L'inviolabilité du député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ne peut être levée que par décision du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise sur la base d'un demande du Procureur général de la République azerbaïdjanaise.

Article 91. L'interdiction d'engager des poursuites contre le député au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

Les députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ne peuvent être poursuivis pour leur activité au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, leurs votes au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise et les pensées exprimées au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise. Aucune explication et témoignage liés à ces circonstances ne peut être exigé d'eux sans leur consentement.

Article 92. L'organisation de l'activité du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise fixe les modalités de son activité, y compris élit son président et ses vice-présidents, organise des commissions permanentes et autres commissions, crée une Chambre des comptes.

Article 93. Les actes du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, dans les questions relevant de sa compétence, adopte des lois constitutionnelles, des lois et des résolutions.

II. Les lois constitutionnelles, lois et résolutions sont adoptées par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise selon la procédure établie par la présente Constitution.

III. Les députés du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise exercent personnellement le droit de vote.

IV. Les lois et les résolutions du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ne peuvent prévoir la fixation de missions concrètes aux organes du pouvoir exécutif et aux tribunaux.

Article 94. Les règles générales établies par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise établit des règles générales sur les questions suivantes :

1) l'exercice des droits et des libertés de l'homme et du citoyen consacrés dans la présente Constitution, les garanties par l'Etat de ces droits et libertés ;

2) l'élection du Président de la République azerbaïdjanaise ;

3) l'élection du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise et le statut des députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ;

4) le référendum ;

5) l'organisation judiciaire et le statut des juges ; la Prokuratura ; le barreau et le notariat ;

6) la procédure judiciaire, l'exécution des décisions judiciaires ;

7) l'élection des municipalités et le statut des municipalités ;

8) le régime de l'état d'urgence ; le régime de l'état de siège;

9) les distinctions officielles ;

10) le statut des personnes physiques et morales ;

11) les objets du droit civil ;

12) les marchés, les contrats de droit civil, la représentation et la succession ;

13) le droit de propriété, y compris le régime juridique de la propriété d'Etat, privée et municipale, le droit de la propriété intellectuelle ; les autres droits patrimoniaux ; le droit des obligations ;

14) les relations familiales, y compris la tutelle et la curatelle ;

15) les fondements de l'activité financière, les impôts, droits et taxes ;

16) les relations de travail et la protection sociale ;

17) la définition des crimes et des autres infractions ; l'établissement de la responsabilité pour leur commission ;

18) la défense et le service militaire ;

19) la fonction publique ;

20) les fondements de la sécurité ;

21) l'organisation territoriale, le régime de la frontière d'Etat ;

22) la ratification et la dénonciation des traités internationaux ;

23) les télécommunications et le transport ;

24) les statistiques, la métrologie et la normalisation ;

25) les douanes ;

26) le commerce et l'activité boursière ;

27) les banques, la comptabilité, les assurances.

II. Les lois sont adoptées à la majorité de 83 voix sur les questions mentionnées aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article, à la majorité de 63 voix sur les autres questions.

III. Le paragraphe premier du présent article peut être complété par une loi constitutionnelle.

Article 95. Les questions réglées par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

I. Le règlement des questions suivantes relève de la compétence du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise :

1) l'organisation de l'activité du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ;

2) l'instauration, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, des représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise ;

3) les divisions administratives territoriales ;

4) la ratification et la dénonciation des traités internationaux ;

5) l'approbation, sur la base d'une proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, du budget de la République azerbaïdjanaise et le contrôle de son exécution ;

6) l'amnistie ;

7) l'approbation, sur la base d'une proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, de la doctrine militaire de la République azerbaïdjanaise ;

8) la ratification, dans les cas prévus par la présente Constitution, des décrets du Président de la République azerbaïdjanaise ;

9) l'accord, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, pour la nomination du Premier ministre de la République azerbaïdjanaise ;

10) la nomination, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, des juges à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, à la Cour suprême de la République

azerbaïdjanaise et à la Cour économique de la République azerbaïdjanaise ;

11) l'accord, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, pour la nomination et la cessation de fonctions du Procureur général de la République azerbaïdjanaise ;

12) la destitution, dans le cadre de la procédure d'impeachment, du Président de la République azerbaïdjanaise, sur la base des propositions de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise ;

13) la destitution des juges, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise ;

14) le vote sur la question de confiance à l'égard du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ;

15) la nomination et la cessation de fonctions, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, des membres de la Direction de la Banque nationale de la République azerbaïdjanaise;

16) l'accord, sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise, pour confier aux Forces armées de la République azerbaïdjanaise l'exercice des missions non liées à leur destination principale ;

17) l'autorisation, sur la base d'une demande du Président de la République azerbaïdjanaise, de déclarer la guerre et de conclure la paix ;

18) l'organisation du référendum ;

19) la création d'une Chambre d'audit.

II. Si la présente Constitution n'en a disposé autrement, sur les questions mentionnées aux alinéas 1 à 5 du présent article des lois sont adoptées à la majorité de 83 voix, sur les autres questions, des résolutions sont adoptées selon la même procédure.

III. Des résolutions sont également adoptées sur les autres questions attribuées par la présente Constitution à la compétence du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

IV. Le paragraphe premier du présent article peut être complété par une loi constitutionnelle.

Article 96. Le droit d'initiative législative

I. Le droit d'initiative législative au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise (droit de présenter au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise des projets de lois et d'autres questions) appartient aux députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, au Président de la République azerbaïdjanaise, à la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise et à l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan.

II. Les projets de lois ou les projets de résolutions présentés à la discussion du Milli Medjlis de

la République azerbaïdjanaise à titre d'initiative législative du Président de la République azerbaïdjanaise, de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise ou l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan sont mis en discussion et mis aux voix tels quels.

III. Les amendements à ces projets de lois ou projets de résolution sont apportés avec l'accord de l'organe exerçant le droit d'initiative législative.

IV. Les projets de lois ou projets de résolution présentés au titre de l'initiative législative par le Président de la République azerbaïdjanaise, la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise ou l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan sont mis aux voix au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise dans le délai de deux mois.

V. Après déclaration de l'urgence du projet par le Président de la République azerbaïdjanaise, la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise ou l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan, ce délai est de 20 jours.

Article 97. Le délai de présentation des lois à la signature

I. Les lois sont présentées au Président de la République azerbaïdjanaise pour signature dans les 14 jours qui suivent leur adoption.

II. Le projet de loi, déclaré urgent, est présenté au Président de la République azerbaïdjanaise pour signature dans les 24 heures qui suit son adoption.

Article 98. L'entrée en vigueur des actes du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise

Si une autre modalité n'est pas prévue dans la loi ou la résolution même du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, la loi et la résolution entrent en vigueur à compter du jour de leur publication.

Chapitre VI. Le pouvoir exécutif

Article 99. Le titulaire du pouvoir exécutif

En République azerbaïdjanaise, le pouvoir exécutif appartient au Président de la République azerbaïdjanaise.

Article 100. Les exigences à l'égard du candidat à la Présidence de la République azerbaïdjanaise

Peut être élu Président de la République azerbaïdjanaise tout citoyen de la République azerbaïdjanaise, ayant au moins 35 ans, résidant de façon permanente sur le territoire de la République azerbaïdjanaise depuis plus de 10 ans, possédant le droit de vote, et également non condamné pour crime grave, n'ayant pas d'obligations à l'égard d'autres Etats, ayant une instruction supérieure et n'ayant pas la double citoyenneté de la République azerbaïdjanaise.

Article 101. Les bases de l'élection du Président de la République azerbaïdjanaise

I. Le Président de la République azerbaïdjanaise est élu pour un mandat de 5 ans, au suffrage universel, égal et direct, au scrutin libre, personnel et secret.

II. Le Président de la République azerbaïdjanaise est élu à la majorité des deux tiers des électeurs participants au scrutin.

III. Si cette majorité n'est pas atteinte au premier tour du scrutin, le second tour est tenu le second dimanche après le premier tour de scrutin. Ne participent au second tour que les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, ou les deux candidats venant après les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et ayant retiré leur candidature.

IV. Le candidat ayant obtenu au second tour la majorité simple des voix est considéré élu Président de la République azerbaïdjanaise.

V. Nul ne peut être élu Président de la République azerbaïdjanaise successivement plus de deux fois.

V. La procédure d'application du présent article est établie par la loi.

Article 102. Les résultats de l'élection du Président de la République azerbaïdjanaise

Les résultats de l'élection du Président de la République azerbaïdjanaise sont proclamés officiellement par la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise dans le délai de 7 jours après le jour du scrutin.

Article 103. Le serment de la personne élue Président de la République azerbaïdjanaise

I. La personne élue Président de la République azerbaïdjanaise, dans le délai de 3 jours à compter de la proclamation des résultats de l'élection du Président de la République azerbaïdjanaise, avec la participation des juges à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, prononce le serment suivant : " En exerçant les attributions de Président de la République azerbaïdjanaise, je jure de respecter la Constitution de la République azerbaïdjanaise, de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Etat, de servir dignement le peuple ".

II. Le Président de la République azerbaïdjanaise est considéré comme entré en fonction à compter du jour de la prestation de serment.

Article 104. L'incapacité permanente du Président de la République azerbaïdjanaise à exercer ses fonctions

I. Le Président est considéré comme ayant cessé son mandat de façon anticipée, en cas de démission, de perte totale, pour raisons de santé, de la capacité d'exercer ses attributions, de destitution dans les cas et selon la procédure prévus par la présente Constitution.

II. En cas de démission du Président de la République azerbaïdjanaise, sa déclaration de démission est présentée à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, après avoir attesté que le Président de la République azerbaïdjanaise a présenté personnellement une déclaration de démission, prend la décision d'accepter la démission du Président de la République azerbaïdjanaise. Dès ce moment, le Président est considéré comme ayant cessé ses fonctions en raison de sa démission.

III. Après présentation d'une information sur la perte totale par le Président de la République azerbaïdjanaise, pour raisons de santé, de la capacité de remplir ses obligations, le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise s'adresse à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise pour éclaircir ce fait. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise prend une décision sur cette question à la majorité de 6 voix. Si la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise ne confirme ce fait, la question est considérée comme close.

Article 105. L'exercice des attributions du Président de la République azerbaïdjanaise en cas de cessation de fonctions

I. En cas de cessation anticipée des fonctions de Président de la République azerbaïdjanaise, l'élection extraordinaire du nouveau Président de la République azerbaïdjanaise a lieu dans le délai de trois mois. Dans ce cas, jusqu'à l'élection du nouveau Président de la République azerbaïdjanaise, les attributions du Président sont exercées par le président du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

II. Si pendant cette période, le président du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise - Président de la République azerbaïdjanaise par intérim démissionne, perd totalement pour raisons de santé la capacité d'exercer ses attributions, les attributions de Président de la République azerbaïdjanaise sont exercées par le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise.

III. En cas d'impossibilité pour le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise d'exercer les obligations de Président de la République azerbaïdjanaise, pour les raisons mentionnées au second paragraphe du présent article, le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise prend une résolution relative à l'exercice des attributions de Président de la République azerbaïdjanaise par une autre autorité.

Article 106. L'inviolabilité du Président de la République azerbaïdjanaise

Le Président de la République azerbaïdjanaise bénéficie de l'inviolabilité. L'honneur et la dignité du Président de la République azerbaïdjanaise sont protégés par la loi.

Article 107. La destitution du Président de la République azerbaïdjanaise

I. La question de la destitution du Président de la République azerbaïdjanaise pour commission d'un crime grave peut être soumise au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise à l'initiative de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, sur la base de conclusions de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise présentées dans les 30 jours.

II. Le Président de la République azerbaïdjanaise peut être destitué par une résolution du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise prise à la majorité de 95 voix de députés. Cette résolution est signée par le Président de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise. Si dans le délai d'une semaine la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise ne se prononce pas pour la signature de cette résolution, celle-ci n'entre pas en vigueur.

III. La résolution sur la destitution du Président de la République azerbaïdjanaise doit être prise dans le délai de deux mois à compter de la demande de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise. Si, pendant ce délai, la résolution mentionnée n'est pas adoptée, l'accusation formulée contre le Président de la République azerbaïdjanaise est considérée comme rejetée.

Article 108. La subsistance du Président de la République azerbaïdjanaise

Le Président de la République azerbaïdjanaise et sa famille sont pris en charge par l'Etat. La sécurité du Président de la République azerbaïdjanaise et de sa famille est assurée par des services spéciaux de protection.

Article 109. Les attributions du Président de la République azerbaïdjanaise

Le Président de la République azerbaïdjanaise :

1) fixe la date des élections au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ;

2) présente à l'approbation du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise le budget d'Etat de la République azerbaïdjanaise ;

3) approuve les programmes économiques et sociaux d'Etat ;

4) en accord avec le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, nomme le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise et met fin à ses fonctions ;

5) nomme les membres du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise et met fin à leurs fonctions ; préside dans les cas nécessaires les séances du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ;

6) prend la décision relative à la démission du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ;

7) crée les organes centraux et locaux du pouvoir exécutif dans la limite des crédits prévus pour le pouvoir exécutif par le budget d'Etat de la République azerbaïdjanaise ;

8) annule les arrêtés et ordonnances du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan, les actes des organes centraux et locaux du pouvoir exécutif ;

9) présente des propositions au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise pour la nomination aux fonctions de juges à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, à la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise et à la Cour économique de la République azerbaïdjanaise ; nomme les juges des autres tribunaux de la République azerbaïdjanaise ; en accord avec le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise nomme le Procureur général de la République azerbaïdjanaise et met fin à ses fonctions ;

10) présente les propositions au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise pour la nomination et la cessation de fonctions des membres de la Direction de la Banque nationale de la République azerbaïdjanaise ;

11) présente à l'approbation du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise la doctrine militaire de la République azerbaïdjanaise ;

12) nomme le haut commandement des Forces armées de la République azerbaïdjanaise et met fin à ses fonctions ;

13) forme l'appareil exécutif du Président de la République azerbaïdjanaise et nomme ses dirigeants ;

14) nomme les représentants plénipotentiaires du Président de la République azerbaïdjanaise et met fin à leurs fonctions ;

15) présente au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise la proposition relative à l'établissement des représentations diplomatiques de la République azerbaïdjanaise dans les Etats étrangers et auprès des organisations internationales, nomme et rappelle les représentants diplomatiques de la République azerbaïdjanaise dans les Etats étrangers et auprès des organisations internationales;

16) reçoit les lettres de créances et de rappel des représentants diplomatiques des Etats étrangers ;

17) conclut les accords internationaux et intergouvernementaux, présente pour ratification et dénonciation les traités internationaux au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, signe les décrets de ratification des traités internationaux ;

18) décide du référendum ;

19) signe et publie les lois ;

20) règle les questions de citoyenneté ;

21) règle les questions d'octroi de l'asile politique ;

22) exerce la grâce ;

23) décerne les distinctions officielles ;

24) attribue les titres militaires supérieurs et les titres supérieurs spéciaux ;

25) déclare la mobilisation générale ou partielle, ainsi que la démobilisation ;

26) prend la décision d'appeler les citoyens de la République azerbaïdjanaise au service militaire et de les verser dans la réserve à la fin du service militaire ;

27) crée le Conseil de sécurité de la République azerbaïdjanaise ;

28) présente la proposition au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise de donner son accord pour confier aux Forces armées de la République azerbaïdjanaise l'exercice de missions non liées à leur destination principale ;

29) déclare l'état d'urgence et l'état de siège ;

30) avec l'accord du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, déclare la guerre et conclut la paix ;

31) crée des services spéciaux de protection, dans la limite des crédits prévus à cette fin par le budget d'Etat de la République azerbaïdjanaise ;

32) dans l'ordre administratif, règle les autres questions non attribuées par la présente Constitution à la compétence du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise et aux organes judiciaires de la République azerbaïdjanaise.

Article 110. La signature des lois

I. Le Président de la République azerbaïdjanaise signe les lois dans le délai de 56 jours à compter de leur transmission. Si la loi soulève des objections de la part du Président de la République azerbaïdjanaise, celui-ci, sans signer la loi, la renvoie dans le délai mentionné au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise avec ses objections.

II. SI le Président de la République azerbaïdjanaise ne signe pas les lois constitutionnelles, elles n'entrent pas en vigueur. Si le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise adopte lors d'un nouveau scrutin à la majorité de 95 voix les lois précédemment adoptées à la majorité de 83 voix et à la majorité de 83 voix les lois précédemment adoptées à la majorité de 63 voix, ces lois entrent en vigueur après ce second scrutin.

Article 111. La déclaration de l'état de siège

En cas d'occupation effective d'une partie du territoire de la République azerbaïdjanaise, de déclaration par un Etat étranger ou par des Etats étrangers de la guerre contre la République azerbaïdjanaise, de l'apparition d'un danger réel d'agression armée contre la République azerbaïdjanaise,

de blocus du territoire de la République azerbaïdjanaise, ainsi qu'en cas d'existence de menace réelle d'un tel blocus, le Président de la République azerbaïdjanaise déclare sur tout ou partie du territoire de la République azerbaïdjanaise l'état de siège et, dans les 24 heures, présente à la ratification du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise le décret qu'il a adopté.

Article 112. L'application de l'état d'urgence

En cas de calamités naturelles, d'épidémies, d'épizooties, de grandes catastrophes écologiques et autres, ainsi que de commission d'actes visant à violer l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise, d'insurrection contre l'Etat ou de coup d'Etat, de désordres de masse accompagnés de violence, d'apparition d'autres conflits et créant une menace pour la vie et la sécurité des citoyens ou pour le fonctionnement normal des institutions d'Etat, le Président de la République azerbaïdjanaise déclare l'état d'urgence dans des localités déterminées de la République azerbaïdjanaise et dans les 24 heures présente à la ratification du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise le décret qu'il a pris.

Article 113. Les actes du Président de la République azerbaïdjanaise

I. Le Président de la République azerbaïdjanaise prend, pour l'établissement de règles générales, des décrets et, sur les autres questions, des ordonnances.

II. Si une autre modalité n'est pas prévue dans les décrets et ordonnances Président de la République azerbaïdjanaise, ceux-ci entre en vigueur à compter du jour de leur publication.

Article 114. Le statut du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

I. En vue d'organiser l'exercice des attributions exécutives, le Président de la République azerbaïdjanaise crée le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise.

II. Le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise est l'organe supérieur du pouvoir exécutif du Président de la République azerbaïdjanaise

III. Le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise est subordonné au Président de la République azerbaïdjanaise et lui rend compte.

IV. Le mode de fonctionnement du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise est fixé par le Président de la République azerbaïdjanaise.

Article 115. La composition du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

Le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise est composé du Premier ministre de la République azerbaïdjanaise, des vice-premiers ministres, des ministres et des dirigeants des autres organes centraux du pouvoir exécutif.

Article 116. La démission du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

Le jour de l'entrée en fonctions du nouveau Président de la République azerbaïdjanaise élu et du début de l'exercice de ses attributions, le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise démissionne.

Article 117. Les séances du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

Le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise préside, en règle générale, les séances du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise.

Article 118. La procédure de nomination du premier ministre de la République azerbaïdjanaise

I. Le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise est nommé par le Président de la République azerbaïdjanaise avec l'accord du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

II. La proposition relative à la candidature au poste de Premier ministre de la République azerbaïdjanaise est présentée au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise par le Président de la République azerbaïdjanaise un mois au plus tard à compter du début de l'exercice de ses attributions ou deux semaines au plus tard après la démission du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise.

III. Le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise donne son accord sur la candidature au poste de Premier ministre de la République azerbaïdjanaise au plus tard une semaine à compter du jour de la présentation de cette candidature. Si cette procédure n'est pas respectée ou si, trois fois consécutives, l'accord pour la nomination à la fonction de Premier ministre de la République azerbaïdjanaise n'est pas donné sur les candidatures présentées par le Président de la République azerbaïdjanaise, le Président de la République azerbaïdjanaise peut nommer le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise sans l'accord du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

Article 119. Les attributions du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

Le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise :

- établit le projet de budget d'Etat de la République azerbaïdjanaise et le présente au Président de la République azerbaïdjanaise ;
- assure l'exécution du budget d'Etat de la République azerbaïdjanaise ;
- assure la mise en oeuvre de la politique financière, du crédit et monétaire ;
- assure la mise en oeuvre des programmes économiques d'Etat ;
- assure la mise en oeuvre des programmes sociaux d'Etat ;
- dirige les ministères et les autres organes centraux du pouvoir exécutif, annule leurs actes ;
- règle les autres questions attribuées par le Président de la République azerbaïdjanaise à sa compétence.

Article 120. Les actes du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

I. Le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise adopte pour l'établissement de règles générales des arrêtés, sur les autres questions des ordonnances.

II. Si une autre modalité n'est pas prévue dans les arrêtés et ordonnances du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, ceux-ci entre en vigueur au jour de leur publication.

Article 121. Les exigences à l'égard des candidats aux fonctions de membres du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

I. Est nommé à la fonction de Premier ministre de la République azerbaïdjanaise un citoyen de la République azerbaïdjanaise, âgé d'au moins 30 ans, possédant le droit de vote, ayant une instruction supérieure, n'ayant pas d'obligations à l'égard d'autres Etats.

II. Est nommé à la fonction de vice-premier ministre de la République azerbaïdjanaise, de ministre, de dirigeant d'un organe central du pouvoir exécutif un citoyen de la République azerbaïdjanaise, âgé d'au moins 25 ans, possédant le droit de vote, ayant une instruction supérieure, n'ayant pas d'obligations à l'égard d'autres Etats.

Article 122. Les exigences à l'égard des membres du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise

Le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise, les vice-premiers ministres, les ministres et les dirigeants des autres organes centraux du pouvoir exécutif ne peuvent occuper d'autre fonction pourvue par voie d'élection ou de nomination, ne peuvent exercer d'activité d'entreprise, commerciale ou une autre activité rémunérée, à l'exception d'une activité scientifique, pédagogique et artistique, ne peuvent recevoir d'autre rétribution en dehors de leur traitement de fonction et des moyens reçus au titre d'une activité scientifique, pédagogique et artistique.

Article 123. L'inviolabilité du premier ministre de la République azerbaïdjanaise

I. Pendant la durée de son mandat, la personne du Premier ministre de la République azerbaïdjanaise est inviolable.

II. Le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise ne peut être poursuivi, arrêté, inculpé en dehors des cas d'arrestation en flagrant délit, des sanctions administratives dans l'ordre judiciaire ne peuvent lui être infligées, il ne peut faire l'objet de perquisition ni de fouille.

III. Le Premier ministre de la République azerbaïdjanaise peut être gardé à vue s'il est arrêté en flagrant délit. Dans ce cas, le service qui le détient doit immédiatement informer le Procureur général de la République azerbaïdjanaise.

IV. L'inviolabilité du Premier ministre de la République azerbaïdjanaise peut être levée par le Président de la République azerbaïdjanaise uniquement sur la base d'une demande du Procureur général de la République azerbaïdjanaise.

Article 124. Le pouvoir exécutif local

I. Les pouvoir exécutif dans les circonscriptions territoriales est exercé par les chefs du pouvoir exécutif.

II. Les chefs du pouvoir exécutif sont nommés et révoqués par le Président de la République azerbaïdjanaise.

III. Les attributions du pouvoir exécutif dans les circonscriptions territoriales sont fixées par le Président de la République azerbaïdjanaise.

Chapitre VII. Le pouvoir judiciaire

Article 125. L'exercice du pouvoir judiciaire

I. Seuls les tribunaux exercent au moyen de la justice le pouvoir judiciaire en République azerbaïdjanaise.

II. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, la Cour économique de la République azerbaïdjanaise, les tribunaux de droit commun et les tribunaux spécialisés de la République azerbaïdjanaise exercent le pouvoir judiciaire.

III. Le pouvoir judiciaire est exercé par l'intermédiaire des procédures judiciaires constitutionnelle, civile et pénale et d'autres formes prévues par la loi

IV. la Prokuratura de la République azerbaïdjanaise et la défense participent à l'exercice de la justice, à l'exception de la procédure judiciaire constitutionnelle,.

V. L'utilisation, en vue de modifier la compétence des tribunaux et de créer des tribunaux d'exception, de moyens juridiques non prévus par la loi est interdite.

Article 126. Les exigences à l'égard des candidats aux fonctions de juge

I. Peuvent être juges les citoyens de la République azerbaïdjanaise, ayant atteint 30 ans, possédant le droit de vote, ayant une instruction juridique supérieure et une ancienneté d'au moins 5 ans dans une spécialité juridique.

II. Les juges ne peuvent occuper d'autre fonction pourvue par voie d'élection ou de nomination, ne peuvent exercer d'activité d'entreprise, commerciale ou une autre activité rémunérée, à l'exception d'une activité scientifique, pédagogique et artistique, ne peuvent exercer d'activité politique et appartenir à des partis politiques, ne peuvent recevoir aucune rétribution en dehors de leur traitement et des moyens reçus au titre d'une activité scientifique, pédagogique et artistique.

Article 127. L'indépendance des juges, les principes fondamentaux et les conditions d'exercice de la justice

I. Les juges sont indépendants, sont soumis uniquement à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise, sont inamovibles pendant la durée de leur mandat.

II. Les juges examinent les affaires impartialement, équitablement, en respectant l'égalité en droits des parties, sur la base des faits et conformément à la loi.

III. La limitation directe ou indirecte de la procédure judiciaire par une partie quelconque et pour quel que motif que ce soit, l'action illégale, la pression, la menace et l'ingérence sont interdits.

IV. La justice est exercée sur la base de l'égalité en droits des citoyens devant la loi et le tribunal.

V. La procédure judiciaire dans tous les tribunaux est publique.

L'audition des affaires à huis clos n'est permise qu'au cas où le tribunal présume que la procédure publique peut donner lieu à la révélation d'un secret d'Etat, professionnel ou commercial ou établit la nécessité de préserver un secret de la vie personnelle ou familiale.

VI. La procédure judiciaire des affaires pénales hors du tribunal est interdite, à l'exception des cas prévus par la loi.

VII. La procédure judiciaire est exercée sur la base du principe de contradiction.

VIII. Le droit à la défense de chacun est garanti à tous les stades de la procédure judiciaire.

IX. La justice est fondée sur la présomption d'innocence.

X. En République azerbaïdjanaise, la procédure judiciaire est conduite dans la langue d'Etat de la République azerbaïdjanaise ou dans la langue de la population constituant la majorité dans la localité concernée. Le droit de prendre complètement connaissance des pièces de l'affaire, de participer aux actes judiciaires à l'aide d'un interprète, d'intervenir devant le tribunal dans la langue maternelle est garanti aux personnes parties à l'instance judiciaire ne connaissant pas la langue dans laquelle se déroule la procédure judiciaire.

Article 128. L'inviolabilité des juges

I. Les juges sont inviolables.

II. Le juge ne peut être poursuivi que selon les modalités prévues par la loi.

III. Il ne peut être mis fin au mandat des juges que conformément aux motifs et règles prévus par la loi.

IV. En cas de commission de crimes par des juges, le Président de la République azerbaïdjanaise, sur la base des conclusions de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, prend l'initiative de proposer au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise de destituer le juge. Les conclusions correspondantes de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise doivent être présentées au Président de la République azerbaïdjanaise relativement à sa demande dans le délai de 30 jours après la présentation de celle-ci.

V. La décision relative à la destitution des juges à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, à la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, à la Cour économique de la

République azerbaïdjanaise est prise par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise à la majorité de 83 voix; la décision relative à la destitution des autres juges est prise par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise à la majorité de 63 voix.

Article 129. Les décisions des tribunaux et leur exécution

Les tribunaux prennent, au nom de l'Etat, des décisions dont l'exécution est obligatoire.

Article 130. La Cour Constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise

I. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise est composée de 9 juges.

II. Les juges à la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise sont nommés par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise.

III. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, sur la base d'une demande du Président de la République azerbaïdjanaise, du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, du Procureur général de la République azerbaïdjanaise, de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan règle les questions :

1) relatives à la conformité des lois des la République azerbaïdjanaise, des décrets et ordonnances du Président de la République azerbaïdjanaise, des résolutions du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, des arrêtés et ordonnances du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, des actes juridiques normatifs des organes centraux du pouvoir exécutif à la Constitution de la République azerbaïdjanaise ;

2) à la conformité des décrets du Président de la République azerbaïdjanaise, des arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, des actes juridiques normatifs des organes centraux du pouvoir exécutif aux lois de la République azerbaïdjanaise ;

3) relatives à la conformité des arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, des actes juridiques normatifs des organes centraux du pouvoir exécutif aux décrets et ordonnances du Président de la République azerbaïdjanaise ;

4) relatives à la conformité, dans les cas prévus par la loi, des actes de la Cour suprême à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise ;

5) relatives à la conformité des actes municipaux à la Constitution de la République azerbaïdjanaise et aux lois de la République azerbaïdjanaise, aux décrets du Président de la République azerbaïdjanaise, aux arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise (en République

autonome du Nakhitchevan, également à la Constitution et aux lois de la République autonome du Nakhitchevan et arrêtés du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan) ;

6) relatives à la conformité des traités internationaux de la République azerbaïdjanaise non encore entrés en vigueur à la Constitution de la République azerbaïdjanaise; à la conformité des accords intergouvernementaux de la République azerbaïdjanaise à la Constitution aux lois de la République azerbaïdjanaise ;

7) relatives à l'interdiction des partis politiques et des autres associations ;

8) relatives à la conformité de la Constitution et des lois de la République autonome du Nakhitchevan, des résolutions de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan, des arrêtés et ordonnances du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan à la Constitution de la République azerbaïdjanaise ; à la conformité des lois de la République autonome du Nakhitchevan, des arrêtés du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan aux lois de la République azerbaïdjanaise ; de la conformité des arrêtés du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan aux décrets du Président de la République azerbaïdjanaise et arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ;

9) relatives au règlement des litiges liés à la délimitation des attributions entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

IV. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise donne l'interprétation de la Constitution et des lois de la République azerbaïdjanaise sur la base des demandes du Président de la République azerbaïdjanaise, du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise, du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, de la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise, de la Prokuratura de la République azerbaïdjanaise et de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan.

V. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise exerce également les autres attributions prévues par la présente Constitution.

VI. La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise prend les décisions sur les questions relevant de sa compétence. Les décisions de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise ont force obligatoire sur tout le territoire de la République azerbaïdjanaise.

VII. Les lois et les autres actes ou leurs dispositions particulières, les accords intergouvernementaux de la République azerbaïdjanaise cessent d'être en vigueur dans le délai fixé dans la décision de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise et les traités internationaux de la République azerbaïdjanaise n'entrent pas en vigueur.

Article 131. La Cour suprême de la République azerbaïdjanaise

I. La Cour suprême de la République azerbaïdjanaise est l'organe judiciaire supérieur pour les affaires civiles, criminelles, administratives et autres relevant de la procédure des tribunaux de droit commun et spécialisés ; elle exerce la surveillance de l'activité des tribunaux de droit commun et spécialisés dans l'ordre processuel établi par la loi; elle donne des explications relatives aux questions concernant la pratique des tribunaux.

II. Les juges à la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise sont nommés par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise.

Article 132. La Cour économique de la République azerbaïdjanaise

I. La Cour économique de la République azerbaïdjanaise est l'organe judiciaire supérieur pour l'examen des litiges économiques. Elle exerce la surveillance de l'activité des tribunaux spécialisés correspondants selon les modalités établies par la loi.

II. Les juges à la Cour économique de la République azerbaïdjanaise sont nommés par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise sur proposition du Président de la République azerbaïdjanaise.

Article 133. La Prokuratura de la République azerbaïdjanaise

I. La Prokuratura de la République azerbaïdjanaise exerce, selon les modalités prévues par la loi, la surveillance de l'exécution stricte et uniforme et de l'application des lois ; dans les cas prévus par la loi, elle engage l'action pénale et mène l'instruction; elle soutient l'accusation publique devant les tribunaux, il intente une action devant le tribunal ; il fait opposition à la décision du tribunal.

II. La Prokuratura de la République azerbaïdjanaise est un organe centralisé unique, fondé sur la subordination des procureurs territoriaux et spécialisés au Procureur général de la République azerbaïdjanaise.

III. Le Procureur général de la République azerbaïdjanaise est nommé et révoqué par le Président de la République azerbaïdjanaise avec l'accord du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

IV. Les vice-procureurs généraux de la République azerbaïdjanaise, les procureurs exerçant la direction des prokuratura républicaines spécialisées, le procureur de la République autonome du Nakhitchevan sont nommés et révoqués par le Président de la République azerbaïdjanaise sur proposition du Procureur général de la République azerbaïdjanaise.

V. Les procureurs territoriaux et spécialisés sont nommés et révoqués par le Procureur général de la République azerbaïdjanaise en accord avec le Président de la République azerbaïdjanaise.

Chapitre VIII. La République autonome du Nakhitchevan

Article 134. Le statut de la République autonome du Nakhitchevan

I. La République autonome du Nakhitchevan est un Etat autonome au sein de la République azerbaïdjanaise.

II. Le statut de la République autonome du Nakhitchevan est établi par la présente Constitution.

III. La République autonome du Nakhitchevan est une partie intégrante inséparable de la République azerbaïdjanaise.

IV. La Constitution de la République azerbaïdjanaise, les lois de la République azerbaïdjanaise, les décrets du Président de la République azerbaïdjanaise et les arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ont force obligatoire sur le territoire de la République autonome du Nakhitchevan.

V. La Constitution et les lois de la République autonome du Nakhitchevan adoptées par l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan ne doivent pas être contraires respectivement à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise; les arrêtés pris par le Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise, aux décrets du Président de la République azerbaïdjanaise et aux arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise.

Article 135. La séparation des pouvoirs dans la République autonome du Nakhitchevan

I. Le pouvoir législatif en République autonome du Nakhitchevan est exercé par l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan, le pouvoir exécutif par le Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan, le pouvoir judiciaire par les tribunaux de la République autonome du Nakhitchevan.

II. L'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan est autonome dans le règlement des questions attribuées à sa compétence par la Constitution et les lois de la République azerbaïdjanaise ; le Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan est autonome dans le règlement

des questions attribuées à sa compétence par la Constitution et les lois de la République azerbaïdjanaise, les décrets du Président de la République azerbaïdjanaise ; les tribunaux de la République autonome du Nakhitchevan sont autonomes dans le règlement des questions attribuées à sa compétence par la Constitution et les lois de la République azerbaïdjanaise.

Article 136. L'autorité supérieure en République autonome du Nakhitchevan

L'autorité supérieure de la République autonome du Nakhitchevan est le président de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan.

Article 137. L'Ali Medjlis la République autonome du Nakhitchevan

I. L'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan est composé de 45 membres.

II. La durée du mandat de l'Ali Medjlis de la République est de 5 ans.

III. L'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan élit le président de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan et les vice-présidents, organise des commissions permanentes et autres.

Article 138. Les règles générales établies par l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan

I. L'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan établit les règles générales relatives aux questions suivantes :

1) les élections à l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan ;

2) les impôts ;

3) les orientations du développement économique de la République autonome du Nakhitchevan;

4) la protection sociale ;

5) la protection de l'environnement ;

6) le tourisme ;

7) la santé, la science, la culture.

II. Sur les questions mentionnées au présent article, l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan adopte des lois.

Article 139. Les questions réglées par l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan

I. L'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan règle les questions suivantes :

1) l'organisation de l'activité de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan ;

2) l'approbation du budget de la République autonome du Nakhitchevan ;

3) l'approbation des programmes économiques et sociaux de la République autonome du Nakhitchevan ;

4) la nomination et la cessation de fonctions du Premier ministre de la République autonome du Nakhitchevan ;

5) l'approbation de la composition du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan ;

6) la confiance au Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan ;

II. Sur les questions mentionnées au présent article, l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan adopte des résolutions.

Article 140. Le Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan

I. La composition du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan est approuvée par l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan sur proposition du Premier ministre de la République autonome du Nakhitchevan.

II. Le Premier ministre de la République autonome du Nakhitchevan est nommé par l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan sur la base d'une proposition du Président de la République azerbaïdjanaise.

III. Le Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan :

- établit le projet de budget de la République autonome du Nakhitchevan et le présente à l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan ;
- exécute le budget de la république autonome ;
- assure la mise en oeuvre des programmes économiques de la république autonome ;
- assure la mise en oeuvre des programmes sociaux de la république autonome ;
- règle les autres questions attribuées à sa compétence par le Président de la République azerbaïdjanaise.

IV. Le Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan adopte des arrêtés et des ordonnances.

Article 141. Le pouvoir exécutif local dans la République autonome du Nakhitchevan

En République autonome du Nakhitchevan, les chefs du pouvoir exécutif local sont nommés par le Président de la République azerbaïdjanaise sur proposition du président de l'Ali Medjlis de la République autonome du Nakhitchevan.

Titre quatre. L'autonomie locale

Chapitre IX. Les municipalités

Article 142. L'organisation de l'autonomie locale

I. L'autonomie locale est exercée par les municipalités.

II. Les municipalités sont formées sur la base de l'élection.

III. La procédure d'élection des municipalités et le statut des municipalités sont établis par la loi.

Article 143. L'organisation de l'activité des municipalités

I. Les municipalités exercent leur activité lors des séances et par les commissions permanentes et autres.

II. Les séances de la municipalité sont convoquées par le président de la municipalité.

Article 144. Les attributions des municipalités

I. Lors des séances des municipalités sont réglées les questions suivantes :

1) la validation des mandats des membres de la municipalité, la perte de leur mandat et la cessation de leur mandat dans les cas établis par la loi ;

2) l'approbation du règlement de la municipalité ;

3) l'élection du président de la municipalité et des vice-présidents, des commissions permanentes et autres ;

4) l'établissement des impôts et taxes locaux ;

5) l'approbation du budget local et des comptes-rendus de son exécution ;

6) la possession de la propriété municipale, la jouissance et la disposition de celle-ci;

7) l'adoption et l'exécution des programmes locaux de protection sociale et de développement social ;

8) l'adoption et l'exécution des programmes locaux de développement économique ;

9) l'adoption et l'exécution des programmes écologiques locaux .

II. Des attributions complémentaires peuvent être déléguées aux municipalités par les pouvoirs

législatif et exécutif. Les moyens financiers correspondants doivent être affectés aux municipalités pour l'exercice de ces attributions. L'exercice de ces attributions est contrôlé respectivement par les pouvoirs législatif et exécutif.

Article 145. Les décisions des municipalités

I. Sur les questions examinées lors des séances de la municipalité sont prises des décisions.

II. Les décisions de la municipalité sont prises à la majorité simple des voix des membres de la municipalité.

III. Les décisions relatives aux impôts et taxes locaux sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres de la municipalité.

Article 146. La garantie de l'indépendance des municipalités

La protection judiciaire des municipalités, la compensation des dépenses supplémentaires entraînées par les décisions des organes de l'Etat sont garanties.

Titre cinq. Le droit et la loi

Chapitre X. Le système de législation

Article 147. La force juridique de la Constitution de la République azerbaïdjanaise

I. La Constitution de la République azerbaïdjanaise possède une force juridique supérieure.

II. La Constitution de la République azerbaïdjanaise possède une force juridique directe.

III. La Constitution de la République azerbaïdjanaise est la base du système de législation de la République azerbaïdjanaise.

Article 148. Les actes entrant dans le système de législation de la République azerbaïdjanaise

I. Le système de législation est composé des actes juridiques normatifs suivants :

1) la Constitution ;

2) les actes adoptés par référendum ;

3) les lois ;

4) les décrets ;

5) les arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ;

6) les actes normatifs des organes centraux du pouvoir exécutif.

II. Les traités internationaux auxquels la République azerbaïdjanaise est partie sont partie intégrante inséparable du système de législation de la République azerbaïdjanaise.

III. Dans la République autonome du Nakhitchevan, la Constitution et les lois de la République autonome du Nakhitchevan, les arrêtés du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan également possèdent force juridique.

IV. Le système de législation de la République autonome du Nakhitchevan doit être conforme au système de législation de la République azerbaïdjanaise.

V. Les organes locaux du pouvoir exécutif peuvent adopter dans les limites de leurs attributions des actes de caractère normatif qui ne soient pas contraires aux actes entrant dans le système de législation.

Article 149. Les actes juridiques normatifs

I. Les actes juridiques normatifs doivent être fondés sur le droit et la justice (attitude égale à l'égard d'intérêts égaux).

II. L'application et l'exécution des actes adoptés par référendum sont obligatoires pour les citoyens, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, les personnes morales et les municipalités uniquement s'ils sont publiés.

III. Les lois ne doivent pas être contraires à la Constitution. L'application et l'exécution uniquement des lois publiées sont obligatoires pour tous les citoyens, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, les personnes morales et les municipalités. IV. Les décrets du Président de la République azerbaïdjanaise ne doivent pas être contraires à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise. L'application et l'exécution uniquement des décrets publiés sont obligatoires pour tous les citoyens, les organes du pouvoir exécutif, les personnes morales.

V. Les arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise ne doivent pas ne doivent pas être contraires à la Constitution, aux lois de la République azerbaïdjanaise et aux décrets du Président de la République azerbaïdjanaise L'application et l'exécution uniquement des arrêtés publiés du Cabinet des ministres publiés sont obligatoires pour tous les citoyens, les organes centraux et locaux du pouvoir exécutif, les personnes morales.

VI. Les actes des organes centraux du pouvoir exécutif ne doivent pas être contraires à la Constitution, aux lois de la République azerbaïdjanaise, aux décrets du Président, aux arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise.

VII. Les actes juridiques normatifs améliorant la situation juridique des personnes physiques et morales, supprimant ou réduisant leur responsabilité juridique possèdent un effet rétroactif. Les autres actes juridiques normatifs n'ont pas d'effet rétroactif.

Article 150. Les actes des municipalités

I. Les actes adoptés par les municipalités doivent être fondés sur le droit et la justice (attitude égale à l'égard d'intérêts égaux), ne doivent pas être contraires à la Constitution et aux lois de la République azerbaïdjanaise, aux décrets du Président de la République azerbaïdjanaise, aux arrêtés du Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise (et dans la République autonome du Nakhitchevan, également à la Constitution et aux lois de la République autonome du Nakhitchevan, aux arrêtés du Cabinet des ministres de la République autonome du Nakhitchevan).

II. L'exécution de l'acte adopté par une municipalité est obligatoire pour les citoyens vivant sur son territoire et les personnes morales situées sur ce territoire.

Article 151. La force juridique des actes internationaux

Au cas où survient une contradiction entre des actes juridiques normatifs faisant partie du système de la législation de la République azerbaïdjanaise (y compris la Constitution de la République azerbaïdjanaise et les actes adoptés par voie de référendum) et des traités internationaux auxquels la République azerbaïdjanaise est partie, les traités internationaux s'appliquent.

Chapitre XII. Modifications à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Article 152. La Procédure d'adoption des modifications à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Les modifications au texte de la Constitution de la République azerbaïdjanaise sont adoptées uniquement par voie de référendum.

Article 153. L'initiative pour apporter des modifications à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Si des modifications au texte de la Constitution de la République azerbaïdjanaise sont proposées par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ou le Président de la République azerbaïdjanaise, un avis de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise sur les modifications proposées doit être reçu antérieurement.

Article 154. La limitation des attributions de la Cour Constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise

La Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise ne peut prendre de décision relative aux modifications du texte de la Constitution de la République azerbaïdjanaise adoptées par voie de référendum.

Article 155. La limitation de l'initiative pour proposer des modifications à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Les propositions relatives à la modification des articles 1, 2, 6, 7, 8, et 21, à la limitation des dispositions prévues au Chapitre III de la présente Constitution ne peuvent être soumises au référendum.

Chapitre XII. Compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Article 156. La procédure d'adoption des compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

I. Les compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise sont adoptées sous forme de Lois constitutionnelles par le Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise à la majorité de 95 voix.

II. Les Lois constitutionnelles de la République azerbaïdjanaise relatives aux compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise sont mises aux vois au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise à deux reprises. Le second scrutin a lieu 6 mois après le premier scrutin.

III. Les Lois constitutionnelles de la République azerbaïdjanaise relatives aux compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise sont présentées à la signature du Président de la République azerbaïdjanaise selon la procédure prévue par la présente Constitution pour les lois, tant après le premier qu'après le second scrutin.

IV. Les Lois constitutionnelles de la République azerbaïdjanaise relatives aux compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise entrent en vigueur par leur signature par le Président de la République azerbaïdjanaise après le second scrutin.

V. Les Lois constitutionnelles de la République azerbaïdjanaise sont partie intégrante de la Constitution de la République azerbaïdjanaise et ne doivent pas être contraires au texte fondamental de la Constitution de la République azerbaïdjanaise.

Article 157. L'initiative des propositions de compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Les compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise peuvent être présentés par le Président de la République azerbaïdjanaise ou par au moins 63 députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise.

Article 158. La limitation de l'initiative pour proposer des compléments à la Constitution de la République azerbaïdjanaise

Le Président de la République azerbaïdjanaise ou les députés au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ne peuvent présenter de propositions visant à compléter la Constitution de la République azerbaïdjanaise en ce qui concerne les dispositions exprimées respectivement aux Chapitres VI et V de la présente Constitution.

Dispositions transitoires

1. La Constitution de la République azerbaïdjanaise entre en vigueur après son adoption par référendum, à compter du jour de sa publication officielle. Dès le jour de l'entrée en vigueur de la présente Constitution, la Constitution (Loi fondamentale) de la République azerbaïdjanaise adoptée le 21 avril 1978 cesse d'avoir effet.

2. Le Président de la République azerbaïdjanaise élu avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution de la République azerbaïdjanaise exerce les attributions assignées par la présente Constitution à la compétence du Président de la République azerbaïdjanaise

3. Le paragraphe V de l'article 101 de la présente Constitution s'applique au Président de la République azerbaïdjanaise élu après l'adoption de la présente Constitution.

4. Le mandat des députés du peuple de la République azerbaïdjanaise et du Milli Medjlis créé par le Soviet suprême de la République azerbaïdjanaise expire le jour de la première séance du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise nouvellement élu.

La première séance du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise nouvellement élu a lieu une semaine après l'élection d'au moins 83 députés du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise. La première session du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise dure jusqu'au 31 mai 1996.

L'article 85 de la loi de la République azerbaïdjanaise " Sur les élections au Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise ", adoptée le 15 août 1995, reste en vigueur jusqu'à l'expiration du mandat de la première législature du Milli Medjlis de la République azerbaïdjanaise élu sur la base de cette loi.

5. Le Cabinet des ministres de la République azerbaïdjanaise, à compter du jour de l'adoption de la présente Constitution, exerce les attributions établies par présente Constitution.

6. Les mandats des Soviets locaux des députés du peuple de la République azerbaïdjanaise cessent à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Les attributions assignées par la législation de la République azerbaïdjanaise à la compétence des Soviets locaux des députés du peuple de la République azerbaïdjanaise sont exercées par les organes locaux du pouvoir exécutif.

7. La loi sur l'autonomie locale doit être adoptée et les élections des municipalités organisées dans le délai de 2 ans après l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

8. Les lois et les autres actes juridiques normatifs en vigueur sur le territoire de la République azerbaïdjanaise avant l'adoption de la présente Constitution restent en vigueur dans les parties non contraires à la pressente Constitution.

9. Les tribunaux de la République azerbaïdjanaise fonctionnant avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution exercent la justice conformément aux attributions et aux principes établis par la présente Constitution.

10. La législation relative au statut des juges, à l'organisation judiciaire et à la réforme judiciaire conforme à la présente Constitution doit être adoptée et les juges de la République azerbaïdjanaise à nouveau nommés dans le délai d'un an à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente Constitution,

Jusqu'à l'adoption de cette législation, la nomination des juges et la cessation de leurs fonctions sont effectuées sur la base de la législation valide avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

11. La loi de la République azerbaïdjanaise sur la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise doit être adoptée et la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise créée dans le délai d'un an à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente Constitution de la République azerbaïdjanaise. Jusqu'à la création de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise, les attributions de la Cour constitutionnelle de la République azerbaïdjanaise prévues par la présente Constitution ne sont pas exercées. La question prévue à l'alinéa 7 du paragraphe 3 de l'article 130 de la présente Constitution est réglée par la Cour suprême de la République azerbaïdjanaise.

12. La Cour supérieure d'arbitrage de la République azerbaïdjanaise à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente Constitution est dénommée Cour économique de la République azerbaïdjanaise et exerce les attributions définies par la législation en vigueur.

Azərbaycan Respublikasının
Fransadakı səfirliyi

PARIS

Ambassade de la République
d'Azerbaïdjan en France

PARIS

nº D - 252 le 01 mai 1996 il

Téléphone : (33 1) 44.18.60.20
Télécopie : (33.1) 44.18.60.25

TELECOPIE

Destinataire : Secrétariat de l'Assemblée Parlementaire,
CONSEIL DE L'EUROPE

Télécopie : 88 41 27.02.

De la part de : Service de presse de l'Ambassade d'Azerbaïdjan

Nombre de pages : 1 + 2
(y compris celle-ci)

Message :

Veuillez trouver ci-joint la Déclaration sur la paix, la sécurité et la coopération dans la région de Caucase signée le 8 mars 1996 par les Présidents de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, ainsi l'information sur les actes de grâce en Azerbaïdjan, présentée par le Service de Presse de la Présidence de la République Azerbaïdjanaise.

Avec nos sentiments respectueux GT

SUR LES ACTES DE GRACE EN AZERBAIDJAN

La première Constitution de la République Azerbaïdjanaise indépendante, adoptée le 12 novembre 1995 garantit les droits et libertés primordiaux de l'homme, y compris celui a la vie.

Conformément au p.22 de l'article 109 de la Constitution c'est le Président de la République qui a le droit d'adopter les actes de grâce. La procédure de la grâce est suivie par une Commission spéciale, créée par décret du Président le 14 mai 1995.

Respectant ses engagements internationaux dans le domaine des droits de l'homme, l'Azerbaïdjan **a limité** la liste de crimes châtiées par la peine capitale. Ainsi , **est annulée** la peine de mort pour des crimes économiques, ceux de l'abus de fonction et certains crimes d'Etat . La peine de mort **n'est appliquée que pour des crimes très graves contre l'Etat, la vie et la santé de l'homme.**

Il est a noter qu' **aucune peine capitale n'a été exécutée** en Azerbaïdjan pendant les dernières années.

En 1995 - 1996 **1500** personnes dont **12** condamnées a mort, ont été graciées par 6 décrets du Président de la République :

Décret du 6 juillet 1995 - 15 personnes, citoyens azerbaïdjanais, russes, iraniens;

Décret du 18 octobre 1995 - 608 personnes, dont jeunes soldats et recrutes;

Décret du 11 novembre 1995 - 6 collaborateurs du journal illégal Tchechmé";

Décret du 27 décembre 1995 - 578 personnes, dont mineurs, invalides, malades, ainsi que **7 personnes condamnés a mort;**

Décret du 19 mars 1996 - **288** personnes, dont femmes, malades, invalides et les personnes âgées de plus de 65 ans ;

Décret du 19 avril 1996 - **5 personnes condamnées a la peine de mort,** dont un citoyen russe, mercenaire dans les forces armées d'Arménie condamné pour actes terroristes en Azerbaïdjan.

Comme le prouvent les données mentionnées ci-dessus, le Président Heïdar ALIEV, garant de la justice, de la liberté et de la sécurité sur le territoire de la République Azerbaïdjanaise mène une politique suivie du respect des droits de l'homme et de l'humanisme.

SERVICE DE PRESSE

PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE AZERBAIDJANAISE

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

F-67075 Strasbourg Cedex

Tel. (33) 88 41 25 14
Fax (33) 88 41 27 02

Le 24.5.1996

Avec les compliments de Guy DUFOUR

With the compliments of the Office of the Clerk,
Committee on Relations with European Non-Member Countries

Avec les compliments du Greffe de l'Assemblée,
Commission des relations avec les pays européens non membres

Azərbaycan Respublikasının
Fransadakı səfirliyi

PARIS

Ambassade de la République
d'Azerbaïdjan en France

PARIS

D-277

le 23 mai 1996

Téléphone : (33 1) 44.18.60.20
Télécopie : (33.1) 44.18.60.25

TELECOPIE

Destinataire : CONSEIL DE L'EUROPE,
M. Guy DUFOUR, Secrétaire de la Commission
des relations avec les pays européens non membres

Télécopie : 88 41 27 02

De la part de :

Nombre de pages : 1+ 4
(y compris celle-ci)

Message :

Veuillez trouver ci-joint le projet de programme de la visite de la délégation de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe en Azerbaïdjan du 1 au 5 juin 1996.

Avec nos remerciements et meilleurs sentiments.

FG

3

Projet de programme de la visite d'information de la Délégation du Conseil de l'Europe en Azerbaïdjan

(1 - 5 juin 1996)

le 1 juin, samedi

17.45	Arrivée des membres de la délégation de Moscou à Bakou par le vol "TRANSAERO". A l'aéroport BINA la délégation sera accueillie par : M. Y. SAMEDOGLU - Président de la Commission pour les relations internationales et les liens entreparlementaires de l'Assemblée Nationale; M. S. MIRZOEV - Secrétaire Général de l'Assemblée Nationale; M. N.AKHOUNDOV - Chef du Département des liens internationaux de l'Assemblée Nationale.
	Transfert à l'hôtel "Respoublika".
20.00	Dîner offert par M. Jean PERRIN, Ambassadeur de France à Bakou avec la participation des Ambassadeurs et Représentants des Etats - membres du Conseil de l'Europe: la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Turquie, la Russie

le 2 juin, dimanche

9.00	Petit-déjeuner.
10.00	Intervention à la TV Nationale
11.00	Rencontre avec des représentants de partis non présentés au Parlement
13.00	Déjeuner

14.00	Visite au Musée des Beaux-Arts, au Musée du Tapis , à Itchéri - Chéher (ancienne cité)
20.00	Dîner offert par M. Hassan HASSANOV, Ministre des Affaires Etrangères

le 3 juin, lundi

9.00	Petit- déjeuner
10.00	Rencontre avec M. H. HASSANOV, Ministre des Affaires Etrangères
12.00	Rencontre avec M. R.GOULIEV, Président de l'Assemblée Nationale
13.00	Déjeuner offert par le Département des liens internationaux du Parlement
14.00	Rencontre avec les Présidents et Vice-présidents des Commissions permanentes de l'Assemblée Nationale
15.00	Rencontre avec des représentants des groupes politiques de l'Assemblée Nationale: "Nouvel Azerbaïdjan", , "Parti de l'Indépendance Nationale de Azerbaïdjan", "Parti du Front Populaire".
16.00	Rencontre avec des représentants des communautés nationales (russe, juive, lezghienne) à l'Assemblée Nationale.
17.00	Rencontre avec Cheikh Ul Islam Allahchukur Pachazade, le Père Alexandre, Chef des Eglises russes orthodoxes, M. Semen Ikhiilov, Chef de la communauté religieuse des Juifs de montagne à la Direction spirituelle des musulmans du Caucase
18.00	Rencontre avec M. R. ALLAHVERDIEV, Maire de Bakou

20.00	Dîner offert par M. R. ALLAHVERDIEV Maire de Bakou

le 4 juin, mardi

9.00	Petit-déjeuner
10.00	Rencontre avec M. R.OUSOUBOV, Ministre de l'Intérieur de l'Azerbaïdjan
11.30	Rencontre avec Mme L. RASSOULOVA, Ministre de l'Education
12.30	Rencontre avec M. P. BULBULOGLU, Ministre de la Culture
13.30	Rencontre avec Mme S. HASSANOVA, Ministre de la Justice p.i.
14.30	Déjeuner offert par Mme S. HASSANOVA, Ministre de la Justice
16.00	Rencontre avec des représentants de la Confédération des syndicats
17.00	Rencontre avec M. F.GOULIEV, Président du Cabinet des Ministres
18.00	Rencontre avec M. HEIDAR ALIEV, PRESIDENT de la République Azerbaïdjanaise
19.30	Rencontre avec des représentants des médias. Conférence de presse
21.00	Dîner offert par M. Y. SAMEDOGLU, Président de la Commission des relations internationales de l'Assemblée Nationale

le 5 juin, mercredi

9.00	Petit-déjeuner.
10.00	Rencontre avec des professeurs et étudiants de l'Université d'Etat Rassoulzade
12.00	Départ à l'aéroport BINA
14.00	Départ pour Moscou par le vol "AEROFLOT"

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

17 janvier 1996
FDOC7430.AD3
14031201963F

Doc. 7430
Addendum III

ADDENDUM III AU RAPPORT D'ACTIVITÉ

du Bureau de l'Assemblée et de la Commission Permanente[1]

Rapport d'information sur les élections parlementaires en Azerbaïdjan

(9-13 novembre 1995)

(Rapporteur: M. HARALDSSON, Islande, Groupe libéral, démocrate et réformateur)

I. Introduction

1. La République d'Azerbaïdjan a demandé le statut d'invité spécial auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 24 janvier 1992. Le conflit, qui à l'époque sévissait dans la région, n'a pas permis de donner une suite immédiate à cette demande. Depuis, l'évolution favorable de la situation a permis au Bureau de l'Assemblée, le 3 février 1995, de prendre la décision d'entamer la procédure d'examen de cette demande. Les rapporteurs de l'Assemblée sur cette question sont M. Solé Tura pour la commission des relations avec les pays européens non membres et M. Baumel pour la commission des questions politiques.

2. Dans ce contexte, le déroulement des élections parlementaires en Azerbaïdjan le 12 novembre 1995 – les premières depuis que le pays a déclaré son indépendance le 30 août 1991 – revêtait une importance particulière. Par conséquent, le Bureau de l'Assemblée a accepté l'invitation du Parlement d'Azerbaïdjan d'envoyer une délégation d'observateurs dans ce pays.

---

1. Le Bureau a autorisé la publication de ce rapport à sa réunion du 10 janvier 1996.

3. Suivant une procédure établie et sur la base des propositions des groupes politiques, le Bureau a constitué une commission *ad hoc* pour ces élections comme suit:

Groupe socialiste

M. Hermann Haack (Allemagne)
M. José Ramón Herrero (Espagne)
M. Tadeusz Rewaj (Pologne)

Groupe du parti populaire européen

M. Dumeni Columberg (Suisse)
M^me^ Marcelle Lentz-Cornette (Luxembourg)

Groupe des démocrates européens

M. Jacques Baumel (France)
M. Adrien Gouteyron (France)

Groupe libéral, démocrate et réformateur

M. Olaf Feldmann (Allemagne)
M. Ólafur Örn Haraldsson (Islande)

Groupe pour la gauche unitaire européenne

M^me^ Lisbeth Holand (Norvège)

4. M. Petr Sich, administrateur au Greffe de l'Assemblée parlementaire, a assuré le secrétariat de cette commission *ad hoc*.

5. A sa première réunion tenue à Bakou le 9 novembre 1995, la commission *ad hoc* a élu M^me^ Lentz-Cornette, présidente, M. Baumel, vice-président, et M. Haraldsson, rapporteur. MM. Feldmann, Gouteyron et Haack n'ont pas pu se rendre à Bakou.

6. Un référendum sur le projet de Constitution s'est déroulé en même temps que les élections législatives. Bien que l'observation de ce référendum ne fît pas partie du mandat de la commission *ad hoc*, ses membres se sont, néanmoins, prononcés sur cette question.

7. Le programme de la visite, figurant en annexe I, a été établi en étroite coopération avec l'ambassade de la République d'Azerbaïdjan à Paris en respectant les souhaits des membres de la commission *ad hoc*. Ces derniers tiennent à remercier tous ceux qui ont contribué au bon déroulement de cette visite et, en particulier, M^me^ Eleonora Gousseinova, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Azerbaïdjan à Paris, pour sa précieuse assistance.

8. Il convient de souligner que même si le programme à Bakou a subi différentes modifications, les services compétents du Parlement azerbaïdjanais ont toujours fait preuve de bonne volonté pour organiser les rencontres souhaitées par les membres de la commission *ad hoc*, y compris celles avec les partis de l'opposition et les journalistes proches de ceux-ci.

9. La commission *ad hoc* a également rencontré les ambassadeurs de France, de Grèce et d'Allemagne accrédités à Bakou ainsi que les représentants de la mission commune d'observation électorale de l'OSCE et des Nations Unies. Des contacts informels ont été maintenus avec la délégation du Parlement européen ainsi qu'avec celle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

II. Contexte historique – Rappel des faits

10. L'actuelle République d'Azerbaïdjan a été conquise par l'Empire russe au début du XIX^{e} siècle. Devenue le plus important producteur mondial de pétrole, elle a déclaré son indépendance le 28 mai 1918. Cependant, cet Etat n'a duré que deux ans. Il a été annexé par l'Union Soviétique en 1920.

11. A la fin des années 80, les forces indépendantistes et anticommunistes sont devenues de plus en plus fortes. En janvier 1990, 131 personnes ont été tuées lors d'une vaine tentative des troupes soviétiques d'écraser ce mouvement de libération. L'Azerbaïdjan a déclaré son indépendance le 30 août 1991.

12. Etant déjà une république des plus pauvres de l'Union Soviétique, le fonctionnement du pays s'est vu fortement affecté par le conflit avec l'Arménie au sujet du Nagorno-Karabakh, territoire peuplé essentiellement d'Arméniens. En mai 1994, un cessez-le-feu a mis fin aux combats, mais la guerre a abouti à l'occupation de 20 % du territoire d'Azerbaïdjan par l'Arménie, et a provoqué le déplacement d'un million de personnes qui vivent aujourd'hui comme réfugiés dans des conditions extrêmement précaires.

13. Dans ce contexte, le pétrole représente un espoir pour une vie meilleure. Pour assurer l'exploitation de ses importants gisements, le pays a signé une série de contrats avec des compagnies étrangères qui devraient exporter le pétrole par deux oléoducs traversant l'un la Russie, l'autre la Géorgie pour aboutir en Turquie.

14. Les précédentes élections législatives se sont tenues en 1990, donc avant la déclaration de l'indépendance. En 1992, les pouvoirs de l'Assemblée soviétique ont été transférés à une Assemblée nationale de cinquante membres. Toutefois, c'est le rôle du Président de la République qui est décisif: élu pour cinq ans, il est à la tête du pouvoir exécutif et désigne le Premier ministre ainsi que les chefs des organes régionaux. L'actuel Président d'Azerbaïdjan est M. Heydar Aliyev, élu en octobre 1993.

III. Atmosphère politique dans le pays avant les élections

15. Sans aucun doute, le paysage politique du pays est marqué, d'une part, par le fait que les deux Présidents ayant précédé M. Aliyev, à savoir MM. Mutalibov et Elchibey, prétendent être toujours des Présidents légitimes et, d'autre part, par une série de tentatives de coups d'Etat visant à remplacer M. Aliyev.

16. Dans ce contexte, quatre députés de l'opposition ont été arrêtés (deux d'entre eux déjà condamnés), accusés de comploter contre le gouvernement. Le parlement, contrôlé par le parti gouvernemental, a consenti à la levée de leur immunité. Les partis de l'opposition sont persuadés que le gouvernement a agi ainsi pour se débarrasser de ses opposants.

17. Une autre affaire grave, évoquée tout au long de la visite, était l'arrestation de quatre journalistes pour atteinte à l'honneur et à la dignité du Président. Trois d'entre eux ont été condamnés respectivement à cinq, trois et deux ans de prison ferme, le quatrième à la surveillance policière. Les représentants du gouvernement expliquaient que ces journalistes travaillaient pour un journal clandestin et que, dans leurs articles, ils diffusaient des informations mensongères faisant croire au public qu'elles émanaient de décrets du Président.

18. Les membres de la commission *ad hoc* ont estimé que cette affaire faisait planer le doute quant à l'indépendance des médias et ont exprimé ce point de vue lors des différentes rencontres. Avant son départ de Bakou, la présidente de la commission *ad hoc* a été informée que ces quatre journalistes ont été graciés par le Président Aliyev le jour même des élections.

IV. La loi électorale

19. Conformément à la loi électorale du 12 août 1995, la nouvelle Assemblée nationale d'Azerbaïdjan comprend 125 députés élus pour cinq ans sur la base d'un système mixte:

– cent députés sont élus dans des circonscriptions électorales uninominales (système majoritaire);

– vingt-cinq députés sont élus dans le cadre d'une circonscription électorale plurinominale unique, sur la base de la proportion des suffrages obtenus par les listes des candidats présentés par les partis politiques (système proportionnel).

20. La loi électorale est un document assez complet, contenant même les dispositions exigeant de l'Assemblée nationale et de la Commission électorale centrale (CEC) de demander aux Etats et aux organisations internationales d'envoyer des observateurs aux élections.

21. Bien que cette loi puisse être considérée comme correspondant aux normes internationales, les membres de la commission *ad hoc* ont formulé des critiques sur les deux sujets suivants:

– *contestation des décisions des commissions électorales (article 21)*: en cas de contestation, la commission électorale de circonscription examine la demande et prend une décision dans les trois jours. Si cette décision est contestée par la suite devant la Cour suprême, celle-ci est également tenue de statuer dans les trois jours;

– *composition de la Commission électorale centrale (CEC) et des commissions électorales de circonscription*: seules les personnes n'appartenant pas à un parti politique peuvent devenir membres de ces commissions.

22. Sur la procédure de contestation, les membres de la commission *ad hoc* considèrent que le délai de trois jours n'est pas suffisant, en particulier pour effectuer une vérification sérieuse des signatures. En effet, l'exactitude de cette observation a pleinement été confirmée par des cas réels cités ci-dessous.

23. Sur la composition de la CEC et des commissions électorales de circonscription, la commission *ad hoc* estime que les dispositions actuelles peuvent avoir un effet négatif dans le sens que les membres de ces organes sont souvent des fonctionnaires ou d'autres catégories de personnes liées à l'appareil d'Etat, ce qui signifie, en pratique, au parti au pouvoir.

24. De même, le choix des membres des commissions électorales par tirage au sort a été contesté par plusieurs interlocuteurs qui affirmaient que ce système n'était pas assez transparent et laissait d'amples possibilités d'influencer le résultat du tirage.

V. Enregistrement des partis politiques et des candidats

a. *Enregistrement des partis politiques (système proportionnel)*

25. Des trente et un partis enregistrés dans le pays, douze ont déposé les listes avec les 50 000 signatures nécessaires pour participer aux élections. La Commission électorale centrale (CEC) en a exclu quatre d'entre eux. Parmi les huit restants, se trouvent «Nouvel Azerbaïdjan», parti du Président Aliyev (actuellement au pouvoir), et six autres partis généralement considérés comme loyaux au parti au pouvoir, même si le degré de leur support varie considérablement. Le seul parti véritablement «d'opposition» participant aux élections était le Front populaire. Il convient de remarquer que les partis islamiques sont interdits.

26. La question sans doute la plus controversée lors de l'enregistrement était celle de l'exclusion du parti «Musavat» des élections. En effet, la CEC a exclu quatre partis, dont «Musavat» et le Parti communiste, en raison du fait que le nombre de signatures valides était en dessous de la barre de 50 000. Tous les quatre ont déposé un recours auprès de la Cour suprême qui a entériné la décision de la CEC.

27. Si trois des partis exclus ont reconnu qu'il y a eu certaines irrégularités sur leur liste de signatures, «Musavat» a dénoncé cette décision comme un acte d'élimination de l'opposition politique. En effet, selon des sources indépendantes et des sondages effectués avant les élections, seul «Musavat» aurait représenté un contrepoids face au «Nouvel Azerbaïdjan».

28. «Musavat» conteste le refus de son enregistrement notamment pour les deux raisons suivantes:

– lors d'une première collecte de signatures, le parti affirme avoir reçu des formulaires pour 53 000 signatures. Craignant de faire l'objet d'une machination visant à mettre en doute les signatures recueillies, il a demandé aux autorités des formulaires supplémentaires pour avoir une marge plus importante et, par conséquent, plus difficile à contester. Cependant, sous prétexte de stock insuffisant, cette demande a été refusée. «Musavat» n'a pas non plus été autorisé à financer un tirage supplémentaire de formulaires;

– lors de la vérification de ces signatures (effectuée par six experts du ministère de la Justice et deux du ministère de l'Intérieur, sans aucune participation d'experts indépendants), environ 5 000 signatures ont été déclarées invalides (plusieurs signatures effectuées par la même personne, des signatures de mineurs, des signatures de personnes sans documents d'identité en règle, de personnes inexistantes, etc.). Toutefois, des

vérifications supplémentaires effectuées par des sources indépendantes laissent supposer des failles sérieuses en ce qui concerne la fiabilité des vérifications faites par la CEC et la Cour suprême.

b. *Enregistrement des candidats individuels (système majoritaire)*

29. Tous les partis, même ceux exclus du scrutin proportionnel, pouvaient présenter leurs candidats sur des listes individuelles. Cependant, des irrégularités ont entaché également leur enregistrement. Selon les partis de l'opposition, plusieurs commissions électorales de circonscription ont reçu des instructions des autorités pour ne pas enregistrer certains candidats. A titre d'exemple, des quatre-vingt-trois candidatures individuelles présentées par «Musavat», seules treize ont été enregistrées.

30. Par conséquent, les membres de la commission *ad hoc* considèrent que ces irrégularités graves ont mis en cause le caractère démocratique du scrutin, déjà lors de la phase préparatoire.

VI. Campagne électorale

a. *Publicité électorale*

31. La campagne électorale a officiellement commencé le 22 octobre 1995. Il était relativement rare de voir des affiches électorales dans les rues de la capitale, sauf à proximité des sièges des partis politiques.

b. *Réunions électorales*

32. L'exercice du droit de réunion était sujet à des restrictions. Ainsi, les partis de l'opposition se plaignaient d'être empêchés de maintenir des contacts avec leurs branches locales en dehors de Bakou. De même, les réunions électorales pouvaient avoir lieu seulement dans des locaux fermés (écoles, gymnases, etc.); il était interdit de les organiser dans des endroits publics ouverts tels que des places, des rues, etc.

c. *Presse*

33. Même si la presse s'est engagée dans la campagne électorale, les membres de la commission *ad hoc* considèrent que son fonctionnement ne peut pas être qualifié de libre et démocratique. Les journaux de l'opposition devaient faire face à des obstacles tels que:

– la censure: même si, officiellement, seule la censure militaire existe (à cause du conflit avec l'Arménie), il n'y a pas de doute sur l'existence d'une censure politique, pratiquée par l'Etat directement dans les imprimeries. D'après les témoignages de journalistes indépendants, encore deux ou trois mois avant les élections, des articles entiers étaient remplacés par des photos. En période électorale, les censeurs se contentaient de supprimer des mots. Cependant, certains journalistes craignent qu'avec la victoire probable du parti au pouvoir, la censure sera renforcée;

– le manque de moyens financiers: il a fortement réduit le nombre et la périodicité des journaux, notamment ceux d'opposition qui ne reçoivent aucune subvention d'Etat. Il a également été signalé que l'Etat fait pression sur les fournisseurs de papier pour qu'ils n'approvisionnent pas les journaux indépendants.

34. Dans ce contexte, il convient de noter que d'après le ministère de l'Information, il y a dans le pays 375 journaux et 57 revues et magazines.

d. *Radio et télévision*

35. D'après la même source, environ vingt stations de radio fonctionnent en Azerbaïdjan et aucune observation spéciale n'a été faite à ce sujet par les interlocuteurs de la commission *ad hoc*. En ce qui concerne la télévision, conformément à l'article 47 de la loi électorale, pendant la compagne électorale «les candidats individuels se voient attribuer au moins cinq minutes, et chaque parti (groupement) politique au moins quarante-cinq minutes de temps d'antenne à la télévision d'Etat».

36. Même si des irrégularités et une censure ont affecté l'application de cette règle, elle a, en général, été respectée et les candidats ont eu la possibilité de s'exprimer, y compris quand ils critiquaient le gouvernement. Parmi les irrégularités signalées, il convient de souligner le cas de la suppression d'une partie de l'émission du Parti populaire sous prétexte de problèmes de coupures de courant.

37. Toutefois, la répartition du temps d'antenne a été faussée par des manœuvres plus subtiles. En effet, les interventions à la télévision du Président Aliyev et d'autres représentants gouvernementaux – membres du parti au pouvoir – ont certainement influencé les électeurs.

VII. Référendum sur la Constitution

38. Ce référendum ne faisait pas l'objet du mandat de la commission *ad hoc* qui ne prétend pas avoir étudié en profondeur tous les aspects de cette question. Cependant, les membres considèrent important de commenter le fait que la version définitive de la Constitution n'a été publiée que quatre jours avant le scrutin.

39. S'il est vrai que le premier projet a été publié déjà en octobre, pour faire l'objet d'une discussion populaire (plus de 4 000 amendements sont parvenus au comité de rédaction qui a repris certains d'entre eux), la commission *ad hoc* estime que la publication aussi tardive du texte définitif a rendu impossible le vote des électeurs en toute connaissance de cause. De même, sans vouloir porter de jugement sur le contenu de la Constitution, la commission *ad hoc* considère que celle-ci pourrait faire l'objet d'un examen par les experts juridiques du Conseil de l'Europe, en particulier en ce qui concerne les dispositions concernant l'équilibre des pouvoirs des différents organes d'Etat.

VIII. Déroulement des élections

40. Pour observer le déroulement des élections le 12 novembre 1995, la commission *ad hoc* s'est répartie en quatre groupes:

– groupe 1: M. Baumel et M. Herrero – Bakou (région de Narimanov 1 (région électorale n° 24) et de Surakhani (bureaux de vote spécialement destinés aux réfugiés);

– groupe 2: M^me^ Holand et M. Rewaj – région de Gobustan-Siyazan-Khyzy (n° 62);

– groupe 3: M^me^ Lentz-Cornette et M. Columberg – région de Hajygabul-Salyan (n° 94), de Salyan (n° 84) et de Garadagh (n° 14);

– groupe 4: M. Haraldsson – Lenkoran (n° 35) et ses environs (n° 36).

41. Le jour des élections, les bureaux de vote ont été ouverts de 8 heures à 22 heures et les membres ont été sur place dès leur ouverture. M. Haraldsson a dû quitter Bakou dès le vendredi 10 novembre pour atteindre la région de Lenkoran qui est située près de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Les membres, à l'exception de M. Haraldsson qui n'est rentré que le lendemain, se sont réunis le soir du 12 novembre pour échanger leurs expériences et élaborer un communiqué de presse.

42. Afin d'assurer une meilleure efficacité la commission *ad hoc* a choisi de visiter, dans la plupart des cas, des circonscriptions qui n'ont pas été couvertes par d'autres observateurs internationaux.

43. Le groupe 1 a constaté qu'à l'exception d'un bureau de vote les élections se déroulaient dans le calme, en présence des observateurs locaux (appartenant tant au parti au pouvoir qu'à l'opposition). Cependant, un certain nombre d'irrégularités ont été observées, notamment le vote «multiple» (un membre de la famille, l'homme en général, votant pour toute la famille). Même si certaines irrégularités peuvent être imputées à une maladresse et à l'inexpérience de l'organisation d'un scrutin démocratique, le groupe a aussi constaté des violations graves de la loi électorale, à savoir:

– un cas où les observateurs n'ont pas été admis au scellage des urnes;

– la présence de la police dans les bureaux de vote;

– l'expulsion d'un candidat du bureau de vote alors qu'il voulait s'attarder après avoir voté.

44. Les membres ont également visité une caserne choisie au hasard. Après une brève attente, ils ont été autorisés à entrer et à observer le vote des soldats. Celui-ci se déroulait sans aucune présence des observateurs, mais le secret du vote semblait être assuré.

45. De même, ce groupe a visité plusieurs bureaux de vote installés spécialement pour les réfugiés. Il semblait qu'un effort considérable ait été déployé pour leur permettre de voter, y compris le transport de ceux qui se trouvaient dans des centres d'accueil éloignés des lieux de vote.

46. Le groupe 2 a constaté que, dans les bureaux de vote visités, les élections ont été bien organisées et se sont déroulées, en principe, conformément à la loi électorale. Cependant, des irrégularité ont été observées, à savoir:

– le vote «multiple» dans des proportions importantes (en effet, de tels cas ont été détectés dans tous les bureaux de vote visités à l'exception d'un seul);

– la présence de plusieurs électeurs dans le même isoloir.

47. Le groupe 3 a constaté un certain nombre d'irrégularités, ainsi qu'une violation très grave de la loi électorale. Parmi les irrégularités figurent notamment:

– le vote «multiple»;

– la présence de plusieurs électeurs dans le même isoloir;

– l'exclusion des membres du Front populaire de la commission électorale de section, ceux-ci n'ayant été admis qu'une heure après l'ouverture du scrutin.

48. Le groupe a également voulu visiter une caserne, mais a appris (à 11 heures du matin) que le vote était terminé (sans la présence d'observateurs) et que le résultat du vote ainsi que le nombre de votants étaient un secret militaire. Par conséquent, le contrôle de l'exactitude des résultats n'a été possible.

49. Cependant, l'incident le plus grave a eu lieu dans la 84e circonscription. La veille des élections, la commission *ad hoc* a été avertie que deux des trois candidats (MM. Ibrahimov et Nazarov) avaient dû retirer leur candidature pour permettre l'élection du candidat restant, membre de l'administration du Président. Le retrait des candidatures se serait passé deux jours avant les élections, sous les menaces des autorités locales.

50. Une fois sur place, les membres ont constaté qu'une atmosphère très tendue y régnait. Ils ont réussi à rencontrer des représentants de l'opposition qui ont expliqué que, les deux candidats en question s'occupant de la distribution de l'assistance aux réfugiés, les autorités locales ont utilisé des méthodes violentes pour que certains bénéficiaires de cette aide signent un document accusant ces candidats d'un détournement de fonds. Par la suite, elles menaçaient d'engager une procédure judiciaire si ces derniers ne renonçaient pas à se présenter aux élections. Dans ces circonstances, MM. Ibrahimov et Nazarov ont annoncé à la Commission électorale centrale (CEC) leur désistement «volontaire».

51. La CEC a décidé de permettre ce retrait des candidatures et la commission électorale de circonscription s'est empressée de se réunir encore le 11 novembre à 19 heures pour rayer les noms des deux candidats de tous les bulletins de vote. En agissant ainsi, elle a violé la loi électorale qui interdit tout changement sur les listes des candidats dans les sept jours qui précèdent les élections (article 40 de la loi électorale).

52. Les membres de la commission *ad hoc* considèrent qu'il s'agit d'une affaire très grave, mettant en doute l'engagement des autorités quant au caractère démocratique des élections. Ils ont exprimé ce point de vue dans le communiqué de presse publié à l'issue des élections (voir annexe II) et a demandé des explications sur cet incident auprès des autorités.

53. En réponse, M. Beliyev, président de la CEC, a adressé une lettre au Président de l'Assemblée parlementaire, expliquant que les deux candidats se seraient retirés de leur plein gré. Ils auraient reconnu que le candidat restant, M. Mechtiyev, était plus compétent qu'eux et que son programme électoral était supérieur aux leurs. En ce qui concerne la violation de l'article 40 de la loi électorale, M. Beliyev a fait valoir le fait qu'en interdisant des changements sur les listes des candidats dans les sept jours précédant les élections, la loi avait oublié de spécifier le cas particulier d'un retrait volontaire du candidat. Pour cette raison, la CEC, en essayant de combler cette lacune, a opté pour une interprétation

de cet article permettant de retirer des bulletins de vote les noms des candidats qui se désistent volontairement (comme ce serait le cas, par exemple, en cas de décès du candidat). La Cour suprême a entériné cette interprétation.

54. Tout en remerciant M. Beliyev de ses explications, les membres de la commission *ad hoc* estiment que celles-ci correspondent aux arguments déjà avancés et pris en considération et qu'elles n'arrivent pas à dissiper les doutes graves sur la légalité de l'action des autorités azerbaïdjanaises dans cette affaire. Par conséquent, la commission *ad hoc* ne peut accepter son interprétation des faits.

55. M. Haraldsson a constaté un nombre très important de cas où une personne avait voté pour d'autres, parfois même pour plusieurs familles. Le cas extrême était celui d'une personne qui avait voté pour seize autres. Dans les bureaux de vote visités, les observateurs ont été admis du scellage des urnes à la fin du dépouillement. Cependant, les représentants des autorités locales étaient très présents sur les lieux de vote et, dans plusieurs cas, ils donnaient des consignes aux électeurs quant au choix du candidat pour lequel voter.

IX. Résultats

a. *Premier tour (12 novembre 1995)*

– système majoritaire

Trois partis politiques ont franchi le seuil des 8 % de voix nécessaires pour être représentés au parlement. Les vingt-cinq sièges à pourvoir sont répartis comme suit:

Nouvel Azerbaïdjan: 19 sièges;
Front populaire: 3 sièges;
Parti de l'indépendance nationale: 3 sièges.

Taux de participation: 86,05 %.

– système proportionnel

71 députés ont été élus.

Taux de participation: 86 %.

b. *Deuxième tour (26 novembre 1995)*: (ont pris part au second tour les candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour)

13 députés ont été élus (système proportionnel).

Taux de participation: 60,9 %.

L'appartenance politique des 84 députés élus aux deux premiers tours est répartie comme suit:

Nouvel Azerbaïdjan: 33 députés;
Parti démocratique des propriétaires: 2 députés;
Parti de l'indépendance nationale: 1 député;
Parti de la solidarité des citoyens: 1 député;
Parti de l'indépendance démocratique: 1 député.
(Le reste des députés est indépendant.)

c. *Un nouveau scrutin sera organisé le 4 février 1996* dans les quinze circonscriptions où les résultats ont été annulés, soit en raison de la participation inférieure à la moitié des électeurs soit pour les violations des modalités de vote (les détails concernant ces violations n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport).

d. *Référendum sur la Constitution*

91,9 % des votants ont approuvé la Constitution.

Taux de participation: 86 %.

X. Conférence de presse

56. La commission *ad hoc* a adopté un communiqué de presse qui a été diffusé sur place lors d'une conférence de presse tenue le 13 novembre 1995 (voir annexe II). Une trentaine de journalistes, représentant des organes de presse gouvernementaux, de l'opposition ainsi que la presse étrangère étaient présents. L'Assemblée parlementaire étant la première des organisations internationales sur place à organiser une conférence de presse, les évaluations de la commission *ad hoc* ont été largement reprises tant par la presse locale que par la presse internationale.

XI. Conclusions

57. Dans son communiqué de presse, la commission *ad hoc* a déclaré que «les élections se sont déroulées dans le calme, mais avec un certain nombre d'irrégularités et de fraudes caractérisées». Ces irrégularités sont apparues tant dans le processus de préparation des élections (notamment les atteintes à la liberté d'expression, la discrimination lors de l'enregistrement des partis politiques et des candidats, un quasi-monopole du parti au pouvoir à la télévision) que lors de leur déroulement (en particulier la tolérance quasi officielle des votes multiples, une forte emprise des autorités sur les commissions électorales). Par conséquent, la commission *ad hoc* ne peut considérer ces élections ni libres ni démocratiques. Par ailleurs, cette appréciation est en accord avec celles faites par les observateurs du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui ont conclu que les élections n'étaient ni libres ni équitables. De même, la mission commune d'observation électorale de l'OSCE et des Nations Unies a exprimé des doutes sérieux quant au caractère équitable des élections.

58. Ceci étant, ces élections représentent un pas important, quoique partiel, vers une démocratisation de l'Azerbaïdjan. En effet, dans un pays où aucun des électeurs actuels n'a jamais fait l'expérience d'un scrutin libre, le seul fait que huit partis figuraient sur les bulletins de vote et que d'autres encore présentaient leurs candidats, représente un

progrès. Il faut rappeler également que les élections se sont déroulées au moment où le pays est «de fait» en guerre (malgré le cessez-le-feu) et que 20 % de son territoire sont occupés.

59. La commission est persuadée que l'Azerbaïdjan aspire à renforcer son appartenance à l'Europe. Le Conseil de l'Europe devrait intensifier son assistance à ce pays dans les domaines de ses compétences. Ce souhait a été exprimé par les interlocuteurs de la commission *ad hoc* à Bakou. Seule une coopération accrue, jointe à la volonté des autorités azerbaïdjanaises d'approfondir les réformes démocratiques, permettra de créer les conditions nécessaires pour accorder au parlement de ce pays le statut d'invité spécial auprès de l'Assemblée parlementaire.

ANNEXE I

Programme de la visite

Mercredi 8 novembre 1995

Arrivée

Jeudi 9 novembre 1995

8 h 15	Réunion de la commission *ad hoc*
9 h 00-9 h 00	Rencontre avec M. Khanlar Hajiyev, président de la Cour suprême
10 h 00-10 h 50	Rencontre avec M^{me} Soudaba Gassanova, ministre de la Justice en exercice
11 h 00-11 h 50	Rencontre avec M. Ramil Usubov, ministre des Affaires intérieures
12 h 00-13 h 30	Rencontre avec des experts du Conseil suprême (échange de vues sur le projet de Constitution et sur la loi électorale)
15 h 00-16 h 20	Rencontre avec le vice-président du parti du Nouvel Azerbaïdjan
16 h 20-18 h 00	Rencontre avec les représentants du Front populaire
19 h 00	Réception offerte par M. Mahmoud Al-Said, représentant permanent de l'ONU à Bakou

Vendredi 10 novembre 1995

9 h 00-12 h 00	Rencontre avec un représentant du Comité d'Etat pour les questions de religion
	Rencontre avec des représentants des communautés musulmane et juive
12 h 00-13 h 00	Rencontre avec M. Isa Mamedaliyev, vice-président de la Commission électorale centrale
15 h 00-16 h 30	Rencontre avec M. Isa Gambar, président du parti Musavat
17 h 00-17 h 50	Rencontre avec M. Rasoul Guliyev, président du Conseil suprême de la République d'Azerbaïdjan
20 h 00-20 h 30	Rencontre avec M. Heydar Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan
20 h 30	Dîner offert par le Président Aliyev

Samedi 11 novembre 1995

10 h 00-11 h 00	Rencontre avec des représentants des médias d'opposition
11 h 00-12 h 00	Rencontre avec des représentants des médias gouvernementaux
17 h 00	Réunion de la commission *ad hoc*

Dimanche 12 novembre 1995

	Visites de bureaux de vote
	Réunion de la commission *ad hoc*

Lundi 13 novembre 1995

10 h 30	Conférence de presse

ANNEXE II

Communiqué de presse

Elections en Azerbaïdjan

Bakou, le 13 novembre 1995

D'après nos premières constatations, les élections se sont déroulées dans le calme, mais avec un certain nombre d'irrégularités et de «fraudes caractérisées», a déclaré aujourd'hui Jacques Baumel (GDE, France) au nom de la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe chargée de suivre ces élections.

Les sept membres de la délégation se sont rendus dans plusieurs circonscriptions électorales du pays et ont visité des dizaines de bureaux de vote. Parmi les irrégularités constatées figurent notamment la permission laissée à certains chefs de famille de voter pour toute la famille et l'absence de contrôle préalable des urnes. Par ailleurs, dans certains cas, on a constaté la présence de plusieurs personnes dans le même isoloir.

La délégation a été fortement émue d'apprendre qu'à la veille des élections la Commission électorale centrale a décidé sans raison valable de rayer deux candidats de sorte qu'il ne restait dans la circonscription n° 84 que le candidat du parti au pouvoir. Il s'agit d'une violation très grave de la loi électorale et la délégation a demandé des explications sur cet incident auprès des autorités. En conséquence, elle émet toutes réserves sur la sincérité de certains résultats.

La délégation a également constaté des irrégularités graves dans la préparation des élections, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des partis et des candidats d'opposition. L'accès inégal aux médias ne leur a pas permis de mener une campagne électorale sur un pied d'égalité avec les candidats gouvernementaux. Ces problèmes ont été de nature à porter atteinte au caractère démocratique des élections.

Quant au référendum sur le projet de Constitution qui a eu lieu en même temps que les élections, la délégation a critiqué le fait que la version définitive de ce projet n'a été publiée que quatre jours avant le jour du vote, excluant ainsi la possibilité d'un examen approfondi.

En exprimant ces graves réserves, la délégation considère que ces élections, auxquelles ont participé huit partis tant gouvernementaux que d'opposition, représentant un premier pas vers un régime plus démocratique en Azerbaïdjan. Elle exprime l'espoir qu'avec le respect des libertés fondamentales le développement économique et le règlement juste du conflit avec l'Arménie, les forces démocratiques vaincront le passé totalitaire dans ce pays.

Le Conseil de l'Europe devrait intensifier son assistance politique et juridique à l'Azerbaïdjan afin que le parlement de ce pays puisse acquérir le statut d'invité spécial auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans l'avenir, a conclu Jacques Baumel au nom de la délégation.

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: PERSPECTIVAS ELECTORALES EN AZERBAIYAN.

0. INTRODUCCION

El próximo 12 de noviembre tendrán lugar en AZERBAIYAN las primeras elecciones legislativas generales desde que en octubre de 1993 fue elegido como Presidente de la República GAIDAR ALIEV, que sustituyó a A. ELCHEBEY tras un golpe de Estado, en el que no se aclaró totalmente su participación. Según los datos ofrecidos por la Comisión Electoral Central, 4 millones de ciudadanos tendrán derecho al voto en los próximos comicios.

De acuerdo con la nueva Ley electoral, aprobada por el actual Parlamento el pasado 12 de agosto y firmada por ALIEV el 15.08.95, en las elecciones parlamentarias de noviembre se formará un nuevo cuerpo legislativo integrado por 125 diputados, 100 de los cuales serán elegidos en otras tantas circunscripciones por el sistema mayoritario y los 25 restantes por las listas de partidos (sistema mayoritario), en una única circunscripción de ámbito nacional. Según fuentes gubernamentales, las circunscripciones creadas garantizan el derecho al voto de los miles de desplazados por el conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

La ONU ha sido encargada de vigilar, y en parte financiar, el desarrollo de la campaña electoral y los comicios; asimismo, otros Organismos internacionales, como la OSCE, han sido invitados a participar como observadores. Los EE.UU., a través de su representación permanente en AZERBAIYAN, siguen muy de cerca el desarrollo de estas elecciones y han intervenido en algunas ocasiones ante el Gobierno central para conseguir garantizar la limpieza y la igualdad de oportunidades entre las distintas fuerzas políticas.

Sin embargo, desde principios del pasado mes de agosto, una serie de medidas legales, policiales y judiciales emprendidas por el Gobierno contra los principales grupos políticos de la oposición y algunos de sus dirigentes han sembrado serias dudas sobre el desarrollo democrático del proceso electoral.

1. DESARROLLO DEL PROCESO ELECTORAL

La pre-campaña electoral se ha caracterizado hasta la fecha por los continuos ataques entre el Gobierno y los partidos de la oposición, que califican a la nueva Ley electoral de

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

anti-democrática y la actitud del Gobierno como gravemente lesiva para los derechos políticos básicos de los ciudadanos.

Tras la aprobación de la Ley electoral, la lucha política se centró en las disputas por la inscripción de los principales partidos para tomar parte en las próximas elecciones.

En este sentido, tras unas cuantas semanas de fuertes presiones exteriores, que llegaron a involucrar al Departamento de Estado de los EE.UU., el Ministerio del Interior azerí accedió el pasado 01.09.95 a registrar al Frente Popular que lidera el ex-Presidente ELCHEBEY como partido político, tras obligarle a realizar algunos cambios en sus estatutos fundacionales.

Algo similar sucedió con el Partido Comunista de AZERBAIYAN, cuyas actividades fueron prohibidas el pasado 01.09.95 por orden del Tribunal Supremo, bajo la acusación de atentar contra la independencia nacional al tener como uno de sus principios programáticos la reconstrucción de la UNION SOVIETICA. Tan sólo después de la mediación del Partido Comunista de la FEDERACION RUSA y de otras Repúblicas de la CEI, así como de algunas Organizaciones internacionales, las máximas autoridades judiciales del país revocaron la anterior prohibición el pasado 18.09.95.

Además de la utilización del Ministerio del Interior y del Tribunal Supremo como medios para debilitar la fuerza política de algunos partidos de la oposición, el Gobierno azerí ha recurrido durante las últimas semanas a otras medidas de carácter represivo contra algunos líderes de la oposición. Dentro de esta táctica preelectoral hay que inscribir la detención del ex-Ministro de Exteriores y militante del Partido "Musavat", TOFIK GASIMOV, acusado de haber participado en la intentona golpista del pasado mes de marzo.

Asimismo, el pasado 15.09.95, el Tribunal Supremo condenó a 14 años de prisión al ex-Ministro del Interior, I. HAMIDOV, líder del prohibido Partido de los Lobos Grises y uno de los principales dirigentes ultranacionalistas, acusado de haber abusado de su poder durante su etapa al frente del citado Ministerio.

Todas estas medidas han creado un clima político de inseguridad y de férreo control gubernamental sobre los principales partidos políticos, a los que, además, se les está dificultando el acceso a los medios de comunicación social, a pesar de las presiones occidentales para que las elecciones sean realmente libres y democráticas.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

2. PRINCIPALES FUERZAS POLITICAS

Sin duda alguna, el Partido que cuenta con mejores expectativas de cara a las elecciones de noviembre es el Partido Nuevo AZERBAIYAN, fundado y liderado por el Presidente ALIEV. En dicho partido están incluidas las principales personalidades de la vida política del país, como el Presidente del Parlamento, RASUL GULIEV, el Vicepresidente, IASHOR ALIEV, el Jefe de la Administración Presidencial, RAMIZ MEJTIEV, el Alcalde de BAKU, ALOJVERDIEV, y otros destacados cargos del actual régimen político.

Dentro de Nuevo AZERBAIYAN, el partido del poder, se repite la tradicional lucha de clanes provinciales, que tienen gran influencia en la sociedad azerí; sin embargo, hasta la fecha ALIEV ha conseguido mantener el equilibrio entre los diferentes clanes y la unidad de acción del partido.

Existen otras dos formaciones que apoyan al actual Gobierno: el Partido Madre Patria, liderado por FASAIL AGAMOLIEV, y el Partido Alianza en Nombre de AZERBAIYAN, dirigido por ABUTALIB SOMEDOV.

Dentro de los principales grupos de la oposición, hay que señalar los siguientes: el Frente Popular, líderado por ALI KERIMOV, que fue el partido gobernante durante el mandato del ex-Presidente A. ELCHEBEY; el Partido "Musavat", escisión del Frente Popular, cuyo líder es el ex-Presidente del Parlamento, IZA GAMBAR; el Partido de la Independencia Nacional, fundado y dirigido por el ex-Presidente de la República, E. MAMEDOV; y el Partido "Vajtar" (Concordia), cuyo líder es JADJI DJIBRAIL ALIZADE.

Los últimos sondeos dan al Partido Nuevo AZERBAIYAN como seguro ganador de las elecciones con un 70% de los votos, lo que le permitiría gozar de una amplia mayoría parlamentaria. El resto de las formaciones obtendrían entre 4 y 12 escaños. Los principales partidos de la oposición han reconocido que la obtención de un 30% de los votos entre todos ellos supondría un buen resultado.

Por lo que se refiere al Partido Comunista, hasta el momento, y debido a su ausencia temporal del proceso electoral, no se dispone de predicciones fiables sobre sus posibilidades electorales, aunque algunos analistas políticos señalan que su representatividad dentro de la sociedad azerí se encuentra muy mermada, lo que podría producir que no obtuviera el mínimo de votos necesario para conseguir representación parlamentaria.

Por otro lado, el pasado 13.09.95, el Parlamento de la República Autónoma de NAJICHEVAN, perteneciente a AZERBAIYAN aunque separada físicamente del resto del país por ARMENIA,

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

acordó celebrar sus propias elecciones parlamentarias el mismo día 12 de noviembre.

De las cinco regiones en las que se encuentra dividido NAJICHEVAN, dos de ellas, SHARUR y ORDUBAT, apoyan al ex-Presidente ELCHEBEY, que desde el golpe de Estado de 1993 se encuentra refugiado en esta República Autónoma. Las otras tres, BABEK, SHAJBUZ y DJULFA, apoyan al actual Presidente ALIEV. Si estas expectativas se cumplen finalmente, ALIEV seguirá controlando esta estratégica República Autónoma, de la que es originario y de la que fue Presidente del Parlamento, aunque con la amenaza constante de la actividades de las formaciones armadas que protegen y apoyan a ELCHEBEY.

Por otro lado, de acuerdo con estos datos, de los cinco diputados que NAJICHEVAN tendrá en el Parlamento nacional, dos apoyarán a ELCHEBEY y tres a ALIEV.

3. CONCLUSIONES

Desde que en 1993 el Presidente ALIEV, antiguo dirigente de AZERBAIYAN durante la etapa soviética, retornó al poder, su política se ha caracterizado por ser abiertamente autoritaria y alejada de sus manifestaciones públicas a favor de la inclusión de la República dentro de las naciones democráticas.

Si bien es cierto que la reciente historia de AZERBAIYAN como nación independiente ha estado sembrada de golpes de Estado, sublevaciones militares y acciones exteriores dirigidas a derrocar al régimen de turno y que se ha visto seriamente condicionada por el desarrollo del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, no lo es menos que los medios utilizados por ALIEV para luchar contra sus oponentes políticos están muy lejos de ser considerados como mínimamente democráticos.

A pesar de lo anterior, hay que señalar que la permanencia de ALIEV en el poder desde 1993 ha otorgado a la República la primera oportunidad de desarrollar un sistema político, que, aunque no muy avanzado, representa el primer ensayo hacia la normalización de la situación interna en AZERBAIYAN. Esta labor no ha sido sencilla, ya que ALIEV, al igual que sus antecesores, ha tenido que hacer frente al menos a dos intentos de golpe de Estado, en octubre de 1994 y en marzo de 1995.

En este sentido, hay que señalar que en AZERBAIYAN no se ha producido de forma abierta la tradicional pugna entre el Legislativo y el Ejecutivo del período post-soviético, sino que sus crisis internas han venido provocadas por las luchas de los clanes provinciales, apoyados por diversos sectores de las Fuerzas Armadas.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

A pesar de ello, la orientación política del país a corto plazo va en la misma dirección que el resto de las Repúblicas de la CEI, es decir, hacia el establecimiento y reforzamiento de un régimen presidencialista en detrimento del papel político del Legislativo.

Las perspectivas electorales actuales dan como seguro ganador al partido de ALIEV, Nuevo AZERBAIYAN, con lo que el Presidente azerí conseguirá contar con un Parlamento dócil y con escasas competencias en el desarrollo político-económico del país.

Por lo que se refiere a los intereses exteriores, las actuales perspectivas de desarrollo de un proyecto internacional de explotación conjunta de los yacimientos petrolíferos azeríes en el Mar CASPIO aconsejan el mantenimiento del actual régimen político de cara a conseguir la máxima estabilidad interior en esta República caucásica.

Fecha de Redacción: 09.10.95

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

C E I: AZERBAIYAN. SITUACION EN EL AMBITO DE LA SEGURIDAD

Centro Superior de Información de la Defensa

CONFIDENCIAL

C E I: AZERBAIYAN.
SITUACION EN EL AMBITO
DE LA SEGURIDAD

Noviembre, 1.995

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

I N D I C E

N° Pág.

0. INTRODUCCION 1

1. EVOLUCION DE LAS DIRECTRICES DE POLITICA DE SEGURIDAD 1

2. RELACIONES CON OTROS ESTADOS EN EL AMBITO MILITAR 4

3. EL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ 5

4. POLITICA MILITAR Y DOCTRINA 8

5. FORMACION DE LAS FUERZAS ARMADAS NACIONALES 9

ANEXOS

I. ORGANOS DE DEFENSA Y SEGURIDAD.

II. COMPOSICION DEL CONSEJO DE DEFENSA DEL ESTADO.

III. SITUACION DE LAS PRINCIPALES UNIDADES DE LAS FUERZAS ARMADAS.

IV. AZERBAIYAN. ACUERDOS, TRATADOS Y CONVENIOS FIRMADOS EN EL AMBITO MILITAR.

V. EJERCITO DE TIERRA.

VI. FUERZAS AEREAS Y DE DEFENSA AEREA.

VII. ARMADA.

VIII. NAGORNO-KARABAJ. BALANCE MILITAR DE LAS FUERZAS QUE TOMAN PARTE EN EL CONFLICTO.

IX. BIOGRAFIA DEL MINISTRO DE DEFENSA DE AZERBAIYAN.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

0. INTRODUCCION

Tras la declaración de independencia formulada por AZERBAIYAN poco después del fracaso del intento de golpe de Estado de agosto de 1991 en la desaparecida URSS, uno de los primeros campos de actuación del liderazgo político de AZERBAIYAN, encabezado por el entonces Presidente, AYAZ MUTALIBOV, se centró en la constitución de los mecanismos necesarios para intentar garantizar sus necesidades en materia de seguridad.

Entre las medidas más significativas que en aquellas fechas se adoptaron, cabe destacar el establecimiento del Ministerio de Defensa el 3 de septiembre de 1991 y del Consejo de Defensa Nacional el 29 del mismo mes, así como la constitución formal de las Fuerzas Armadas azeríes el 9 de octubre.

Desde entonces hasta ahora, la política de seguridad de esta República se ha caracterizado por varios giros en este ámbito, debidos, por una parte, al mayor o menor acercamiento a sus vecinos más poderosos, principalmente RUSIA, IRAN y TURQUIA y, por otra, a un incesante relevo en la titularidad de la Cartera de Defensa, consecuencia, tanto del desarrollo del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, como de la profunda inestabilidad interna que afecta a este país.

1. EVOLUCION DE LAS DIRECTRICES DE POLITICA DE SEGURIDAD

La evolución que desde la consecución de su independencia ha experimentado la política de seguridad de AZERBAIYAN ha estado determinada por los siguientes factores:

- Su **situación geoestratégica**, a caballo entre una potencia como RUSIA, que busca recuperar el lugar privilegiado en la Comunidad Internacional que ocupó en tiempos de la UNION SOVIETICA, y países con serias aspiraciones a incrementar su influencia en la zona, como IRAN y TURQUIA.

- La importancia de los **yacimientos de petróleo** situados en las proximidades de la costa azerí del Mar CASPIO.

- La profunda **inestabilidad política** que afecta a este país.

- La permanencia en el tiempo de un **conflicto en NAGORNO-KARABAJ**, que, si bien en la actualidad se encuentra en un grado de actividad bajo, hace tan sólo dos años llegó a ser una guerra total.

Así, en una primera fase, que tiene su comienzo a finales de agosto de 1991, el régimen dirigido por MUTALIBOV continuó manteniendo buenas relaciones con MOSCU, propiciando la integración de su país en el seno de la Comunidad de Estados Independientes (CEI) en diciembre del mismo año.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Sin embargo, la declaración de independencia de NAGORNO-KARABAJ, la retirada del Ejército soviético de esta región, la generalización de los combates en la zona y los reveses militares sufridos por las fuerzas azeríes propiciaron, sólo seis meses más tarde, en junio de 1992, la subida al poder de ABULFAZ ELCHIBEY, líder del Frente Popular, partido de carácter nacionalista y proturco.

A consecuencia de ello, se produjo un giro manifiesto en materia de política exterior. AZERBAIYAN adoptó una actitud de acercamiento a TURQUIA, quien, a su vez, proporcionó apoyo económico, financiero y asesoramiento militar al Ejecutivo de BAKU, aunque ha evitado siempre una implicación mayor en este país, al objeto de eludir la posibilidad de verse involucrado directamente en el conflicto karabají.

Simultáneamente, AZERBAIYAN renunció a continuar siendo miembro de la CEI y se mostró partidario de la conveniencia de establecer un mayor contacto con las regiones septentrionales de IRAN con vistas a la formación de un "Gran AZERBAIYAN". Estas intenciones fueron acompañadas con una importante ofensiva en NAGORNO-KARABAJ, que llevó a las fuerzas de BAKU a ocupar cerca del 40% del territorio de esta región.

Sin embargo, esta actitud supuso que tanto MOSCU como TEHERAN no vieran con buenos ojos el mantenimiento de ELCHIBEY en el poder. Finalmente, en junio de 1993 y después de que las denominadas Fuerzas de Autodefensa de NAGORNO-KARABAJ infligieran una serie de importantes derrotas a las tropas azeríes, ELCHIBEY fue derrocado.

En octubre, y tras un período de indeterminación política, llegó al poder el actual Presidente, GAIDAR ALIEV, antiguo Presidente del Sóviet Supremo de NAJICHEVAN y único azerí que consiguió llegar a ser miembro del Politburó del Partido Comunista de la URSS, ahora revestido de una ideología nacionalista, quien ha centrado su actividad en asegurarse el control de las fuerzas de seguridad azeríes. En este sentido, cabe destacar que, si bien este objetivo ha sido finalmente alcanzado, a lo largo de su mandato ha sufrido dos intentos de golpe de Estado.

La llegada de ALIEV a la Presidencia de la República vino acompañada por la reintegración de AZERBAIYAN a la CEI, por la ratificación parlamentaria del Tratado de Seguridad Colectiva (TSC) o de TASHKENT y por la firma de un nuevo Tratado bilateral con RUSIA, lo que permitió deducir que una de las pautas definitorias de la actuación en materia de política de seguridad del nuevo Presidente sería la de favorecer un acercamiento a MOSCU y, por ende, un alejamiento de la influencia de TURQUIA.

Con ello, ALIEV intentaba que MOSCU incrementara su cooperación con BAKU y conseguir así que el conflicto de NAGORNO-KARABAJ entrara en unas vías de solución que resultaran lo más cercanas posible a sus intereses.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Sin embargo, el hecho de que RUSIA no haya respondido en la medida de lo esperado por ALIEV, unido al reforzamiento de su posición internacional como consecuencia del acuerdo alcanzado para explotar los recursos petrolíferos del Mar CASPIO y del notable interés que éste despierta en Occidente y, principalmente, en los EE.UU., así como la decisión adoptada por MOSCU de cerrar la frontera con AZERBAIYAN alegando que era ésta la principal vía de entrada de suministros a los rebeldes chechenos, han provocado un deterioro de las relaciones bilaterales con RUSIA y multilaterales en el marco de la CEI y, paralelamente, un progresivo acercamiento a Occidente.

En este sentido, hay que destacar que BAKU se ha negado a firmar los últimos documentos que en materia de seguridad han sido sometidos a consideración en la CEI (Protección de las Fronteras Exteriores y Defensa Aérea Conjunta) y en el TSC (Concepción de la Seguridad Colectiva).

Asimismo, se ha mantenido la negativa a la instalación de bases rusas en territorio azerí. A semejanza de lo acordado en el caso de GEORGIA, se sigue sin alcanzar un acuerdo de explotación de las instalaciones de radar de GABALA, pertenecientes al sistema de alerta temprana de RUSIA, y se ha vuelto a producir un acercamiento a TURQUIA en el ámbito de la cooperación militar.

El hecho de que en recientes declaraciones el propio ALIEV haya avanzado la posibilidad de que el territorio de NAJICHEVAN, separado de AZERBAIYAN por el de ARMENIA, tenga en el futuro su desarrollo vinculado al apoyo de TURQUIA; que reclame para su país un papel igual al de RUSIA a la hora de resolver el problema de NAGORNO-KARABAJ; la afirmación de que la pertenencia a la CEI es rentable para AZERBAIYAN, en tanto en cuanto conduzca a la resolución del conflicto karabají; y la concesión a ANKARA de una mayor cuota de explotación de los yacimientos del CASPIO ha contribuido a incrementar el creciente distanciamiento entre AZERBAIYAN y MOSCU.

Por otra parte, el mencionado cambio de dirección en el ámbito de la seguridad bajo mandato de ALIEV ha tenido también su reflejo en la situación de las relaciones con IRAN. Así, y como consecuencia de las presiones ejercidas por EE.UU., BAKU ha excluido, el pasado 4 de abril de 1995, a TEHERAN del acuerdo sobre explotación del petróleo del CASPIO, pese a que, en noviembre de 1994, firmó un tratado bilateral que preveía lo contrario.

Tal decisión, aunque fue acompañada de la posibilidad de que IRAN participara en la explotación de otro yacimiento en la zona, provocó la reacción iraní de dificultar el tráfico de mercancías hacia NAJICHEVAN y AZERBAIYAN y propiciar el desarrollo de las comunicaciones y relaciones con ARMENIA.

Por otro lado, el acuerdo alcanzado el pasado mes de octubre de 1995 relativo al trazado de los dos oleoductos destinados a transportar el crudo procedente de AZERBAIYAN hasta EUROPA Occi-

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

dental puede ser considerado como un nuevo fracaso de la diplomacia rusa, que, pese a estar empeñada en evitar que otros países puedan controlar el paso de crudo a Occidente, se ha visto forzada a aceptar la puesta en marcha de un oleoducto a través de GEORGIA, además del que discurre por su territorio.

Todo este cúmulo de circunstancias ha provocado que, en la actualidad, los intereses de IRAN y RUSIA en esta zona sean básicamente convergentes, por lo que, en el futuro, parece obvio que ambos países pueden llegar a coordinar en cierta medida sus políticas con respecto a la zona, con el objetivo de evitar una presencia excesiva de EE.UU. a través de compañías petrolíferas.

Además, tanto IRAN como RUSIA están interesados en mantener a AZERBAIYAN en sus actuales niveles de debilidad, aunque por diferentes motivos. Mientras que RUSIA quiere que BAKU siga permaneciendo vulnerable a las presiones, tanto en el ámbito económico como de seguridad, IRAN, por su parte, está interesado en neutralizar el posible polo de atracción y de favorecimiento de las actitudes nacionalistas que pudieran ser foco de inestabilidad para los 20 millones de azeríes que residen en el norte de su territorio.

2. RELACIONES CON OTROS ESTADOS EN EL AMBITO MILITAR

Pese a la nueva orientación en materia de política de seguridad que ha adoptado AZERBAIYAN a lo largo del último año, centrada en la promoción de la cooperación con Occidente, RUSIA continúa siendo el factor determinante en el marco político-militar de esta región.

En este sentido, cabe reseñar que el interés de MOSCU por esta región está centrado tanto en el ámbito económico, como en el de la seguridad. Así, el liderazgo político de la FEDERACION es consciente de que una excesiva instalación de Occidente en la zona a través de compañías petroleras, unida al previsible incremento en el nivel de vida de esta población como consecuencia de la explotación de los recursos energéticos y a la creciente influencia turca en la zona, traerá como consecuencia inmediata que el Ejecutivo de BAKU adopte posiciones más autónomas que las actuales respecto de MOSCU.

Asimismo, el hecho de que durante décadas el "eje sur" haya sido uno de los elementos definitorios de la política de seguridad de la URSS, junto a la inestabilidad étnica existente en la región y a la posible propagación del fundamentalismo religioso iraní, hace que esta región sea objeto de especial interés para MOSCU.

En cuanto a las relaciones bilaterales en este ámbito, cabe destacar que están marcadas por la insistencia rusa en cooperar en el control de la frontera entre AZERBAIYAN, IRAN y TURQUIA; en la integración de AZERBAIYAN en el sistema de defensa aérea conjunta de la CEI; y en el estatuto y régimen jurídico y de explotación del complejo de radares de GABALA.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

En este contexto, cabe mencionar que el Gobierno de BAKU ha rechazado hasta la fecha que RUSIA pueda acceder de forma directa o indirecta al control de sus fronteras. Sin embargo, ha firmado un acuerdo con TURKMENISTAN para vigilar de forma conjunta la frontera marítima que atraviesa el Mar CASPIO.

Por lo que se refiere a las relaciones con el resto de los miembros de la CEI, cabe señalar que AZERBAIYAN ha incrementado la cooperación con aquellos países menos proclives a aceptar la actual influencia de RUSIA en esta Organización. En este contexto, hay que hacer referencia a la intensificación de los contactos en materia de defensa con UCRANIA, notablemente impulsados a raíz de la visita realizada por el Presidente KUCHMA a BAKU, el pasado mes de julio.

Asimismo, AZERBAIYAN mantiene contactos con KAZAJSTAN, TURKMENISTAN, UZBEKISTAN, KIRGUIZTAN y TURQUIA, como parte de la denominada comunidad pan-turca, si bien dichas relaciones presentan un carácter eminentemente económico.

Por lo que se refiere a los contactos con Estados no miembros de la CEI, hay que destacar que, desde que el Presidente ELCHIBEY inició una política abiertamente pro-turca, ésta, aunque con algunos altibajos, se ha venido manteniendo. Los ofrecimientos realizados por ANKARA para enviar tropas a la región de NAGORNO-KARABAJ en los momentos en los que la guerra en la zona era más desfavorable a BAKU pueden ser considerados como un elemento más de la traducción a la realidad de esta tendencia. En este mismo orden de ideas, hay que resaltar la presencia de un número no determinado de asesores militares turcos en territorio azerí.

Dentro del marco multilateral, AZERBAIYAN, aun cuando forma parte del Tratado de Seguridad Colectiva, ha rehusado incrementar su integración en el mismo, negándose a firmar el documento sobre la Concepción de Seguridad Colectiva y cualquier acuerdo de cooperación en ámbito de la Defensa Aérea.

Por último, cabe mencionar que AZERBAIYAN firmó el acuerdo marco de la Asociación por la Paz (APP) el 16 de mayo de 1994, tras lo cual, ALIEV realizó una rápida visita a ANKARA con objeto de analizar la nueva situación y de coordinar estrategias conjuntas en materia de política militar.

Posteriormente, el 20 de septiembre de 1995, una delegación oficial de la Alianza manifestó durante su visita a BAKU que era de interés de esta Organización incrementar la cooperación con AZERBAIYAN.

3. EL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ

La problemática que afecta en la actualidad a la región de NAGORNO-KARABAJ tuvo su origen inmediato a principios del año 1988, cuando tanto en ARMENIA como en esta región, habitada de forma mayoritaria por armenios, tuvieron lugar una serie de

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

manifestaciones que reclamaban la anexión de este territorio a ARMENIA. En febrero del mismo año, tras los incidentes de SUMGAIT, ciudad situada en el oeste de AZERBAIYAN, comenzaron, de forma abierta, las hostilidades en NAGORNO-KARABAJ.

En un primer momento, éstas tuvieron como protagonistas a fuerzas paramilitares de bajo nivel y no pasaron de ser pequeñas escaramuzas, si bien, posteriormente, fueron utilizadas toda clase de Unidades y tropas, lo que provocó una escalada de la intensidad de los combates.

Aun cuando al comienzo del conflicto parecía que el desenlace final iba a favorecer completamente a las fuerzas de BAKU, que obtuvieron varias victorias militares, posteriormente, las Fuerzas de Autodefensa de NAGORNO-KARABAJ (FANK), apoyadas por ARMENIA, iniciaron una campaña cuyo resultado, a finales de 1993, permitió, no sólo recuperar el territorio karabají ocupado durante la ofensiva azerí, sino varias zonas fuera de los límites administrativos de este territorio.

Más tarde, las tropas azeríes recuperaron, siempre mediante el uso de la fuerza, parte del terreno perdido en 1993 y, posteriormente, las FANK llevaron a cabo una ofensiva que obligó a las fuerzas azeríes a abandonar lo que previamente habían ganado, aunque no puede considerarse que estas victorias hayan modificado sustancialmente la situación militar en la región.

Esta última puede resumirse en los términos siguientes: las FANK controlan todo el territorio administrativo de NAGORNO-KARABAJ, más toda la zona azerí existente entre esta región y la frontera con ARMENIA, lo que les ha permitido asegurarse el suministro de material procedente de ARMENIA a través del corredor de LACHIN.

En estas condiciones generales se alcanzó un acuerdo de alto el fuego auspiciado por la FEDERACION RUSA en mayo de 1994, que, en su mayor parte, continúa siendo respetado hasta la fecha.

La actividad diplomática desplegada hasta ahora para tratar de dar una solución definitiva al conflicto no ha conseguido aproximar las posturas entre las tres partes implicadas: ARMENIA, AZERBAIYAN y NAGORNO-KARABAJ.

Dicha actividad abarcó, hasta diciembre de 1994, con la celebración de la cumbre de la CSCE, hoy OSCE, en BUDAPEST, dos líneas de acción independientes: la primera, patrocinada por RUSIA, que, hasta ese momento, es la que había conseguido mayores progresos, y la otra, amparada por la OSCE a través del denominado Grupo de MINSK.

Las dos proponían planes que coincidían, básicamente, en la necesidad de alcanzar un alto el fuego, proceder a la separación de las partes enfrentadas, desplegar una fuerza de interposición y negociar finalmente el estatuto político del enclave. Sin

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

embargo, los problemas surgían a la hora de establecer la composición de las fuerzas internacionales que deberían desplegarse en la región como fuerzas de interposición.

Posteriormente, tras la celebración de la cumbre de la CSCE en BUDAPEST, en diciembre de 1994, se llegó al acuerdo de que RUSIA adquiriera la función de co-Presidente de dicho Grupo, ya era miembro del mismo desde su creación, y de que se unieran los esfuerzos diplomáticos de ambas entidades.

Las diferencias entre las partes implicadas se centran en tres aspectos principales:

- Estatuto jurídico de NAGORNO-KARABAJ y concesión de garantías de seguridad.

- Mantenimiento en manos karabajíes de un corredor entre ARMENIA y NAGORNO-KARABAJ a través de la ciudad de LACHIN.

- Problemática en torno al regreso de los refugiados azeríes de la ciudad de SUSHA, que, como consecuencia de la última ofensiva karabají, hubieron de situarse a lo largo de la frontera de AZERBAIYAN con IRAN.

En la actualidad se siguen manteniendo rondas de conversaciones, que, por el momento, únicamente han experimentado un pequeño avance en el ámbito del repliegue sobre el terreno de las fuerzas enfrentadas.

Sin embargo, ambas partes continúan preparándose para un posible reinicio de los combates. Así, desde junio de este año, las tropas karabajíes están procediendo a incrementar su capacidad ofensiva, para lo cual se están realizando ejercicios de coordinación entre Unidades de infantería de las FANK y helicópteros de ataque armenios.

Esta circunstancia supone un relevante salto cualitativo en el desarrollo del conflicto karabají, ya que, por una parte, hasta la fecha no ha existido una actuación coordinada entre la infantería y la aviación de apoyo a tierra, mientras que, por otra, la utilización de Unidades regulares de las FAS armenias en coordinación con las FANK indica una creciente implicación de este país en el conflicto.

Junto a ello, se ha producido un aumento en la capacidad logística de las fuerzas de STEPANAKERT. Las FANK han construido al menos diez instalaciones militares, entre las que se incluyen un campo de tiro de carros de combate, una base de mantenimiento de material acorazado y nuevos acuartelamientos. Asimismo, se ha alargado y reacondicionado el aeródromo de esta ciudad de forma que ya permite el aterrizaje de grandes aeronaves de transporte tipo IL-76 / CANDID.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Por otro lado, tras la creciente derrota diplomática cosechada por RUSIA en lo relativo al proceso de paz del conflicto de la ex-YUGOSLAVIA y la ya reseñada del trazado de los oleoductos, la consolidación de la posición de fuerza adoptada por el Ejecutivo de BAKU frente a MOSCU puede provocar que los dirigentes rusos adopten una posición de mayor dureza hacia AZERBAIYAN, no pudiéndose descartar que dé lugar a un incremento de la tensión en NAGORNO-KARABAJ, que podría desembocar en una reapertura de las hostilidades.

4. POLITICA MILITAR Y DOCTRINA

Los cambios experimentados en cuanto a las líneas maestras en materia de política de seguridad han tenido su reflejo evidente en la de defensa, si bien, en esta ocasión, la influencia atribuible al desarrollo de la situación en NAGORNO-KARABAJ adquiere una relevancia determinante.

En este sentido, hay que hacer referencia al hecho de que, desde la obtención de la independencia de AZERBAIYAN en diciembre de 1991 hasta la fecha, el Ministerio de Defensa ha tenido diez titulares diferentes, lo que ha hecho imposible el mantenimiento de una coherencia organizativa y doctrinal que permitiera el desarrollo de unas FAS eficaces.

La estructura de control de las FAS azeríes se asienta en la actualidad en tres Organismos: la Presidencia de la República, el Comité de Defensa del Estado y el Comité Permanente del Parlamento para la Seguridad del Estado, Asuntos Militares, la Ley y el Orden. De los tres, es el segundo el que detenta hoy en día una mayor cuota de poder.

Por lo que se refiere a la Doctrina Militar, cabe señalar que hasta ahora sólo se han fijado en AZERBAIYAN unas mínimas líneas generales. No se ha elaborado ningún documento que contenga pautas de actuación en este ámbito, por lo que el desarrollo de las FAS azeríes está sujeto al día a día de la situación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, eje en torno al cual gira la actividad del Ministerio de Defensa.

En este sentido, se considera que, en tanto en cuanto no sea resuelto este conflicto de forma definitiva, será prácticamente imposible la definición de unas líneas estratégicas de actuación concretas en materia de política militar.

Asimismo, el hecho de que el clima de inestabilidad política existente en AZERBAIYAN, determinado en gran medida por los dos intentos de golpe de Estado sufridos por el Presidente ALIEV y por la crispación social generada tras el atentado del metro de BAKU en el que murieron 289 personas y en el que fueron utilizados elementos químicos para provocar el incendio del convoy, permite deducir que la actuación del Ejecutivo en este ámbito de la seguridad vaya dirigida a la consolidación de la actual cúpula dirigente antes que hacia la constitución de unas FAS eficaces.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

No obstante, e independientemente del estado de desarrollo en el que se encuentra el proceso de elaboración de la Doctrina Militar, cabe suponer que los principios esenciales de la misma, en cuanto a su contenido, seguirán la línea adoptada por otros países sucesores de la ex-URSS respecto a los siguientes aspectos:

- Cometido de las FAS. Garantizar la soberanía nacional e integridad territorial del país.

- Renuncia a iniciar una agresión contra otro Estado.

- Fundamentar la resolución de los conflictos en la actuación de los representantes políticos y diplomáticos.

- No considerar a ningún otro Estado como enemigo.

- Predisposición hacia la cooperación internacional en materia de seguridad.

5. FORMACION DE LAS FUERZAS ARMADAS NACIONALES

Una vez adoptada la decisión de crear unas Fuerzas Armadas nacionales, la primera medida tomada por las autoridades de BAKU fue la de exigir la nacionalización de aquellas Unidades de las Fuerzas Armadas soviéticas desplegadas en territorio azerí (el 4° Ejército, la Flotilla del Mar CASPIO y el 19° Ejército Aéreo), con objeto de formar en torno a sus respectivas infraestructuras y medios los futuros tres componentes de las FAS azeríes: el Ejército de Tierra, la Armada y las Fuerzas Aéreas y de Defensa Aérea.

El hecho de que las conversaciones entre los representantes azeríes y rusos destinadas a proceder al reparto de este material, mantenidas a lo largo de finales de 1991 y comienzos de 1992, no dieran los resultados apetecidos para la parte azerí provocó que comenzaran a sucederse los asaltos a las instalaciones y polvorines de las entonces FAS conjuntas de la CEI.

Esta situación se prolongó hasta la firma, en mayo de 1992, de un acuerdo mediante el cual se repartía el armamento y equipo de las antiguas FAS soviéticas entre los Estados sucesores de la URSS. Este acuerdo permitió la transferencia de material al Ministerio de Defensa azerí, si bien la corrupción generalizada existente entre los mandos de las Unidades afectadas distorsionó, en buena medida, la cantidad final de armamento y equipo traspasados.

Por lo que se refiere al **Ejército de Tierra**, cabe destacar que BAKU fue, a lo largo de la etapa soviética, la principal guarnición del 4° Ejército, gracias a lo cual las infraestructuras de esta Unidad fueron aprovechadas en beneficio de los planes del Ejecutivo de AZERBAIYAN. En esta ciudad estaba situado el Cuartel General del mismo, las instalaciones y equipos de la 259 División Mecanizada, una Brigada de Misiles y otra de Artillería de Campaña.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Además, la ciudad albergaba el Cuartel General del Mando de las Fuerzas del Teatro Sur, creado en 1984 y disuelto en 1992. Precisamente, las instalaciones que abandonó este Organo son las que en la actualidad ocupa el Ministerio de Defensa de AZERBAIYAN. El resto de las Unidades del 4° Ejército estaban desplegadas en LENKORAN, NAJICHEVAN y GYANZHA.

El proceso de repliegue de la parte de estas fuerzas que volvió a territorio de la FEDERACION RUSA acabó a finales de 1992. Desde entonces, la única instalación militar rusa en territorio azerí es la del complejo de radares de GABALA, perteneciente a la red de alerta estratégica.

El Ministerio de Defensa azerí programó, sobre la base de los equipos heredados, el establecimiento de 12 Brigadas Mecanizadas, 2 Brigadas de Artillería y 1 Brigada de Desembarco Aéreo, así como algunas Unidades de helicópteros y de transmisiones. Estos planes no han podido ser cumplimentados hasta la fecha, debido a la escasez de recursos económicos y, sobre todo, a la corta permanencia en el cargo de los titulares de la Cartera de Defensa.

La misión principal de estas fuerzas está centrada, por razones obvias, en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

En la actualidad, el Ejército de Tierra, formado por unas 49.000 personas, dispone de 7 Brigadas Mecanizadas, 1 de Desembarco Aéreo y 4 Regimientos de Artillería de Campaña. Cada Brigada dispone de una dotación de personal en torno a las 3.000 personas. Su capacidad operativa está seriamente limitada por la escasez de medios acorazados y artilleros adecuados.

La Brigada de Desembarco Aéreo está mejor equipada que el resto, con medios acorazados susceptibles de ser aerotransportados, aunque no dispone de la clase de aeronaves necesarias para tal fin.

Con todo, el principal problema que afecta al Ejército de Tierra desde su constitución se centra en la falta de personal suficientemente preparado y entrenado en las diferentes especialidades. Además, una buena parte de los jóvenes llamados a filas no se incorpora, lo que obligó en el pasado a tener que hacer uso de unidades de "mujaidines" afganos en la guerra de NAGORNO-KARABAJ.

El reparto de la Flotilla del Mar CASPIO permitió a BAKU, en septiembre de 1992, tras más de seis meses de negociaciones, disponer de los primeros medios destinados a constituir el embrión de la **Armada y Fuerzas de Defensa de Costas** del país.

En la actualidad, dichas fuerzas disponen de alrededor de 2.000 personas que sirven en 37 pequeños buques, además de unas instalaciones de mantenimiento situadas en BAKU. De los tres elementos de las FAS es éste el que dispone de un material más moderno y en mejores condiciones de uso.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Su misión se circunscribe, dadas las limitaciones de los medios disponibles, a la protección de la plataforma continental, control de las operaciones de contrabando y vigilancia de los campos de petróleo. Asimismo, tiene la posibilidad de realizar operaciones limitadas de minado y limpieza de minas, si bien no dispone de ninguna capacidad ofensiva.

Las **Fuerzas Aéreas y de Defensa Aérea** constituyen el tercer elemento de las FAS azeríes. Al contrario de lo ocurrido con el resto de fuerzas, el Alto Mando de MOSCU retiró la inmensa mayoría de las aeronaves del territorio de AZERBAIYAN, dejando tan sólo 5 MIG-25 RB, que en ese momento se encontraban inoperativos, 10 SU-24 y 9 helicópteros de ataque.

Esta situación obligó a BAKU a buscar a lo largo de todo el territorio de la CEI aviones, tripulaciones y mantenimiento que estuvieran dispuestos a formar parte de sus FAS.

La misión de la Fuerza Aérea azerí se centra en proporcionar apoyo aéreo próximo a las Unidades del Ejército de Tierra desplegadas en NAGORNO-KARABAJ, transporte de material y tropas a esta región y patrulla de la zona económica nacional del Mar CASPIO.

Por lo que se refiere al componente antiaéreo de estas tropas, cabe reseñar que, debido a que en tiempos de la URSS el espacio aéreo de AZERBAIYAN era considerado como de importancia vital para los estrategas soviéticos, las distintas Unidades antiaéreas que tuvieron como misión el mantenimiento de la seguridad aérea de esta región contaban con los mejores medios en términos de cantidad y calidad, sólo superados por los Distritos Militares de MOSCU y LENINGRADO.

El 19° Ejército aéreo fue la última de las Unidades antiaéreas desplegadas en AZERBAIYAN y, al igual que lo ocurrido en los casos anteriores, ha sido el eje en torno al cual se formaron las Fuerzas de Defensa Aérea del nuevo Estado azerí.

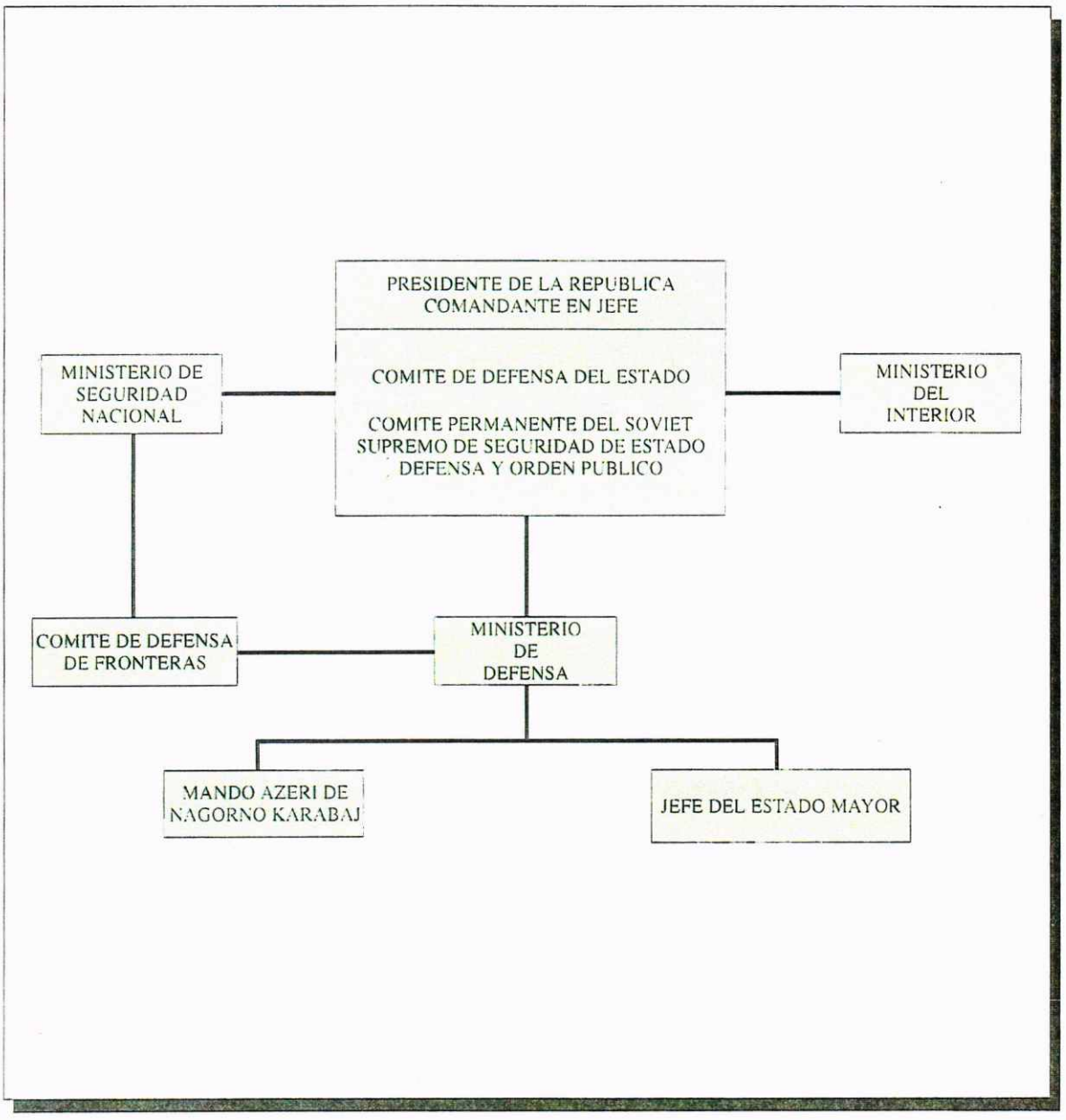
De cara al futuro, el objetivo del liderazgo político de BAKU se centra en conseguir disponer de alrededor de 8 Escuadrones de Apoyo Aéreo Próximo, 3 Escuadrones de Cazas, 1 de Transporte y otro de Reconocimiento. Los efectivos que esta Arma incluiría, contando ambas estructuras, estarían en una cantidad próxima a las 10.000 personas. En la actualidad, no llegan a las 4.000.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO I

AZERBAIYAN	ORGANOS DE DEFENSA Y SEGURIDAD

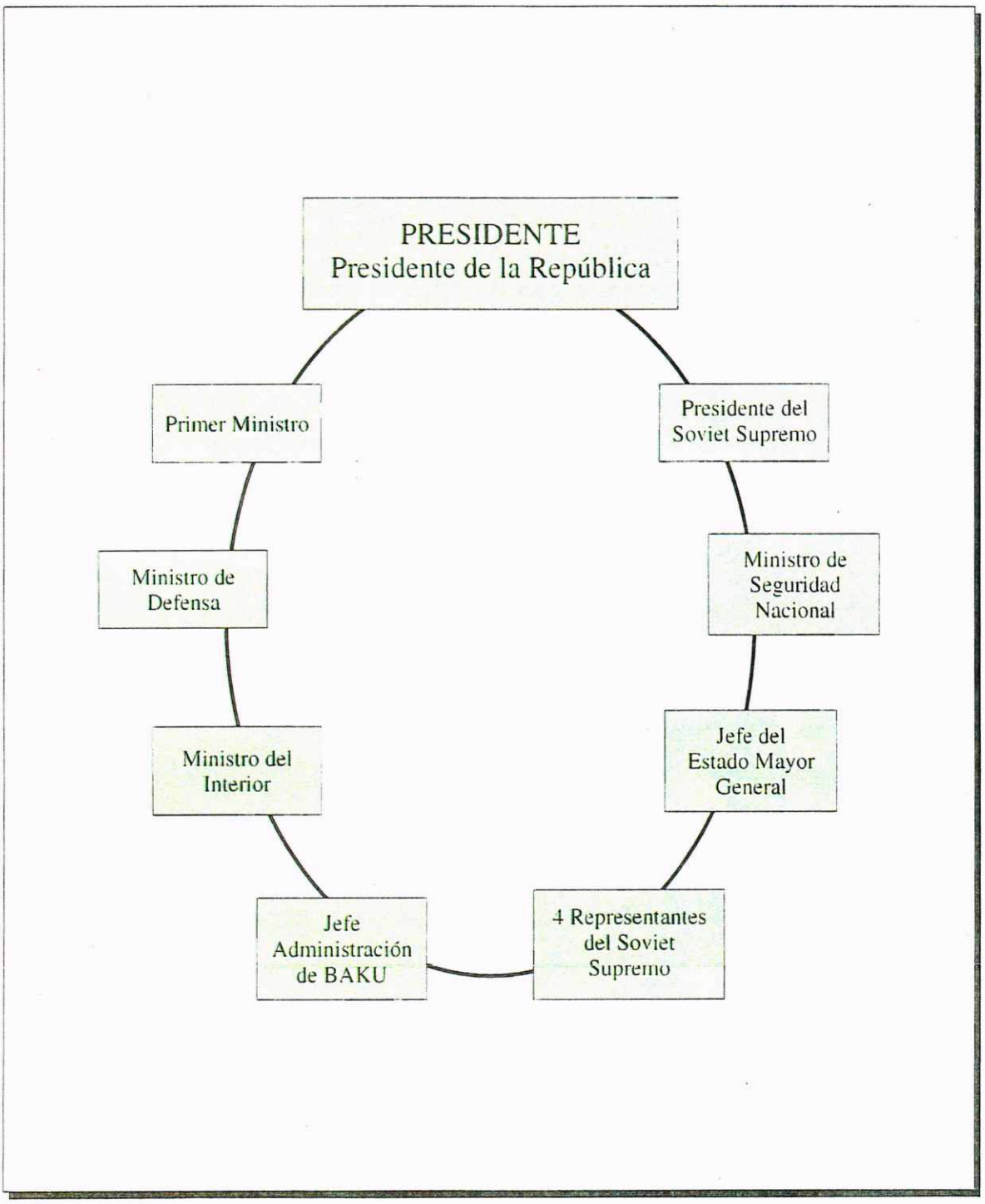


CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO II

AZERBAIYAN | COMPOSICION DEL CONSEJO DE DEFENSA DEL ESTADO



CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO III



CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO IV

AZERBAIYAN

ACUERDOS, TRATADOS Y CONVENIOS FIRMADOS EN EL AMBITO MILITAR
(Sin incluir tratados colectivos en la CEI)

TURQUIA	
Enero 92	Tratado de Amistad y Cooperación.
Julio 94	Acuerdo sobre Formación de Cuadros de Mando Militares.
Julio 94	Acuerdo sobre Organización Militar.
GEORGIA	
Febrero 93	Tratado de Amistad y Cooperación.
IRAN	
Diciembre 92	Acuerdo de Cooperación.
ARMENIA	
Diciembre 92	Acuerdo entre Ministerios de Defensa.
RUSIA	
Octubre 92	Acuerdo sobre la retirada de tropas rusas de AZERBAIYAN.
Octubre 92	Tratado de Amistad y Cooperación.
Diciembre 93	Acuerdo de Cooperación sobre Protección de las fronteras nacionales del CAUCASO.
Abril 94	Acuerdo sobre alquiler de las instalaciones de GABALA.
TURKMENISTAN	
Octubre 95	Acuerdo sobre la vigilancia de la frontera marítima en el CASPIO.

CONFIDENCIAL

ANEXO V

FUERZAS ARMADAS AZERBAIYAN

EJERCITO TIERRA

PERSONAL	DOTACION MAXIMA AUTORIZADA		73.000
	ESTIMACION ACTUAL		49.000
UNIDADES	BRIGADAS INFANTERIA MOTORIZADA		7
	CENTROS ENTRENAMIENTO TIPO BRIGADA		2
	BRIGADA DE DESEMBARCO AEREO		1
	BRIGADAS ARTILLERIA		2
	BRIGADA ACORAZADA		1
EQUIPOS		**TIPO**	**NUMERO**
	CARROS COMBATE	T-72 y T-55	285
	VEHICULOS COMBATE	BMP 1, BMP 2 y BMD 1	456
	VEHICULOS TRANSPORTE ACORAZADO	BTR 60,70, 80 y MT-LB	379
	ARTILLERIA REMOLQUE	D-30, D-20, 2A36, PM-38	240
	ARTILLERIA AUTOPROPULSADA	2S1 y 2SR	43
	LANZACOHETES	BM-21	63

CONFIDENCIAL
CONFIDENCIAL

ANEXO VI

FUERZAS AEREAS Y DE DEFENSA AEREA

PESONAL	DOTACION MAXIMA ESTIMACION ACTUAL		11.000 2.400
EQUIPOS	**AVIONES:**	**TIPO**	**NUMERO**
	Interceptadores Bombarderos Ataque a tierra	MIG 25 SU-24 MIG 21 y SU 25	42 5 7
	HELICOPTEROS:		
	Transporte Ataque Transporte y enlace	MI-24 MI-8 y MI-2	25 28 15

CONFIDENCIAL
CONFIDENCIAL

ANEXO VII

ARMADA

PERSONAL	DOTACION MAXIMA ESTIMACION ACTUAL	3.000 2.000
EQUIPOS	FRAGATAS PATRULLEROS Y DRAGAMINAS BUQUES DE DESEMBARCO	1 9 5

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO VIII

AZERBAIYAN: NAGORNO-KARABAJ

BALANCE MILITAR DE LAS FUERZAS QUE TOMAN PARTE EN EL CONFLICTO (DOTACIONES MAXIMAS)

CONFIDENCIAL

	ARMENIA	NAGORNO-KARABAJ FUERZAS DE AUTODEFENSA	AZERBAIYAN
PERSONAL	54.300	20.000	73.367
CARROS DE COMBATE	102	67	285
VEHICULOS ACORAZADOS	285	63	835
PIEZAS DE ARTILLERIA	225	78	346
HELICOPTEROS DE ATAQUE	12	--	18

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO IX

BIOGRAFIA DEL MINISTRO DE DEFENSA DE AZERBAIYAN

TENIENTE GENERAL SAFAR ABIEV

Nació en 1950 en BAKU.

Casado y con dos hijos.

En 1971 terminó sus estudios en la Academia Militar de Infantería de BAKU y en 1982 en la Facultad de Mandos (Academia Militar FRUNZE).

Continuó prestando servicio en el Grupo de Tropas Soviéticas en ALEMANIA, en el Distrito Militar del BALTICO, del BAIKAL y del CAUCASO en puestos desde Jefe de Sección hasta Jefe de Unidad (Coronel).

Pasó a formar parte de las FAS de AZERBAIYAN en febrero de 1992.

Prestó sus servicios como Jefe de Unidad en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ y como Comandante Militar de la Región de GYANDZHA.

Ha sido Segundo Jefe del Estado Mayor, Jefe del Estado Mayor y Primer Viceministro de Defensa de las Fuerzas Armadas azeríes.

Durante el verano y el otoño de 1993, tras el derrocamiento del Presidente ABULFAZ ELCHIBEY, ejerció las funciones de Ministro de Defensa.

El 6 de febrero de 1995 fue nombrado Ministro de Defensa de AZERBAIYAN mediante un Decreto Presidencial y, simultáneamente, ascendido a Teniente General.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: ULTIMOS ACONTECIMIENTOS EN CHECHENIA.

0. INTRODUCCION

El complicado proceso negociador que viene desarrollándose en GROZNY entre representantes rusos y chechenos puede verse seriamente condicionado por el reciente atentado sufrido por el Jefe de las Tropas Federales, Teniente General ANATOLI ROMANOV, quien se encuentra ingresado en un hospital de MOSCU, gravemente herido.

A ello hay que añadir la incertidumbre sobre el futuro de la reconstrucción de la República y la convocatoria de elecciones a los órganos de poder local que, según todos los indicios, sufrirá nuevos retrasos respecto de la fecha inicialmente establecida, en la primavera de 1996.

1. EVOLUCION DEL CLIMA NEGOCIADOR

Tras la llegada del Secretario General del Consejo de Seguridad de la FEDERACION RUSA, OLEG LOBOV, a CHECHENIA como enviado especial del Presidente ELTSIN, el clima de relativo entendimiento entre los representantes de las partes en conflicto, el Teniente General A. ROMANOV, por parte rusa, y ASLAN MASJADOV, Jefe del Estado Mayor de las fuerzas de DUDAEV por la chechena, se ha visto truncado, habiendo quedado sustituida la disposición inicial al diálogo mostrada por ROMANOV por una actitud mucho más agresiva y exigente hacia los negociadores chechenos.

La nueva situación de enfrentamiento generada tras la llegada de LOBOV tuvo su punto culminante la última semana del mes de septiembre, cuando el Teniente General ROMANOV llegó a advertir a sus interlocutores que el retorno a la utilización de métodos expeditivos en la resolución del conflicto no estaba descartada. Esta amenaza fue respondida por el representante checheno con la de suspender definitivamente las conversaciones, retirarse a las montañas y empezar desde allí otra vez los combates.

A este clima de abierto enfrentamiento entre las partes negociadoras vinieron a sumarse varias circunstancias que han

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

contribuido al aumento de las tensiones, entre las que destacan el atentado contra LOBOV el 20.09.95 y las declaraciones públicas realizadas por altas autoridades rusas contrarias a las negociaciones de paz y partidarias de las acciones de fuerza procedentes del estamento militar.

Entre estas últimas, merecen reseñarse las del Ministro de Defensa, PAVEL GRACHEV, centradas en la necesidad de suspender las negociaciones con los rebeldes hasta que el acuerdo de desarme estuviese cumplido en un 80%, y las del General ZHURBENKO, Segundo Jefe del Estado Mayor de las Fuerzas Armadas rusas, quien abogó por la vuelta de las Unidades dependientes del Ministerio de Defensa a territorio checheno y la suspensión del proceso de retirada de las tropas rusas que está teniendo lugar en cumplimiento de lo estipulado en el acuerdo firmado el pasado 30 de julio.

La retención de los representantes de la OSCE en su sede de GROZNY por parte de fuerzas dirigidas por BESLAN GANTEMIROV, Alcalde de la ciudad, bajo la acusación de que desde la misma se estaba dando cobertura a acciones de protesta por parte de los rebeldes chechenos y que desde ella se había causado la muerte de dos policías y el atentado ocurrido el pasado seis de octubre contra el General ANATOLI ROMANOV, han marcado un hito en la escalada de la tensión que se vive en CHECHENIA.

Ambos sucesos constituyen una clara muestra de lo que puede llegar a ocurrir en la República caucásica como consecuencia de las acciones llevadas a cabo por grupos incontrolados, que no están dispuestos a acatar los compromisos de regulación del conflicto a los que se llega en la mesa de negociación.

La posible declaración del estado de emergencia en la ciudad de GROZNY, y probablemente en otras, junto con el bloqueo al que las tropas rusas están sometiendo a algunas ciudades chechenas, como es el caso de SERNOVODSK, en la que se sospecha que pueden estar concentrándose fuerzas leales a DUDAEV, constituye el primer paso de un proceso que podría desembocar en el recrudecimiento de los enfrentamientos y, por lo tanto, servir como justificación para un mayor despliegue de tropas pertenecientes tanto al Ministerio del Interior, como al de Defensa.

2. EL FUTURO DE LA REPUBLICA

Es indudable que todos estos acontecimientos no hacen más que retrasar la normalización definitiva de la República, puesto que parece impensable que el KREMLIN emprenda un proceso de reconstrucción y de preparación de elecciones a los órganos de poder local hasta que la situación no se haya clarificado definitivamente.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Sin embargo, todo parece indicar que el Presidente ELTSIN optará, en lo que al Gobierno de la República se refiere, por establecer un sistema parlamentario, frente al presidencialista que existe en otros Sujetos Federales, y por designar él mismo un dirigente en CHECHENIA.

Un dato muy a tener en cuenta es la "reparación" de la figura en escena del ex-Presidente del Sóviet Supremo ruso RUSLAN JASBULATOV, de origen checheno y líder de una de las formaciones que efectuó el primer ataque al Cuartel General de DUDAEV a finales del pasado año, que abrió paso a la intervención rusa.

Curiosamente, el que fue enemigo acérrimo del Presidente ELTSIN ha formado un partido, "Unión del Pueblo para la Liberación de la República", que parece contar con la anuencia del KREMLIN. JASBULATOV mantuvo el pasado 01.10.95 una entrevista con O. LOBOV y, precisamente, iba a encontrarse con ROMANOV cuando éste fue víctima del atentado.

Quizás para MOSCU el ex-Presidente del Sóviet Supremo sea el "más fiable" de los líderes chechenos, puesto que incluso los, "a priori", más cercanos a las posturas rusas, como S. JADZHIEV, del Gobierno de Renacimiento Nacional, y U. AVTURJANOV, del Comité para la Concordia Nacional, no son absolutamente fieles al liderazgo ruso.

En cualquier caso, el futuro de CHECHENIA y, en concreto, en lo que a su normalización se refiere, parece una empresa difícil de alcanzar, teniendo en cuenta las dificultades que atraviesa en todos los ámbitos el proceso negociador y las luchas internas por el poder que se desarrollan dentro de la misma República.

3. CONCLUSIONES Y PERSPECTIVAS

La influencia del conflicto checheno, tanto sobre el resultado final de las próximas elecciones legislativas, como sobre el acuerdo alcanzado relativo al transporte de petróleo procedente del Mar CASPIO a través de suelo ruso, está forzando a las autoridades rusas a actuar con una acuciante premura de tiempo en un tema enormemente delicado.

En el primer caso, atentados como los efectuados contra LOBOV y ROMANOV suponen un lastre para MOSCU a la hora de sentarse a negociar con la parte chechena. A ello se añaden hechos tales como los graves sucesos de BUDIONOVSK, las continuas pérdidas de personal sufridas por las tropas federales y la ausencia de castigo alguno para los máximos responsables de las mismas.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Con estas circunstancias y con una campaña electoral como telón de fondo en la que el patriotismo se apunta como una de las ideas fuerza a defender y en la que la participación de militares es más destacada que en anteriores comicios, la presión sobre las autoridades rusas para actuar con mano dura será fuerte.

Por lo que respecta al transporte de petróleo, las compañías petrolíferas norteamericanas han recibido ya la concesión de la explotación de los yacimientos del Mar CASPIO y ahora comienza la lucha por conseguir mantener el mayor tiempo posible las dos opciones para el citado transporte: el oleoducto que atravesando CHECHENIA llega al puerto ruso de NOVOROSSISK y el que a través de GEORGIA entra en TURQUIA hasta el MEDITERRANEO, desde donde por vía marítima será comercializado hacia Occidente.

La no resolución del conflicto de forma definitiva supondría para MOSCU la pérdida de una gran oportunidad de controlar los recursos procedentes del Mar CASPIO y los beneficios derivados del transporte de los mismos a través de su territorio.

Asimismo, el hecho de que compañías de otros países exploten recursos energéticos del territorio de la CEI supone un duro golpe para la posición de RUSIA dentro de la Comunidad y para la intención de MOSCU de controlar los productos de carácter estratégico del espacio geográfico ex-soviético.

En el Decreto Presidencial de promulgación del documento sobre "El Curso estratégico de la FEDERACION RUSA con respecto a los Estados de la CEI" se hace mención expresa a la necesidad de hacer entender a nivel mundial que el territorio de la Comunidad es zona de intereses vitales rusos y que MOSCU no está dispuesta a renunciar a ello.

Por todo lo anteriormente expuesto, se considera probable un retorno al enfrentamiento abierto entre las tropas federales y los milicianos chechenos, tal y como se vino desarrollando hasta el pasado mes de julio, después de la intervención del Primer Ministro ruso, VICTOR CHERNOMYRDIN, tras los sucesos ocurridos en la ciudad de BUDIONOVSK.

Fecha de redacción: 11.10.95

CONFIDENCIAL

Briefing

from the

Documentary Information Section

Azerbaijan
2

26 Septembre 1995

Source : Européenne de données

Enquiries to : Tim Lisney 25.73

Le Monde, AFP

07 Septembre 1995
LE MONDE
AZERBAiDJAN : le Parti communiste d'Azerbaidjan a ete interdit.
(4 SEPTEMBRE 1995).

Le Parti communiste d'Azerbaidjan a ete interdit, lundi 4 septembre, par la Cour supreme pour avoir recemment appele a former " une nouvelle union dans l'espace de l'ex-URSS ". Cette decision intervient a quelques semaines de la tenue des elections legislatives, fixees au 12 novembre 1995. (AFP.).

10 Aout 1995
LE MONDE
AZERBAiDJAN : le ministere de l'interieur refuse d'enregistrer cinq partis d'opposition.
(ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 NOVEMBRE 1995).

Le ministere de l'interieur a refuse d'enregistrer cinq partis d'opposition pour les premieres elections legislatives de l'apres-communisme, le 12 novembre prochain, dont le Front populaire de l'ex-president Aboulfaz Eltchibey, depose en 1993 par Gueidar Aliev et aujourd'hui exile dans la province du Nakhitchevan. (AP.).

15 Juin 1995
LE MONDE
AZERBAIDJAN : elections legislatives.
(12 NOVEMBRE 1995).

Les premieres elections legislatives depuis l'independance de l'Azerbaidjan en 1991 se tiendront le 12 novembre, a annonce, mardi 13 juin, le Parlement. Les dernieres elections remontent a octobre 1990, avant l'eclatement de l'URSS. (AFP.).

18 Avril 1995
LE MONDE
AZERBAiDJAN : elections legislatives.
(16 AVRIL 1995).

Les premieres elections legislatives depuis l'eclatement de l'URSS se tiendront en octobre a annonce, dimanche 16 avril, le president Gueidar Aliev. Une nouvelle Constitution et une nouvelle loi electorale devraient aussi etre soumises aux electeurs d'ici la fin de l'annee, a indique le chef de l'Etat. (AFP.).

AFP 19 Septembre 1995
Azerbaidjan politique - La Cour supreme annule l'interdiction du Parti communiste MOSCOU, 19 sept

La Cour supreme azerbaidjanaise a annule lundi sa decision du debut septembre interdisant le Parti communiste dans cette ex-republique sovietique du Caucase, a indique mardi l'agence azerbaidjanaise Touran.

L'agence n'a pas toutefois precise la motivation de cette decision de la Cour.
Sur la demande du ministere de la Justice, la Cour avait decide d'interdire le PC azerbaidjanais, a quelques semaines des elections legislatives fixees au 12 novembre, parce que son programme appelait a reconstituer l'Union sovietique, ce qui contredisait la loi sur l'independance de la republique caucasienne.
Le chef du PC azerbaidjanais, Ramiz Ahmadov, avait denonce l'interdiction de son parti, qui compterait entre 10.000 et 40.000 membres, decision qui selon lui "mettait en doute la nature democratique de l'Etat azerbaidjanais".
Le president azerbaidjanais Gueidar Aliev, qui gouverne le pays d'une main de fer depuis son retour au pouvoir en 1993, fut lui-meme, sous Leonid Brejnev, Premier secretaire du parti communiste d'Azerbaidjan et membre du Politburo du PCUS.